

L'intérêt pour l'histoire soviétique a trouvé un nouvel aliment dans les travaux du XXII^e Congrès du P.C.U.S. On recommence à discuter avec passion, une passion pas toujours très informée, des oppositions et des luttes qui ont amené les peuples d'U.R.S.S. à construire leur société actuelle. Pendant des années, l'interprétation stalinienne de l'histoire soviétique avait appauvri et stérilisé cet immense patrimoine de pensée et d'action. On avait contraint l'infinie complexité d'un mouvement révolutionnaire sans égal, avec ses gloires, ses drames, ses ascensions, ses zig-zags — on avait contraint le mouvement réel de l'histoire en une série de schémas, souvent arbitraires, qui n'en avaient pas moins connu une vaste diffusion et avaient été, plus ou moins tacitement mais toujours largement, acceptés. La dénonciation des erreurs stalinienne, dès le XX^e Congrès du P.C.U.S., avait déjà suffi à les détruire : ces schémas n'avaient-ils pas été créés précisément pour exalter, magnifier, canoniser l'œuvre d'un seul dirigeant, celui-là même dont on voyait désormais les faiblesses, les erreurs et les fautes les plus graves ? La critique de l'historiographie stalinienne fut la conséquence directe de la dénonciation du culte de la personnalité. Du fait de l'abolition des schémas officiels, un nouvel intérêt pour l'histoire vraie traverse tout le mouvement ouvrier. Ce phénomène s'est également manifesté en U.R.S.S. Là, la recherche historique avait été l'un des domaines intellectuels qui avaient le plus souffert du fait du culte de Staline. De vastes zones d'ombre planaient sur le passé le plus récent : des noms, des figures, des épisodes, d'importantes pages d'histoire avaient été voués au silence. Parfois la vérité était présentée sous un jour tout à fait unilatéral ; d'autres fois on l'avait simplement « corrigée ». Il fallait donc réouvrir la recherche, la stimuler. Il fallait retrouver toute la richesse du passé. C'est dans ce climat que les historiens soviétiques ont entrepris, non sans résistances ou hésitations, la publication de maints documents conservés dans les archives. C'est ainsi qu'en 1958 ont été publiés pour la seconde fois ces « procès-verbaux » des mois de la révolution qui, édités seulement en 1929, étaient devenus depuis une rareté bibliographique quasi introuvable.

Les textes ici rassemblés constituent une photographie du moment le plus décisif de toute l'histoire de l'U.R.S.S. (et certainement de toute l'histoire contemporaine). Ils ont la valeur et les limites d'un document photographique. Ils en conservent surtout le caractère d'immédiateté. C'est là tout ce qui subsiste des réunions de ce qui fut l'état-major de la révolution d'Octobre. Avec Lénine et autour de lui se rencontrent, œuvrent, discutent et décident les plus grands dirigeants bolchéviques de 17, membres du Comité Central du parti. Trois dizaines de personnes. Des noms connus, souvent évoqués, parfois encore implacablement discutés : Staline, Sverdlov, Dzerjinski, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Alexandra Kollontaï. D'autres qui furent moins connus à l'étranger et, partant, plus facilement oubliés (peu de gens savent encore qui furent Artiom, Berzine, Boubnov) mais qui, en ces mois, jouèrent un rôle nullement inférieur. Des réunions où furent prises des décisions capitales pour la révolution et ses développements ultérieurs, il ne reste que ces notes, écrites sur de simples feuilles de papier au cours des discussions, en général de la main même d'Elena Stassova, qui était alors candidate et secrétaire du Comité central. Ces petits feuillets sont aujourd'hui l'un des documents les plus précieux conservés dans les archives de l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou. Tandis que les chefs bolchéviques discutaient et que Stassova consignait leurs paroles et leurs actes, Pétrograd et la Russie vivaient les journées les plus intenses de la révolution : les ouvriers s'armaient, les paysans commençaient à occuper les terres, les soldats refusaient de continuer à se battre, le gouvernement de la bourgeoisie coalisé avec les forces moyennes était parcouru de ses derniers soubresauts, l'insurrection triomphait à Pétrograd, à Moscou, et dans tout le pays, et le jeune pouvoir ouvrier et paysan engageait ses premières batailles contre la contre-révolution interne et la pression de l'impérialisme. Ces notes font apparaître les positions que prirent les dirigeants bolchéviques en ces semaines décisives, à la tête du parti qui était l'âme et le cerveau de ce mouvement, engagés dans des heurts qui n'eurent pas qu'une importance temporaire mais continueront de fournir le sujet de discussions et de polémiques pendant des dizaines d'années : c'est ainsi que se dessinent parfois les physionomies politiques des hommes, leurs dons et leurs défauts, leurs tempéraments même.

Certes, il s'agit là de notes hâtives, parfois incomplètes ou mutilées. Des notes prises comme le permettaient les circonstances. Il n'y avait pas de sténographes pour recueillir point par point ce que chacun disait. Les premiers procès-verbaux sont, du reste, les plus synthétiques : peu à peu ils deviendront plus détaillés. On y recourt souvent à des abréviations, des rappels concis, des allusions rapides à des faits qu'on pense connus. Ça et là le texte peut aussi être indéchiffrable ; ailleurs il subsistera quelques dou-

tes. Il ne s'agit pas — c'est bien évident — d'une œuvre d'histoire, mais d'une de ces précieuses images d'une époque qui sont la matière première, indispensable à ceux qui veulent faire l'histoire. Ils restent l'un des documents les plus valides dont on dispose comme source d'information sur la révolution, sur l'œuvre du parti bolchévique et sur son noyau dirigeant. Ils sont cités invariablement dans toutes les histoires importantes de cette période. Il peut donc sembler insolite qu'on les publie ici dans leur intégralité. Mais c'est que désormais ces procès-verbaux ne sont plus un document qui puisse intéresser les seuls historiens. Parce que la période à laquelle ils se réfèrent est trop extraordinaire : le profane aussi ne peut que souhaiter la connaître en remontant directement aux sources. Ces événements suscitent encore de telles passions que l'information, si minutieuse soit-elle, n'apparaît jamais pleinement suffisante.

Le Comité central dont on présente ici les procès-verbaux, est celui qui fut élu par le VI^e Congrès du parti bolchévique et resta en fonctions, avec quelques modifications dues à des démissions, jusqu'au VII^e Congrès. Le premier de ces Congrès se tint entre la fin juillet et les premiers jours d'août 1917 (selon l'ancien calendrier). Le second eut lieu au début de mars 1918 (selon notre calendrier qui avait été introduit en Russie entre-temps). Un arc de six mois, donc, qui, s'ils « ébranlèrent le monde », le firent en ouvrant — aujourd'hui notre propre expérience nous en donne la certitude — une phase nouvelle de l'histoire des hommes, qui a été et sera toujours plus déterminée par cette révolution. Des mois qui, à eux seuls, valent des dizaines d'années : ils virent l'histoire s'ébranler de ce pas rapide et entraînant qui — si l'on en croit celui qui en fut le principal acteur — caractérise exclusivement les époques profondément révolutionnaires. De la crise de juillet qui contraignit les bolchéviks à une semi-illégalité, on arriva à la paix de Brest-Litovsk, en passant par la révolte de Kornilov, sa défaite, la paralysie du gouvernement Kérensky, l'insurrection et la proclamation du pouvoir ouvrier, la dissolution de l'Assemblée constituante, l'armistice avec les Allemands, leur nouvelle offensive, les premières crises du pouvoir soviétique jusqu'à la décision de signer la paix qu'imposaient les puissances centrales. Ce furent des mois tellement denses d'événements, de choix décisifs et de heurts violents, que les ignorer serait se vouer à ne rien comprendre ou presque de la suite de l'histoire soviétique.

On comprend ainsi que ces procès-verbaux aient eu à deux reprises un rôle politique dans le rétablissement de la vérité his-

torique. Les deux publications qui en ont été faites en U.R.S.S. — en 1929 d'abord, puis en 1958 — eurent également une fonction démystificatrice. Elles servirent à dissoudre ces mythes par lesquels on avait cherché à attribuer à telle ou telle personnalité des mérites exceptionnels et presque exclusifs dans la grande victoire d'Octobre. La première fois, ces procès-verbaux furent dirigés contre la légende de Trotsky. Une trentaine d'années plus tard ils serviront à dissoudre celle de Staline. En réalité ils ne « détruisent » aucune des deux figures : ils les replacent dans une juste lumière, en restituant sa véritable dimension à leur rôle — nullement secondaire ou négligeable — dans les mois de la victoire révolutionnaire.

Dans la polémique avec Trotsky, avant même d'être publiés, les procès-verbaux permirent de clarifier certaines équivoques lorsqu'en 1924 le fondateur de l'Armée rouge tenta d'accréditer par ses Leçons d'Octobre ou de faire accréditer par ses disciples la conviction qu'il avait été, avec Lénine, le seul véritable acteur et dirigeant de la révolution. Cette campagne trostkyste s'appuyait, entre autre, sur une version, forcément inexacte, de certains événements capitaux qu'avait diffusée John Reed dans son fameux reportage. Le journaliste américain avait raconté¹ que lors de la réunion du 23 octobre 1917 où le Comité central bolchévique, avec la participation d'autres militants de Pétersbourg, devait décider de l'insurrection, seuls Lénine et Trotsky s'étaient prononcés pour cette solution, jusqu'à ce qu'un ouvrier furieux se fût levé et eût demandé, au nom du prolétariat de la capitale, que l'insurrection ait lieu, sans quoi les usines abandonneraient les bolchéviks. Ce n'est qu'alors qu'aurait été prise la décision. L'image est sans nul doute suggestive et efficace, comme bien d'autres, du reste, dans le livre de John Reed. Elle ne correspond pourtant pas à la réalité, telle que les procès-verbaux permettent de l'établir; elle ne synthétise pas non plus de façon adéquate la véritable nature de la bataille que Lénine dut mener jusque dans le Comité central du parti pour faire triompher le projet de l'insurrection armée. La décision de l'insurrection fut effectivement prise par le Comité central le 10 (23) octobre : mais cette séance ne fut pas élargie à d'autres militants et la seule opposition à s'y manifester fut celle de Zinoviev et de Kamenev. Une réunion à laquelle participèrent d'autres militants de Pétrograd eut lieu effectivement six jours plus tard : en dépit de l'hostilité réitérée de Zinoviev et de Kamenev et de quelques hésitations, cette assemblée reconfirma la décision déjà

1. JOHN REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Editions Sociales, et *Le monde en 10/18*, Paris, 1962, p. 76.

prise. Il est pourtant difficile d'y trouver quelque chose qui ressemble à l'intervention de l'ouvrier que décrit John Reed. En tout cas, dans les deux cas, l'appel de Lénine à l'insurrection fut soutenu non seulement par Trotsky, mais par la grande majorité du Comité central.¹

En novembre 1924, lors de sa polémique avec Trotsky, Staline cita dans l'un de ses discours toute cette documentation, qui, à cette date, n'était pas encore sortie des archives². Il est vrai que plus tard il ne se contenta plus de chercher à reconstruire la version exacte des faits mais à son tour, de la renverser à son avantage : quoique le rôle joué par Trotsky dans la révolution eût été notoire, il n'hésita pas à en faire disparaître la figure dans les livres et les reconstructions historiques consacrés à cette période. Mais, dans ce cas, les procès-verbaux devenaient inutiles : bien plus, ils représentaient un obstacle. Ce qui explique qu'ils ne furent plus réimprimés de longtemps.

Ainsi, plus d'un quart de siècle après, le mythe de Staline avait-il pris des dimensions gigantesques : le mythe d'un Staline qui aurait été, presque à l'égal de Lénine, l'unique artisan de la révolution d'Octobre et, par la suite, de toutes les entreprises des peuples soviétiques. Cette seconde légende avait été longuement diffusée non seulement par des écrits apologétiques, mais par des films, des livres, des tableaux et toute autre forme de propagande. Toutes les autres figures avaient été effacées ou obscurcies : certains protagonistes n'étaient mentionnés que pour mettre en relief les moments où ils avaient été en désaccord avec Lénine. En revanche, on gonflait démesurément tous les épisodes auxquels Staline avait participé personnellement. Un an après le XX^e Congrès du P.C.U.S. la réimpression des procès-verbaux détruisait aussi cette construction mythique. On pouvait désormais connaître à nouveau l'enchaînement exact des événements, le rôle personnel joué par les différents dirigeants bolchéviques, le détail de leurs polémiques et de leurs luttes internes. Naturellement, cela ne faisait nullement oublier le rôle de Staline qui, en 1917, comptait déjà parmi les principaux dirigeants du parti et se trouvait donc être un des principaux protagonistes de la révolution d'Octobre. Bien plus, les procès-verbaux infirment aussi le témoignage intéressé de ceux qui prétendent qu'au moment où il commença son ascension Staline n'aurait été qu'un inconnu : c'est si peu vrai — et l'on s'en convaincra en feuilletant ces pages — que, dans son Testament, Lénine le désignera, au même titre que Trotsky, comme un des « deux chefs éminents

1. Cf. ci-après les procès-verbaux 25 et 26.

2. STALINE, « Trotskysme ou Léninisme ? », Cahiers du Bolchévisme, 1^{re} année, N^o 7, 2 janvier 1925, pp. 449-463.

du Comité central actuel¹ ». Ce que les procès-verbaux démentent, en revanche, c'est la croyance — chère à l'hagiographie stalinienne — que Staline aurait été alors le seul véritable collaborateur de Lénine. Ils permettent même de vérifier comment, dans toutes les batailles internes de cette période, Staline — comme d'autres, du reste : Sverdlov, par exemple — se trouvait toujours, substantiellement, sur les mêmes positions que Lénine : ce qui aura son importance plus tard, dans les luttes des années 23-29, lorsque ce sera le critère de la fidélité, même formelle, au léninisme, qui tranchera la plupart des divergences entre les dirigeants du pays et du parti. Mais on peut ainsi désormais replacer dans un juste éclairage ce moment essentiel de la biographie stalinienne, dans la mesure où, à travers ces procès-verbaux, les conflits qui opposèrent Lénine à tel ou tel groupe de ses collaborateurs, retrouvent également ce qui fut leur véritable caractère idéal et politique.

Les batailles qui se déroulèrent dans le noyau de révolutionnaires qui dirigea la première révolution socialiste, furent d'authentiques luttes politiques qui mirent en jeu des éléments essentiels de la ligne du parti et parfois même certains fondements idéaux du bolchévisme. Le mérite de ces procès-verbaux est de nous plonger pleinement au moins dans deux de ces polémiques et de promouvoir ainsi une connaissance plus complète de leur contenu. Les idées et les positions qui s'y dessinent aident aussi à comprendre les fractures qui se produiront quelques années plus tard et leur caractère irrémédiable. L'âpreté des polémiques fut telle que déjà, en ces jours particulièrement délicats, le parti traversa des crises qui auraient pu lui être fatales. Mais ces conflits — et c'est là l'un de leurs aspects fondamentaux — découlaient du caractère dramatique et de la nouveauté des événements auxquels ils se rapportaient, de la valeur décisive des choix et des tournants que ceux-ci imposaient, de la bouleversante rapidité du chemin qu'ils firent accomplir à l'histoire et, surtout, du caractère radicalement original de ce chemin. Le bolchévisme, du reste, était né de polémiques non moins âpres, souvent irréductibles. Toute la tradition de la social-démocratie russe était faite d'une succession de batailles, de conflits, et même de longues ruptures, douloureuses, mais absolument nécessaires. On ne les avait pas toujours comprises à l'extérieur du mouvement, où on les avait souvent prises pour des « disputes de sectes » : Jaurès aurait même, dit-on, refusé d'accueillir les écrits des socialistes russes dans l'Humanité parce qu'ils déchainaient toujours d'infinies po-

1. V. LÉNINE, Lettre au Congrès, Editions en langues étrangères, Moscou, [s.d.] p. 9 (N. du Tr.).

lémiques avec d'autres socialistes russes¹. C'est justement lorsqu'ils sont le plus enflammés et le plus nets que les débats et les polémiques ne signifient pas nécessairement la désorientation, l'incertitude et la faiblesse. Ils peuvent même représenter quelque chose d'opposé, exprimer des valeurs qui, surtout dans certaines périodes historiques, n'ont pas moins d'importance que l'unité de pensée et d'action elle-même : la vigueur intellectuelle, l'esprit révolutionnaire, la passion créatrice de recherche et de découverte. C'est grâce à ces soi-disant « disputes de sectes » que le parti bolchévique vit non seulement le jour et se consolida comme parti politique, mais se forgea — unique force organisée et autonome dans le mouvement ouvrier de l'époque — la capacité de comprendre la signification de la première guerre mondiale, la crise de la social-démocratie que celle-ci mit à jour et les choix révolutionnaires qu'imposait le nouveau tournant historique. Mais ces débats ne pouvaient s'achever automatiquement au seuil de la révolution : ils se prolongèrent dans les conflits entre les dirigeants bolchéviques.

Ces procès-verbaux — on l'a déjà dit — ont joué un rôle démystificateur à l'égard des mythes qui, par la suite, exaltèrent tour à tour le rôle de telle ou telle personnalité. Il est toutefois une figure qui, de ces débats, émerge justement bien au-dessus de toutes les autres : celle de Lénine. Ce n'est certes pas ici le lieu d'analyser dans tous ses aspects le rôle joué par le grand dirigeant soviétique dans la révolution d'Octobre. Un point pourtant mérite d'être souligné, que ces documents mettent pleinement en lumière : dans les choix et les batailles fondamentales, l'intervention de Lénine fut toujours décisive. Surmontant les doutes, les perplexités, les hésitations, il sut faire prévaloir l'impératif de la révolution armée, la certitude qu'elle était nécessaire, le choix du moment et la fermeté dans l'exécution. Il est significatif que, sans tomber pour autant dans l'hostilité ouverte que manifestait Kamenev, le Comité central ait réservé le 15 (28) septembre un accueil plein de prudence à la première proposition que fit Lénine d'organiser « techniquement » l'insurrection pour la conquête du pouvoir, en la considérant comme un « art »². On comprend alors la véritable signification de la lutte politique à travers laquelle cette idée s'ouvrit un chemin et finit par s'imposer. C'est là qu'est la grandeur du chef. Elle reparait avec le même don de cohérence, de lucidité et de compréhension au moins en deux autres occasions fondamentales : lorsqu'il s'agit de défendre la nature soviétique, prolétarienne, révolutionnaire

1. ANDRÉ MORIZET, *Chez Lénine et Trotski*, Paris, La Renaissance du Livre, 1922, p. 101.

2. Cf. le procès-verbal n° 16.

du nouveau pouvoir, des compromis et des fléchissements qui menacent les conquêtes de l'insurrection, en voulant placer celle-ci dans le sillage des mesures étatiques de type bourgeois; et aussi lorsqu'il s'agit de sauver, en s'inclinant devant les conditions iniques d'une paix malhonnête, la république socialiste à peine née et d'encourager ainsi, par sa seule présence, la marche de la révolution mondiale. Dans tous les cas ses idées se heurteront à une résistance, quand ce ne sera pas une opposition ouverte, dans le parti même qui, sous sa direction, a fait la révolution. C'est ici, encore une fois, qu'est la véritable fonction, la force véritable du chef, qui ne supprime par artificiellement les obstacles, mais les affronte et les démolit, en comprenant qu'ils constituent un moment essentiel de la réalité que lui-même entend transformer par l'action politique. C'est pourquoi son succès aura une valeur profonde et durable, il sera une conquête. C'est ce que nous apprennent les procès-verbaux. Mais ainsi nous sommes bien loin du mythe. Nous sommes dans la leçon qu'a écrite la plus grande révolution de l'histoire.

Le nouveau Comité central se réunit pour la première fois¹ le lendemain de la clôture du VI^e Congrès. Dix-sept de ses membres effectifs et candidats étaient présents. Le VI^e Congrès du P.O.S.D.R. (bolchévique), qui s'était déroulé pendant les neuf jours précédents, fut le premier à être convoqué après la longue période d'illégalité absolue à laquelle la répression tsariste avait contraint le parti. Le dernier congrès, le V^e, avait eu lieu, encore avec les menchéviks, dix ans avant, dans le lointain 1907, au lendemain de la défaite de la première révolution russe. Entre-temps, il est vrai, il y avait eu deux conférences de parti, qui avaient eu une grande importance politique, sans doute nullement inférieure à celle d'un congrès : la Conférence de Prague de 1912 avait conduit à une nouvelle rupture avec les menchéviks, installés dans l'opportunisme et disposés à liquider le parti tandis qu'en 1917 la célèbre Conférence d'avril, première assemblée centrale du parti bolchévique dans la légalité retrouvée avec la révolution de Février, avait été dominée par Lénine, qui venait de rentrer d'exil, et avait défini la grande ligne stratégique de la révolution socialiste. C'est dans ce cadre qu'avait déjà eu lieu le véritable débat de fond sur la politique du parti, ses tâches et ses mots d'ordre. Mais on ne peut pas dire que dès lors tout fût devenu complètement clair. Par ailleurs, depuis avril, la situation avait déjà subi un tournant radical. La période de dé-

1. Cf. le procès-verbal n° 1.

veloppement pacifique de la révolution avait brusquement pris fin. Les forces moyennes avaient glissé dans une coalition — quand bien même contradictoire et incertaine — avec la bourgeoisie. Les perspectives d'une avance révolutionnaire grâce à un combat, relativement pacifique, au sein même des Soviets avaient ainsi disparu. C'étaient les événements de juillet (auxquels Staline consacra un bref rapport dès le second jour du congrès¹) qui avaient déterminé cette nouvelle situation : en juillet, en effet, les bolchéviks s'étaient placés à la tête d'un soulèvement spontané, quoique prématuré, de la garnison et du prolétariat de Pétrograd et le gouvernement avait déclenché une répression sanglante avec le concours des généraux les plus réactionnaires et l'appui des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Les bolchéviks se retrouvaient donc dans une condition de semi-illégalité. Le congrès lui-même eut lieu dans une atmosphère quasi clandestine². Certains des chefs les plus connus, à commencer par Lénine, étaient absents parce que recherchés par la police : également loin, parce que prisonnier, Trotsky, dont le groupe fusionna justement avec les bolchéviks au VI^e Congrès (les pourparlers duraient depuis le mois de mai ; dans son effort pour arriver à l'union de tous les social-démocrates internationalistes, Lénine avait même envisagé la possibilité d'une unification avec Martov et ses partisans, à condition qu'ils acceptassent de rompre avec les « défenseurs »)³.

Réuni dans ces conditions difficiles, le VI^e Congrès discuta, selon un ordre du jour substantiel, de nombreux points qui allaient de l'éventuelle comparution de Lénine devant le tribunal (hypothèse qui fut résolument écartée) aux problèmes du mouvement syndical et de jeunesse. Mais la place centrale appartient aux deux rapports sur la situation politique présentés par Staline et Boukharine et à la discussion qui s'ensuivit. Le thème politique le plus discuté fut celui du retrait (qui devait, par la suite, se révéler temporaire) du mot d'ordre de « Tout le pouvoir aux Soviets » : c'était là la conséquence de la fin de la période pacifique de la révolution et du passage des partis « démocratiques » (menchéviks et socialistes révolutionnaires) — partis qui avaient alors la majorité dans les Soviets — au compromis avec la bourgeoisie ; le changement, qui avait été demandé par Lénine⁴, fut

1. *Chestoi siezd R.S.D.R.P. (bolchévikov) — Protokoly*, Moscou, Gospolitizdat, 1958, pp. 14-20.

2. E. IAROSLAVSKI, *Nakanounié oktiabra. Chestoi siezd R.S.D.R.P. (b)*, Moscou, Stari Bolchévik, 1932, pp. 36-37.

3. LÉNINE, *Œuvres*, tome 24, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 394-5.

4. *A propos des mots d'ordre* : cet article, écrit au milieu de juillet 1917, fut publié dans une brochure séparée, à laquelle on se référa sou-

reproposé et soutenu par Staline dans son rapport au Congrès. Cependant, tout le monde ne comprit pas et n'accepta donc pas aussitôt ce changement : certains craignaient qu'il signifiât de la part des bolchéviks l'abandon pur et simple des Soviets. Les problèmes décisifs et les perspectives fondamentales de la révolution s'affrontèrent sur ce point. A quelle phase de son développement était parvenue celle-ci ? Après la défaite de juillet pouvait-on prévoir de nouvelles explosions populaires ? Les couches moyennes — les paysans, essentiellement — n'étaient-elles pas prêtes à subir l'influence de la bourgeoisie et à suivre sur la voie du compromis les partis qui étaient l'expression politique de ces mêmes couches ? Jusqu'à quel point la lutte pour la terre pousserait-elle les masses paysannes à s'allier au prolétariat ? Était-il vraiment possible de mettre la révolution socialiste à l'ordre du jour ou n'était-ce pas isoler irrémédiablement la classe ouvrière ? Une révolution socialiste était-elle possible en Russie sans attendre celle d'Occident ou ne devait-on pas considérer comme close la révolution « dans les limites nationales » ? Le congrès approuva le nouveau mot d'ordre qui demandait « la liquidation complète de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire » et répondit positivement aux questions qu'avait soulevées la discussion, en exprimant sa confiance dans les développements révolutionnaires ultérieurs. On éleva des doutes, toutefois, sur la solidité et, surtout, la durée de l'appui paysan (Staline et Boukharine polémiquèrent sur ce point) et sur la possibilité qu'avait la révolution socialiste de se développer en Russie sans un appui plus actif de la révolution en Occident (Préobrajenski). Ce sont là des hésitations qu'on ne pourra pas oublier lorsqu'on voudra comprendre les conflits qui s'ouvriront par la suite dans les moments décisifs¹.

On ne trouve toutefois aucun reflet de ces préoccupations et de ces débats dans les premières réunions du nouveau Comité central. Ce sont les mesures organisationnelles qui prévalurent d'abord : elles étaient d'autant plus urgentes que la nouvelle situation exigeait qu'on donnât le maximum d'efficiencé à l'activité du parti. C'est ainsi que s'établirent des liaisons plus régulières entre le centre, où entra en fonctions un comité restreint, et la périphérie : au VI^e Congrès plusieurs délégués de la province avaient en effet critiqué l'insuffisance des contacts existant jus-

vent dans les discussions du VI^e Congrès. LÉNINE, *Œuvres*, tome 25, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 164-170. [Texte français dans : LÉNINE, *Œuvres choisies*, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1954, tome II, pp. 80-88 et également dans LÉNINE, *Œuvres*, tome 25, juin-septembre 1917, Éditions Sociales, Paris, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1962, pp. 198-206 (N. du Tr.).]

1. *Chestoi siezd R.S.D.R.P. (bolchévikoŭ) — Protokoly*, Moscou, Gospolitizdat, 1958.

qu'alors, insuffisance qui s'était particulièrement manifestée lors des événements de juillet. On accorda beaucoup d'attention au fonctionnement et à la direction de la presse que le gouvernement provisoire ne cessait alors de frapper d'interdictions et de saisies. Le Comité central désigna chaque fois ceux qui devaient diriger les différents organes de presse. Mais les élections ne se firent pas toujours sans mal. Si les noms de Staline et de Sokolnikov, qui furent jusqu'en octobre les principaux responsables de la presse du parti, ne rencontrèrent pas beaucoup d'opposition, en revanche la candidature de Trotsky au comité de rédaction de l'organe central fut repoussée une première fois par un vote très hostile, pour être ensuite approuvée, sans qu'il fût même nécessaire de voter, dès sa sortie de prison. Il y eut au cours de cette période deux conflits sur les problèmes de la presse : l'un avec l'organisation militaire du parti, qui prétendait avoir un journal autonome, et l'autre avec ceux des bolchéviks qui continuaient d'entretenir avec Novaïa Jizn, le journal de Gorki, une collaboration que le Comité central jugeait inadmissible ; deux conflits qui montrent également comment le principe d'une direction centrale ferme pouvait se concilier avec un système de rapports démocratiques dans le parti. Enfin le Comité central dut combattre la campagne de répression et de calomnies qui s'abattit sur les dirigeants et les organisations bolchéviques. Il fallait protéger Lénine et les autres camarades recherchés, se battre pour qu'ils puissent revenir travailler en liberté, critiquer ceux des bolchéviks qui ne comprenaient pas leur refus de se livrer aux tribunaux. Il fallait obtenir la libération des emprisonnés qui voulurent commencer une grève de la faim, malgré l'opposition de Trotsky qui était parmi eux. L'insinuation calomnieuse fut une des armes préférées de la contre-révolution pour frapper les militants et les dirigeants bolchéviques. Lénine était accusé d'être un « espion allemand ». Kàmenev fut également la victime de ces calomnies. Accusé de complicité avec la police tsariste, il renonça à toute fonction officielle : mais Lénine critiqua cette décision¹, en affirmant avec justesse que, de cette façon-là, les adversaires de classe pourraient contraindre à l'inactivité tous les chefs de la classe ouvrière.

Cette première partie est la plus synthétique. Les notes sont extrêmement laconiques : elles enregistrent non pas les débats entre les membres du Comité central, mais les décisions qui les couronnèrent. L'importance donnée aux différents thèmes ne correspond donc à aucun critère politique. Bien plus, des questions

1. *Un chantage politique* : article publié dans le *Prolétari* du 24 août (6 septembre) 1917. LÉNINE, *Œuvres*, tome 25, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 236-239. [En français : LÉNINE, *Œuvres*, tome 25, déjà cité, pp. 282-285 (N. du Tr.)]

secondaires, ou apparemment telles, finissent même par tenir plus de place que les grands thèmes de la direction révolutionnaire. Ceci explique qu'on n'y trouve aucune allusion particulière au coup d'Etat manqué de Kornilov (en fait, pour les journées mêmes de la révolte, on n'a même pas les comptes rendus des éventuelles réunions du Comité central) qui fut pourtant l'événement crucial de cette période, celui qui, avec la défaite de l'aile ultra de la contre-révolution, modifia une fois de plus, et profondément, toute la situation. Il s'agit, en tout état de cause, d'une « illusion d'optique » due au point de vue particulier dont furent rédigés ces procès-verbaux. En réalité, dans cette période aussi il y eut des discussions — on en trouvera le signe dans certains votes partagés — et elles touchèrent aux divers aspects de la tactique du parti dans l'évolution des perspectives révolutionnaires jusqu'au moment où s'imposa à l'ordre du jour la décision suprême de l'insurrection armée.

Le premier choix important du nouveau Comité central bolchévique porta sur l'attitude que le parti devait avoir à l'égard de la Conférence d'Etat convoquée en août à Moscou par le gouvernement provisoire. Prélude du putsch de Kornilov, l'assemblée moscovite fut la tentative la plus poussée de la part de Kérénski pour consolider le tournant à droite opéré en juillet et chercher un accord avec les forces extrêmes de la contre-révolution, qui étaient en train de se coaliser autour des généraux de l'Etat-Major et des plus grands représentants de la bourgeoisie industrielle : la « couverture » à gauche était fournie par la présence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires et par l'apparence de « représentativité » qu'on voulut attribuer à la conférence. Les bolchéviks comprirent aussitôt la signification réactionnaire de l'opération et réussirent à organiser contre la conférence une lutte populaire extrêmement efficace, qui culmina dans la grande grève de Moscou. L'assemblée s'acheva ainsi sur une faillite substantielle. Les représentants de la contre-révolution, enhardis par le fait qu'ils avaient pu mettre à profit cette conférence de Moscou pour exposer publiquement leurs positions, encouragés aussi par les concessions et les offres d'alliance qu'on leur y avait faites, mais par là même encore insatisfaits des solutions envisagées, passèrent peu après à l'action directe pour obtenir la dictature militaire. Les partis centristes qui avaient tenté d'exclure les bolchéviks de la conférence, furent alors contraints de chercher de nouveaux contacts politiques avec eux. Des comités de liaison se formèrent. Ce fut la défaite la plus éclatante de la politique de répression et de lutte à gauche qui sévissait depuis juillet.

C'est également en ces jours que le Comité central élaborait une autre ligne d'action, en apparence moins essentielle pour le

développement de la révolution russe, mais dont on saisira bientôt toute l'importance : il s'agissait de l'action internationaliste du parti et de ses liens avec d'autres secteurs du mouvement ouvrier international. Il y est fait fréquemment référence dans les procès-verbaux. Il ne s'agit pas seulement de s'opposer à toute équivoque « défensiste », équivoque qu'alimentaient alors les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks pour éluder la conquête d'une paix démocratique par le renversement du gouvernement bourgeois et une lutte sans compromis contre la guerre impérialiste (d'où l'hostilité des bolchéviks à la « conférence sur la défense » organisée par les deux partis conciliateurs), mais d'opérer aussi avec la même cohérence révolutionnaire à l'échelle internationale. D'une part, donc, le parti rejeta toute adhésion à une éventuelle « conférence internationale socialiste pour la paix », que des groupes socialistes de droite scandinaves tentaient alors d'organiser avec l'appui des sociaux-chauvins allemands à la Scheidemann; d'autre part, sous l'impulsion de Lénine, il se détacha du bloc de Zimmerwald, en participant avec de grandes réserves à son troisième et dernier congrès. Cette action qui, dans l'esprit de Lénine, préparait déjà la naissance de la Troisième Internationale (la Conférence d'avril s'était, du reste, prononcée en faveur de cette initiative¹), nécessita une polémique clarificatrice à l'intérieur même du parti. Cela vaut surtout pour la rupture avec le bloc zimmerwaldien : en un premier moment, Lénine, presque seul, dut se battre contre la majorité du parti²; mais cela vaut aussi pour la soi-disant (et non advenue) Conférence de Stockholm, à laquelle était favorable Kamenev qui, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, se comporta pendant toute la période de 17 comme le membre le plus « à droite » de tout le groupe dirigeant bolchévique³.

Avec la défaite de Kornilov commença la nouvelle phase d'ascension révolutionnaire qui devait culminer dans l'insurrection d'Octobre. La répression de juillet n'avait pu affaiblir l'influence des bolchéviks parmi les masses : les congrès (des comités d'usine, pour les assurances sociales) et les élections (Conseil municipal de Pétrograd, Soviet de Moscou) démontrèrent le prestige croissant du parti de Lénine, surtout dans les centres les

1. *Siedmata (aprel'skaia vserossiskaia Konfèrentsia R.S.D.R.P. (bolchévikov) — Protokoly*, Moscou, Gospolitizdat, 1958.

2. Outre les procès-verbaux, déjà cités, de la VII^e Conférence bolchévique (d'avril), cf. l'article de LÉNINE : *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, dans LÉNINE, *Œuvres*, tome 24, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955. [Texte français dans LÉNINE, *Œuvres choisies*, déjà citées, tome II, pp. 13-54 (N. du Tr.).]

3. LÉNINE, *Œuvres*, tome 25, édition russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 219-221. [En français : *Œuvres*, tome 25, pp. 263-285 (N. du Tr.).]

plus importants du pays. Puisque les événements s'étaient chargés par eux-mêmes d'en faire justice, les bolchéviks demandèrent la rétractation des calomnies qu'on avait lancées contre leur parti et la liberté pour leurs camarades emprisonnés. Ils envisagèrent même de poser ces points comme conditions de leur présence dans le comité unitaire de lutte contre la contre-révolution. Une autre décision prévalut toutefois : celle de poser des conditions plus décisives pour les destinées du pouvoir et de la révolution¹. Les bolchéviks combattaient Kornilov mais ne soutenaient pas Kérensky (même s'il y eut çà et là quelques moments de confusion, au point de solliciter une intervention de Lénine, célèbre pour la lucidité de sa vision révolutionnaire) comme le firent au contraire les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. D'autre part, c'est justement en appelant le peuple aux armes, à la lutte la plus conséquente, contre Kornilov, qu'ils combattaient Kérensky. Pendant un moment Lénine considéra même qu'il y avait à nouveau la possibilité d'un développement pacifique de la révolution et reprit le mot d'ordre précédent : « Tout le pouvoir aux Soviets », en offrant sur cette base un compromis aux partis centristes². Mais les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires refusèrent de constituer un gouvernement responsable seulement devant les Soviets et cette possibilité « si rare et si précieuse dans l'histoire » eut tôt fait de s'évanouir. Le mot d'ordre subsista, mais son contenu — désormais différent — ne pouvait lui être apporté que par l'insurrection et par la lutte armée. La défaite de Kornilov commençait à peine de se dessiner que, le 31 août (13 septembre), le Comité central bolchévique élabora cette « déclaration sur le pouvoir »³ qui, approuvée ensuite par toute une série de Soviets, celui de Pétrograd le premier, marqua le début du passage croissant des Soviets sous le contrôle bolchévique. C'étaient là les prémices du grand saut de l'insurrection et de la bataille politique qui devait y conduire.

Lorsque, en septembre, les dirigeants bolchéviques durent définir l'attitude des bolchéviks à l'égard de la Conférence démocratique convoquée par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires et à l'égard du soi-disant pré-parlement (ou Conseil de la république) qui en fut l'émanation, ils se trouvaient désormais confrontés à des choix bien différents de ceux que leur avait

1. Cf. le procès-verbal n° 10.

2. Au sujet des compromis : Cet article fut publié dans le *Rabotchi pout. LÉNINE, Œuvres*, tome 25, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 282-287. [En français : LÉNINE, *Œuvres*, tome 25, déjà cité, pp. 333-339 (N. du Tr.).]

3. Cf. le procès-verbal n° 11 et son annexe.

imposés la convocation de la Conférence d'Etat de Moscou. La Conférence démocratique fut la dernière tentative des deux partis petits-bourgeois pour endiguer et maintenir sous leur contrôle la nouvelle vague révolutionnaire. L'autre voie — qui échappait à leur contrôle et sanctionnait la banqueroute de leur politique — consistait à appeler les masses à renverser le gouvernement provisoire et à s'emparer directement du pouvoir. Les bolchéviks décidèrent d'exploiter au maximum la Conférence démocratique comme tribune leur permettant de présenter encore une fois au pays leurs revendications sur la terre, la paix, le contrôle ouvrier et l'auto-détermination des peuples. Au début cette tactique ne rencontra pas d'oppositions. « Ce fut une erreur, commenta peu après Lénine; nous nous sommes tous trompés : il fallait boycotter la Conférence¹ ». Il était le seul — et le premier — à avoir compris qu'était arrivé le moment de l'insurrection armée : ce moment décisif que le révolutionnaire ne peut laisser échapper sans risquer de vouer son œuvre à une faillite durable. Mais il était contraint de rester loin de Pétrograd. Il dut se contenter d'adresser au Comité central deux célèbres lettres aujourd'hui historiques. Seize personnes étaient présentes à la réunion où on en discuta le contenu, tandis que la Conférence démocratique venait de s'ouvrir la veille : il y avait là Staline et Sverdlov, Trotsky et Kamenev. La première réaction fut empreinte d'une certaine prudence. Staline proposa que l'on invitât les principales organisations du parti à discuter le pressant appel de Lénine. Kamenev voulut au contraire qu'on repoussât les suggestions de Lénine : sa thèse fut blackboulée. Le Comité central décida en tout cas d'éviter pour le moment toute offensive dans les casernes et dans les usines² (l'impression qu'avait laissée la tragique explosion de juillet était encore forte; le VI^e Congrès avait même mis en garde les masses contre les mouvements prématurés, qui pouvaient être provoqués par l'adversaire³).

Mais le dilemme ne devait pas tarder à se poser de façon beaucoup plus impérieuse : la Conférence démocratique décida en effet de promouvoir un pré-parlement, organisme non élu et purement consultatif, qui aurait pourtant dû fournir une base et une couverture « démocratiques » au gouvernement provisoire; on espérait ainsi pouvoir encore canaliser la révolution vers une

1. Notes d'un publiciste. Les erreurs de notre parti, in LÉNINE, Œuvres, tome 26, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 32-36. [En français : LÉNINE, Œuvres, tome 26, septembre 1917-février 1918, Editions Sociales, Paris, Editions en langues étrangères, Moscou, 1958, pp. 45-52. Le passage cité (p. 45) dit textuellement : « ... notre parti a commis une erreur en y participant [à la Conférence démocratique]. Il fallait la boycotter. » (N. du Tr.)]

2. Cf. le procès-verbal n° 16 et ses annexes.

3. Chestoi siezd R.S.D.R.P. (bolchévikov) — Protokoly, Moscou, Gospolitizdat, 1958, p. 257.

issue bourgeoise, en arrêtant l'élan des masses. Que devaient faire les bolchéviks ? Devaient-ils boycotter le nouvel organisme ou bien y entrer ? Au moment de prendre une décision, le 21 septembre (4 octobre), le Comité central se scinda pratiquement en deux (les idées de Lénine se frayaient donc un chemin, mais en se heurtant à de fortes résistances) et l'on dut laisser la décision à une assemblée de tous les bolchéviks qui étaient intervenus à la Conférence démocratique. Trotsky parla au nom du groupe favorable au boycott, tandis que Rykov défendit la thèse de la participation : l'assemblée préféra la deuxième solution¹. « Décision honteuse », commenta Lénine, qui avait déjà condamné la Conférence démocratique comme une « comédie » destinée à « étouffer l'essor de la nouvelle révolution » et avait critiqué ses camarades pour ne pas avoir abandonné aussitôt cette assemblée². De loin il engagea une dure bataille en faveur du boycott. Dans ses Notes d'un publiciste le 23 septembre il écrivit : « Il n'est pas possible de douter que dans les « milieux dirigeants » de notre parti, on remarque des hésitations qui peuvent devenir funestes... Tout ne marche pas droit dans les milieux dirigeants « parlementaires » du parti ». Il demanda qu'on changeât de décision, proposa la convocation d'un congrès et définit dans une plate-forme pour le boycott la base de la lutte préliminaire au congrès³. Six jours plus tard il protesta avec véhémence parce que le Comité central laissait sans réponse ses appels à l'insurrection, tandis que l'organe central du parti censurait certaines de ses critiques, et il menaçait de sortir du Comité central pour pouvoir développer librement dans les rangs du parti sa propagande en faveur de l'insurrection⁴. La convocation d'un congrès fut effectivement envisagée par le Comité central qui en discuta à plusieurs reprises. Mais il ne fut pas nécessaire d'en venir là. Lénine eut d'abord raison des résistances qui se manifestaient dans le noyau dirigeant bolchévique.

Lorsque, le 5 (18) octobre, le Comité central revint sur sa décision précédente, sur 11 présents, un seul s'opposa au projet de sortir du pré-parlement : Kamenev⁵. Toutes les hésitations

1. Procès-verbal n° 18.

2. *Les champignons de la fraude et les erreurs des bolchéviks*. LÉNINE, Œuvres, tome 26, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 24-31. [En français : Œuvres, tome 26, déjà cité pp. 36-44. La citation se trouve p. 39. (N. du Tr.)]

3. *Notes d'un publiciste. Les erreurs de notre parti*, in Œuvres, éd. russe, t. 26, pp. 32-36. [La citation de LÉNINE se trouve in Œuvres, tome 26, déjà cité, p. 51 (N. du Tr.)]

4. *La crise est mûre*. LÉNINE, Œuvres, tome 26, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 52-62. [En français : Œuvres, tome 26, déjà cité, pp. 70-79 (N. du Tr.)]

5. Procès-verbal n° 23.

n'étaient donc pas apaisées. Mais on avait accompli un pas décisif vers l'insurrection.

Veille révolutionnaire. La seconde partie des procès-verbaux s'ouvre sur le compte rendu de la séance du 10 (23) octobre¹. C'est une séance historique, la plus importante de toutes celles qui virent réuni cet état-major de révolutionnaires. Pour la première fois depuis que le Comité Central a été élu, Lénine est présent : il n'y a que deux jours qu'il est arrivé à Pétrograd et il est encore grimé et déguisé²; son nom sera ensuite soigneusement effacé du procès-verbal. Il y a avec lui onze autres camarades : Zinoviev (présent, lui aussi, pour la première fois), Kamenev, Trotsky, Staline, Sverdlov, Ouritsky, Dzerjinski, Alexandra Kollontaï, Boubnov, Sokolnikov et Lomov. Lorsque Lénine prend la parole, après les rapports de Sverdlov sur la situation de certains fronts, il commence par déplorer cette sorte d'indifférence à l'égard de l'insurrection qu'il a pu remarquer, même de loin, chez certains dirigeants du parti. Il reprend donc les arguments que depuis quelques semaines il ne cesse de développer dans ses lettres et ses autres écrits, en cherchant dans ses articles à faire de l'agitation, même voilée, en faveur de l'insurrection : la situation est favorable à la conquête du pouvoir; il faut non seulement ne pas hésiter et décider si l'on doit ou non passer à l'insurrection, mais affronter sur le plan « technique » la préparation de l'insurrection; attendre serait une perte de temps qui pourrait se révéler catastrophique. C'est lui-même qui rédige la résolution — le texte écrit de sa main est conservé dans les archives soviétiques — qui proclame que l'insurrection armée est « inévitable et complètement mûre ». Parmi les présents, dix l'approuvent, deux s'y opposent : Zinoviev et Kamenev. Le grand pas est franchi. Quinze jours après, la première révolution socialiste sera victorieuse.

Les procès-verbaux et leurs annexes (à partir de ce moment-là ils deviennent beaucoup plus détaillés et commencent à enregistrer non plus seulement les décisions du Comité central, mais aussi les débats qui s'y sont déroulés), les procès-verbaux, donc, offrent une base d'information suffisamment large, la plus large en tout cas dont disposent les historiens, sur le conflit qui opposa

1. Procès-verbal n° 25.

2. *Histoire de la Révolution russe*, t. III, Paris, Editions Sociales, 1950, p. 31. Cette œuvre est malheureusement l'une des expressions les plus caractéristiques de l'historiographie du « culte de la personnalité ».

ainsi les deux dirigeants minoritaires hostiles à l'insurrection, à Lénine et à la majorité du Comité central, et qui se manifesta encore, en des termes assez peu différents, même après la victoire de l'insurrection. C'est là un des principaux motifs d'intérêt du présent recueil. Ce conflit touchait en effet à l'un des motifs fondamentaux de toute l'histoire du bolchévisme. Comme nous l'avons vu, pour avoir éclaté lors de la séance décisive du 10 (23) octobre, ce conflit ne s'en était déjà pas moins annoncé dans les discussions et les délibérations des semaines précédentes. Il convient d'ajouter, pour en comprendre les racines, que même à la Conférence d'avril Kamenev avait été le principal opposant de Lénine pour contester les perspectives d'une révolution socialiste et d'une conquête victorieuse du pouvoir de la part du prolétariat en Russie (avant que Lénine ne revînt de Suisse, ce point de vue avait été largement partagé par les dirigeants du parti présents à Pétrograd, Staline y compris : ce fut l'argumentation vigoureuse de Lénine, lequel était rentré en Russie fermement résolu à se battre sur ce point à l'intérieur du parti aussi, qui renversa la situation). En réapparaissant au moment du saut décisif, le différend pouvait avoir des conséquences irrémédiables pour toute la bataille révolutionnaire des bolchéviks. Deux lignes s'affrontaient alors : du triomphe de l'une ou de l'autre pouvait dépendre le sort des Soviets, du parti bolchévique, de la classe ouvrière russe, de la révolution. Certes, aujourd'hui, à près d'un demi-siècle de distance, il est difficile, voire un peu extravagant, d'imaginer que la révolution d'Octobre telle que nous la connaissons ait pu ne pas avoir lieu : et pourtant, tel était l'enjeu. Il est vrai aussi qu'au moment de la décision, le 10 (23) octobre, Lénine avait déjà avec lui la grande majorité du Comité central : ce qui aurait pu également ne pas être vrai sans son combat plein de lucidité des semaines précédentes.

L'argumentation des deux opposants est ici amplement exposée tant dans leur lettre aux principales organisations du parti que dans les résumés de leurs interventions à la séance élargie du Comité central du 16 (29) octobre¹. La réponse de Lénine fut cinglante². Ils ne voyaient, souligna-t-il, que les points faibles de la situation et nullement ce qu'il y avait de pressant dans ces explosions révolutionnaires dans les usines, au front, dans les campagnes, dont Lénine sentait au contraire qu'elles progressaient partout : l'insurrection n'était donc pour eux qu'une carte désespérée que l'on se préparait à jouer avec la certitude d'aller

1. Procès-verbal n° 26 et annexes au procès-verbal précédent.

2. Lettre aux camarades. LÉNINE. Œuvres, tome 26, édit. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 166-184. [Traduction française : Œuvres, tome 26, déjà cité, pp. 198-219 (N. du Tr.).]

au-devant d'une défaite. Naturellement il y avait des observations fondées parmi celles qu'ils avançaient pour souligner les difficultés auxquelles se heurterait la classe ouvrière au pouvoir. Mais était-ce là un motif suffisant pour renoncer à cette révolution soviétique que les bolchéviks demandaient depuis avril (« tout cela aujourd'hui pour nous laisser effrayer par les « difficultés » de la révolution ? » rétorquait Lénine¹) ? Et pourtant la ligne que proposaient les deux dissidents se réduisait à rien d'autre qu'à une activité d'opposition, essentiellement parlementaire, dans la future — autant qu'hypothétique — Assemblée Constituante. Il est difficile de ne pas voir dans leur position un reflet des théories menchéviques soutenant que la Russie n'était pas mûre pour une révolution socialiste : en octobre 1917 cette façon de penser était, du reste, assez répandue jusque dans les groupes les plus « proches » des bolchéviks, comme l'était justement celui de la Novaïa Jizn. On peut ainsi comprendre que Lénine ait non seulement accepté que les deux opposants soient admis dans le Bureau politique élu à cette même réunion où tous deux votèrent contre l'insurrection, et plus tard qu'ils restent dans le Comité central, mais encore, bien des années après, dans son fameux Testament, qu'il ait estimé que l'épisode d'Octobre, tout en n'étant pas « chose accidentelle », ne pouvait guère « leur être imputé à crime personnellement »². (Mais on comprend que, dans les luttes internes qui se dessinaient déjà au moment où le testament fut écrit, cette opinion de Lénine ait été assez peu entendue. L'histoire avait tourné en ridicule les doutes de Zinoviev et de Kamenev. Trotsky, d'abord, et Staline, ensuite, ne se laisseront pas de les leur reprocher. Dans leur vie politique les deux hommes ne parviendront jamais à se débarrasser de cette « tache »).

Mais en revanche, malgré les vieux liens d'amitié personnelle, la condamnation de Lénine fut impitoyable, irréductible, prête à une rupture radicale, lorsque les deux hommes, violant les normes les plus élémentaires du parti, portèrent en public, hors des rangs bolchéviques, leur agitation contre la décision de passer à l'insurrection. Leur campagne se manifesta par une déclaration de Kamenev à la Novaïa Jizn et par une intervention de sa part au Soviet de Pétrograd, qui contraignit Trotsky à démentir le projet d'insurrection en prétendant qu'il ne se serait agi que d'une réponse à une éventuelle tentative contre-révolutionnaire d'empêcher le congrès imminent des Soviets. De cette façon non

1. LÉNINE, Œuvres, tome 26, p. 212 (N. du Tr.).

2. LÉNINE, Œuvres, tome 36, édit. russe, Moscou. Gospolitizdat, 1957, p. 545. [En français dans V. LÉNINE, Lettre au congrès, loc. cit., p. 9 (N. du Tr.).]

seulement ils dévoilaient à l'adversaire la décision, secrète bien entendu, de déclencher l'insurrection, mais ils jetaient dans les rangs des bolchéviks et des ouvriers une confusion d'autant plus dangereuse que le Comité Central était dans l'impossibilité de rétablir publiquement la vérité, en répondant à fond à leurs arguments. C'est pourquoi Lénine parla d'une véritable trahison, d'un travail de « jaune » indigne d'un parti révolutionnaire et demanda l'expulsion immédiate des deux coupables des rangs bolchéviques. Cette ferme requête de Lénine n'en rencontra pas moins des hésitations dans le Comité central¹. Ainsi Staline, tout en étant parmi les partisans de l'insurrection, avait cru pouvoir considérer la question comme close en publiant dans le quotidien dont il était responsable, et en l'accompagnant d'un commentaire hâtivement conciliateur, une lettre ambiguë de Zinoviev qui en réalité continuait publiquement la polémique avec Lénine : le Comité central le critiqua et il démissionna de la rédaction, mais sa démission fut refusée. A la même session du Comité central non seulement il s'opposa — comme les autres — à l'exclusion des deux opposants du parti, mais il proposa même de les maintenir dans le Comité central, alors qu'eux-mêmes avaient pour tant manifesté leur intention de le quitter. Le Comité central dans son ensemble ne proclama pas l'exclusion, mais se borna à accepter la démission de Kamenev : celui-ci n'en fut pas moins présent (détail, en vérité, qui est resté inexpliqué) le matin du 24 octobre (6 novembre) à Smolny où le Comité central se réunit pour prendre les dernières dispositions en vue de l'insurrection, et c'est lui-même qui proposa qu'aucun membre du Comité central ne pût quitter le palais ce jour-là sans une autorisation spéciale.

Le conflit avait toutefois touché à des questions trop fondamentales pour qu'on pût le considérer comme effectivement résolu : il recommença donc, avec non moins d'âpreté, dès que la victoire de l'insurrection eût placé les bolchéviks devant l'obligation d'organiser le pouvoir. Ils durent faire face à une double tentative de leur arracher les conquêtes obtenues par la révolte populaire. Ayant fui de la capitale, Kérensky chercha à rassembler des troupes disposées à marcher sur Pétrograd : mais cette dernière manœuvre de sa part, accompagnée de révoltes de junkers à Moscou et dans la capitale, échoua devant la résistance des ouvriers en armes et le refus des soldats de se battre contre la garnison et la population de la ville insurgée. L'autre opération, qui coïncidait avec celle de Kerensky, fut organisée par les partis centristes par l'intermédiaire des dirigeants du syndicat des cheminots, pour obtenir que les bolchéviks, en constituant un gouvernement élargi, renoncent pratiquement à la direction du

1. Procès-verbal n° 27 et annexes.

pays. On engagea effectivement des pourparlers en vue d'élargir le gouvernement. Mais le Comité central du parti se divisa lorsqu'il s'agit d'établir quels devaient être leur but et leur contenu. Absolument convaincu de l'impossibilité d'un accord qui ne se réduirait pas à une capitulation pure et simple, Lénine voulait avec la majorité du Comité central que les négociations ne fussent qu'une diversion diplomatique pour favoriser l'écrasement militaire des adversaires. La minorité, au contraire, regroupée une fois encore autour de Zinoviev et de Kamenev, comptait aboutir réellement à un accord. Eux aussi — il faut le souligner — étaient conscients de tout ce qu'il y avait d'inacceptable dans les conditions que posaient les interlocuteurs. Ils le dirent à la réunion élargie du Comité central, où ils furent battus¹ : Kamenev, qui était le partisan le plus chaud de l'entente, remarqua que l'assemblée à laquelle il avait participé avec les représentants des autres partis aurait été « capable d'élire Kérensky à la place de Lénine ». Comme préliminaire les autres partis voulaient en effet répudier le principe, au nom duquel on avait fait l'insurrection, qui considérait les Soviets comme les seuls dépositaires du pouvoir ; le gouvernement aurait dû être responsable non plus devant le Conseil exécutif central des Soviets, mais devant une nouvelle édition du pré-parlement où les Soviets et les bolchéviks se seraient trouvés nettement en minorité (en effet, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'avaient pas eu le courage de donner « tout le pouvoir aux Soviets » même lorsque ceux-ci étaient encore sous leur contrôle). En outre, les autres partis réclamaient pour eux la direction du gouvernement, ils repoussaient la candidature de Lénine et de Trotsky et prétendaient qu'on cessât la lutte armée contre les groupes contre-révolutionnaires. Trotsky fit remarquer que, de cette façon, ils tentaient simplement d'« arracher le pouvoir à ceux qui venaient de les renverser ». Malgré tout cela, la minorité de Zinoviev et Kamenev considéra qu'il fallait continuer à chercher un accord et se démontra prête à des concessions substantielles pour atteindre cet objectif. Leurs thèses faisaient apparaître les mêmes arguments, les mêmes craintes et les mêmes faiblesses que deux semaines auparavant lorsqu'ils avaient repoussé l'idée de l'insurrection armée : même après les journées victorieuses d'Octobre, ils n'étaient pas convaincus que les bolchéviks pussent conserver le pouvoir.

Il est vrai qu'à la fin Zinoviev aussi, suivi plus tard par les autres, admit qu'un accord avec les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires était impossible. Mais avant d'en venir à cette

1. Procès-verbal n° 31.

position, il fallut passer par une véritable rupture au sein du Comité central : sans exclure la possibilité d'une scission, la majorité dut dénoncer publiquement les doutes, les hésitations et les craintes des opposants et leur ordonner de la façon la plus résolue de se soumettre à la discipline de parti. La minorité sortit à son tour du Comité central et entraîna dans sa démission une partie des Commissaires du peuple, en provoquant ainsi dans le jeune gouvernement soviétique une première crise particulièrement grave en ce moment extrêmement délicat qui voyait le pouvoir révolutionnaire aux prises avec le sabotage de tout le vieil appareil d'Etat et les premières tentatives contre-révolutionnaires d'organiser la guerre civile. Tout en n'étant pas définitive, la rupture, cette fois, fut plus dure qu'elle ne l'avait été à la veille de l'insurrection : en effet, en dépit des lettres par lesquelles ils se rétractaient, les opposants, à la seule exception de Zinoviev, ne furent pas réadmis dans le Comité central (quelques-uns y rentreront plus tard en diverses occasions). Cette fois, leur requête fut repoussée sans discussion¹.

C'est, entre toutes, la difficile et dramatique discussion sur la paix de Brest-Litowsk qui apparaît le plus largement et le plus clairement illustrée par la troisième partie de cette collection de procès-verbaux. Ce fut là le choix le plus douloureux que le pouvoir soviétique ait dû accomplir dans les premiers mois de son existence. Cette discussion se prolongea presque sans interruption pendant deux mois, de la mi-janvier à la mi-mars 1918. Quelles en furent les prémices ? En 1917, à la Conférence d'avril, les bolchéviks avaient voté une résolution sur la guerre et la paix qui repoussait fièrement toute idée de « paix séparée » avec l'Allemagne et qui affirmait qu'une paix démocratique ne pouvait être obtenue par l'accord avec l'un ou l'autre groupe impérialiste, mais « seulement par le passage de tout le pouvoir d'Etat, au moins dans quelques-uns des pays belligérants, à la classe des prolétaires et des semi-prolétaires, réellement capables de mettre fin à l'oppression capitaliste ». Une fois parvenue au pouvoir, la classe ouvrière russe aurait « proposé à tous les peuples une paix démocratique, c'est-à-dire sans annexions ni réparations » et cette proposition aurait « inévitablement amené le prolétariat à se soulever contre ceux des gouvernements impérialistes » qui auraient repoussé cette proposition de paix². Dès lors, tel avait été le programme des bolchéviks : la voie de la paix — de cette

1. Procès-verbal n° 34.

2. Sedmača (aprel'skaja) vsérossystaïa Konferentsia R.S.D.R.P. (bolchévnikov) — Protokoly, Moscou, Gospolitizdat, 1958, p. 243.

paix démocratique à laquelle ils aspiraient — passait par-dessus la tête des gouvernants et devait être imposée par une explosion révolutionnaire des peuples. Ils devaient agir dans ce sens dès la prise du pouvoir. Le « Décret sur la paix », voté le lendemain de l'insurrection victorieuse, s'ouvrait sur une offre « à tous les peuples en guerre et à leurs gouvernants d'ouvrir aussitôt des pourparlers pour une paix juste et démocratique¹ ». Deux semaines plus tard, le nouveau gouvernement commençait à publier les traités comprenant les annexions stipulées par le tsar et renonçait publiquement à toute diplomatie secrète. Ses premières propositions envoyées au gouvernement allemand concernaient un armistice sur tous les fronts; elles s'accompagnaient d'invitations répétées à toutes les puissances afin qu'elles s'associent aux pourparlers imminents. Les appels se répétèrent pendant toutes les négociations et, de plus, pour ne pas avantager un seul groupe belligérant, le texte de l'armistice interdit aux Allemands de déplacer leurs troupes du front russe sur les autres théâtres de guerre. Enfin les différentes propositions de paix soviétiques furent fondées, elles aussi, sur le refus de toute annexion et de toute réparation et furent adressées à tous les peuples et à tous les pays.

Que les gouvernements impérialistes aient refusé ces conditions, c'était là chose prévue. Ce langage qui violait toutes les conventions diplomatiques s'adressait surtout aux peuples, aux soldats, aux ouvriers, aux paysans. Mais leur réponse révolutionnaire ne fut pas aussi rapide qu'on l'avait espéré. A travers la fumée des batailles et de la propagande chauvine les idées bolchéviques leur parvenaient difficilement, sinon mutilées et faussées. Il y eut des mouvements dans divers pays, mais ils furent tout à fait insuffisants pour renverser les gouvernements qui voulaient continuer le massacre. Les dirigeants allemands en profitèrent pour présenter leurs clauses de paix, leurs conditions de brigands, qui exprimaient bien les objectifs impérialistes de leur guerre. Pour la première fois les bolchéviks se trouvèrent donc en face de l'hypothèse et de la nécessité de signer non plus une paix démocratique, comme ils l'auraient voulu, mais une paix typiquement impérialiste, dont leur pays, où la révolution socialiste venait à peine de vaincre, aurait été en outre la victime. Dans ces conditions il aurait été plus que légitime pour eux de continuer une guerre qui, pour leurs adversaires, était plus que jamais une guerre de brigandage, alors que pour eux il ne se serait agi que d'une juste guerre révolutionnaire. Mais,

1. Dokoumenty vnietchniei politiki S.S.S.R., volume I, Moscou, Gospolitizdat, 1957, p. 1.

pour cela, il aurait fallu disposer de troupes, tandis que l'armée russe exténuée était littéralement décomposée et que les soldats ne désiraient qu'une seule chose : rentrer chez eux. La continuation de la guerre, en l'absence de toute explosion révolutionnaire au moins en Allemagne, devenait alors une entreprise désespérée dans laquelle la république soviétique, privée de moyens de défense, aurait couru à sa perte. C'est là un de ces tournants de l'histoire, soudains et imprévus, qui soulèvent des questions fondamentales de doctrine et de tactique politique, en forçant les révolutionnaires à s'orienter rapidement d'une façon tout à fait neuve. C'est encore Lénine qui, le premier, se prononça pour la signature de la paix, si lourde et si honteuse fût-elle, parce que c'était là le seul moyen, dans cette mauvaise passe, de sauver la jeune république des Soviets et, donc, le meilleur choix possible tant pour la révolution russe que pour la révolution mondiale. Il présenta ses propositions le 8 (21) janvier 1918 devant une assemblée qui regroupait une soixantaine des plus importants bolchéviki de Pétrograd. Mais il se trouva en minorité. La majorité (32 voix) se prononça pour la guerre révolutionnaire. Seize voix se portèrent sur les positions de Trotsky qui demandait de « proclamer l'état de guerre terminé, démobiliser l'armée et laisser les soldats rentrer chez eux, mais ne pas signer la paix ». Les « thèses » de Lénine ne recueillirent que 15 voix. « Je suis partisan de l'ancienne position de Lénine » s'exclama sur un ton de reproche et de scandale un des jeunes partisans de la guerre révolutionnaire. « Le malheur, commentait à son tour Lénine, c'est précisément... [de] rester sur une vieille position tactique et [de] refus[er] obstinément de voir qu'elle s'est modifiée et qu'il s'est créé une nouvelle position objective »¹.

Le parti était donc divisé en trois courants. Les arguments sur lesquels chacun des groupes fondait ses propres thèses se trouvent dans la discussion qui eut lieu au Comité central le 11 (24) janvier, c'est-à-dire à la première réunion qui examina les divergences qui s'étaient manifestées à l'assemblée de Pétrograd². On enregistra pourtant un certain déplacement des opinions par rapport à la précédente discussion au Comité central. Le projet de guerre révolutionnaire, qui avait dominé la réunion de Pétrograd, ne trouva plus la même audience dans l'organe dirigeant du parti : même ses partisans commencèrent à se rendre compte — et ils le dirent dans leurs interventions — que mener une guerre révolutionnaire, sans une armée véritable, aurait été une entreprise impossible. Au moment du vote, cette thèse extrémiste

1. Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse. Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste. LÉNINE, Œuvres, tome 26, éd. russe, Moscou, Gospolitizdat, 1955, pp. 401-410. [En français : Œuvres, tome 26, déjà cité, pp. 461-470 (N. du Tr.).]

2. Procès-verbal n° 37.

ne recueillit que deux voix sur 14. Ses partisans tendirent donc à se rassembler sur les thèses de Trotsky, qui semblaient tout sauvegarder puisqu'elles proposaient de ne pas faire la guerre ni, non plus, de signer la paix. Mais, par là même, elles représentaient aussi la politique la moins consistante. Lénine les avait aussitôt attaquées, après avoir combattu le choix de la guerre révolutionnaire. Puisque ses adversaires lui reprochaient de voir les choses sous un angle trop étroitement « local », peu internationaliste, et d'ignorer les autres secteurs du front unique de la lutte des classes dans le monde, il avait voulu souligner que c'étaient justement les perspectives du socialisme mondial, alors très étroitement liées aux destinées de la première révolution socialiste, qui exigeaient la signature de la paix. Mener une guerre en l'absence de moyens militaires, signifiait renforcer l'impérialisme allemand, qui en aurait profité pour avancer encore, et la bourgeoisie russe qui, pas encore domptée, aurait tenté une contre-offensive. Lénine en arriva à se différencier de ses partisans, Staline et Zinoviev, pour affirmer que les soviétiques auraient dû aussi se sacrifier, si cela avait pu favoriser la révolution en Allemagne, parce que celle-ci aurait été plus forte que la révolution russe : en réalité, en ne signant pas la paix, ils tueraient la révolution russe et, ce faisant, feraient tort aussi à celle d'Occident. Quant à la ligne de Trotsky, qui n'avait même pas la cohérence des projets de guerre révolutionnaire, Lénine lui reprochait de n'être qu'une « manifestation internationale », c'est-à-dire simplement de l'agitation. Que telle fût la position de Trotsky, on ne s'en étonnera point si l'on pense que, entre tous les dirigeants bolchéviques, il avait été sans doute le plus convaincu qu'après la victoire en Russie, un certain travail d'agitation aurait suffi à provoquer la révolution dans les autres pays. « Je vais publier quelques proclamations révolutionnaires et je n'aurai plus qu'à fermer boutique », avait-il déclaré après avoir pris possession du ministère des affaires étrangères¹; le correspondant du Times, qui l'interviewa au moment où les pourparlers d'armistice s'ouvraient à Brest-Litowsk, trouva chez lui « l'illusion qu'on allait bientôt assister un peu partout à une explosion soudaine de pacifisme devant laquelle devraient s'incliner les trônes, les princes et les puissances² ». Or, sur ce point, il fallait justement compter avec la nouveauté de la situation que les bolchéviks devaient affronter au début de 1918. Les plus perspicaces voyaient désormais clairement que cette explosion n'aurait pas lieu aussitôt. L'agitation, donc, ne pouvait plus suffire. Pour la première fois il fallait une véritable politique extérieure :

1. TROTSKY, *Ma vie*, éd. française, Gallimard, 1953, p. 350.

2. *The Times*, 7 décembre 1917; cité dans Carr, *The bolshevik revolution*, III, London, Macmillan, 1953, p. 27.

révolutionnaire, certes, mais qui, justement pour cela, ne se réduisit point à une simple agitation. Lénine suivait la première voie. Trotsky la seconde. Du fait même de son « extrémisme »³, celle-ci pouvait aussi recueillir les suffrages du courant de « gauche », qui avait d'abord soutenu la guerre révolutionnaire : les thèses de Trotsky obtinrent ainsi la majorité au Comité central, même si Lénine, pour sortir de l'impasse, réussit à faire approuver provisoirement le renvoi de la solution, par une prolongation des pourparlers.

La différence entre le conflit d'Octobre et celui pour la paix de Brest-Litowsk consistait en ceci : tandis que le premier était resté essentiellement une opposition au sommet, le second mordit beaucoup plus profondément dans le parti, qui ne pouvait pas ne pas être troublé par le tournant qui apparaissait désormais nécessaire. Et précisément, les deux principales organisations, celles de Pétrograd et de Moscou, qui avaient été aussi les principales protagonistes de la révolution, étaient résolument opposées à la signature du traité « inique » et se prononcèrent pour la guerre révolutionnaire. L'adoption de la proposition de Trotsky par le Comité central, du fait de sa signification ambiguë, ne pouvait certes apporter aucune lumière dans le parti. C'est ainsi que l'on commença à demander la convocation d'une assemblée souveraine qui fût en mesure de prendre une décision précise et de la faire accepter à tout le parti. Mais quelle assemblée : un congrès ou une conférence ? En général, les partisans de la paix se prononcèrent pour la première solution et ses adversaires pour la seconde. C'est une suggestion de Lénine qui finit par prévaloir : il proposait d'abord une rencontre du Comité central avec les représentants des différents courants, et ensuite un congrès proprement dit. La réunion eut lieu et l'on en a conservé le résultat des votes, mais non les procès-verbaux. Sur le problème qui la domina — celui de la signature de la paix — elle n'apporta pas de lumières nouvelles, puisqu'on y vit se répéter les oppositions qui s'étaient déjà manifestées auparavant. Mais — et c'est sans doute là son aspect le plus intéressant — outre le thème central, on y affronta aussi certains problèmes de principe qui ébauchaient déjà, quoique de façon encore très vague, la politique extérieure du premier — et, pour l'heure, unique — pays socialiste. Pouvait-on admettre la paix entre les Etats impérialistes et un Etat socialiste ? Pouvait-on admettre des traités économiques entre ce dernier et ceux-là ? Fallait-il créer une Armée rouge ? A cette dernière question, la réponse — affirmative —

3. Rappelons qu'en italien, l'« extrémisme » désigne aussi le « gauchisme », l'« infantillisme de gauche » (N. du Tr.).

fut unanime ; pour les autres, deux des participants seulement répondirent « non ».

A Brest-Litowsk Trotsky mit sa ligne en pratique ; il s'en alla sans signer la paix, mais il déclara que les soviétiques ne se battraient plus. Six jours après, comme Lénine l'avait prévu, sans même respecter les termes de l'armistice, le commandement allemand annonça qu'il rouvrirait les hostilités dans les 48 heures. Dès ce moment les séances du Comité central devinrent beaucoup plus dramatiques. C'était l'existence même de la jeune république soviétique qui était en jeu. Le Comité central se réunit aussitôt après la déclaration allemande et, cette fois encore, il se retrouva nettement divisé en deux blocs. Personne ne se prononçait plus ouvertement pour la guerre révolutionnaire. Les partisans de cette solution n'en restaient pas moins d'accord avec Trotsky pour repousser l'idée d'entamer aussitôt de nouveaux pourparlers de paix. Ce n'est que lorsqu'on demanda à tout le monde si, face à une offensive allemande et en l'absence d'un mouvement révolutionnaire en Allemagne, la paix devrait être finalement signée, que Trotsky se rangea avec Lénine et tous ceux qui répondaient affirmativement, tandis que Boukharine et les autres communistes de « gauche » s'abstinrent. Le lendemain matin, lorsque l'offensive allemande recommença, Trotsky et Boukharine qui préféraient attendre et voir venir, n'en furent pas moins d'accord pour repousser la reprise immédiate des pourparlers : ils obtinrent même la majorité au moment du vote. Mais, dès le soir, on pouvait se rendre compte de la gravité de l'offensive allemande qui n'avait rencontré aucune résistance, et le Comité central dut se réunir pour la troisième fois en vingt-quatre heures. La discussion fut alors beaucoup plus enflammée. Trotsky commença à hésiter, mais il crut pouvoir encore tergiverser en tentant une démarche diplomatique directement auprès des gouvernements de Berlin et de Vienne. Dans le feu de la polémique Boukharine revint sur les positions de la guerre révolutionnaire, la guerre civile unique à l'échelle internationale, où la Russie n'aurait été qu'un des théâtres d'opérations : les événements — affirmait-il — obéissent donc à une logique rigoureuse puisque « la révolution russe s'étendra ou périra étouffée par l'impérialisme ». Cette fois Lénine concentra plus que jamais son feu non sur la thèse de la guerre révolutionnaire, qui avait désormais bien peu de partisans déclarés dans le Comité central, mais sur les positions de ceux qui souhaitaient encore l'« attente », l'impossible voie moyenne « ni guerre ni paix ». L'histoire dira — leur déclara-t-il — que vous avez conduit la révolution à sa perte. Ce fut dans cette bataille que la position de Trotsky connut son premier fléchissement : au moment de la décision, il s'unit à ceux qui, avec Lénine, voulaient proposer une

paix immédiate à l'Allemagne, et il fit ainsi pencher la balance en faveur de cette solution.

Tandis qu'on attendait la réponse allemande, il se produisit encore un épisode intéressant. En présence de la nouvelle offensive la mission militaire française, qui comme toutes les délégations diplomatiques à Pétrograd avait adopté une attitude franchement hostile au nouveau gouvernement soviétique, se décida à entreprendre une démarche pour offrir à ce dernier une aide militaire : c'était, d'ailleurs, plutôt de son initiative que par une décision du gouvernement de Paris. En l'absence de Lénine on discuta au Comité central de l'opportunité d'accepter cette offre. Les dirigeants bolchéviques se retrouvèrent encore une fois divisés : mais ce furent justement les partisans de la guerre révolutionnaire qui, dans leur majorité, se prononcèrent contre l'acceptation en jugeant « inadmissible d'utiliser l'appui d'un impérialisme, quel qu'il soit ». Toutefois, lors du vote, c'est la thèse opposée qui prévalut. (L'épisode eut une suite lorsque la paix de Brest-Litowsk était déjà signée, mais pas encore ratifiée par le Congrès des Soviets. Envisageant une reprise des hostilités avec l'Allemagne — hypothèse qui restait toujours plausible — ou une offensive japonaise en Extrême-Orient, ce qui apparaissait d'ores et déjà probable, le gouvernement soviétique adressa une note au gouvernement américain par l'intermédiaire du diplomate Robbins, qui se trouvait en Russie en tant que Chef de la mission de la Croix-Rouge américaine, pour demander quelle aide les puissances occidentales, et en particulier les Etats-Unis, seraient disposés à fournir à la Russie soviétique en l'occurrence. Mais les autres puissances, qui pensaient déjà à intervenir pour rétablir les vieilles institutions, laissèrent la question sans réponse.)

La séance décisive du Comité central eut lieu le 23 février : les Allemands venaient, en effet, de faire connaître leurs nouvelles conditions de paix, beaucoup plus dures que les précédentes. Aucune position intermédiaire n'était plus possible. Adversaires et partisans de la paix, tout le monde s'en rendit compte. Seul Staline pensa un moment qu'on pouvait ouvrir d'autres négociations sur les nouvelles clauses, mais tant d'un côté que de l'autre on lui objecta qu'on ne pouvait plus compter sur une telle issue. De la part des Allemands, c'était un ultimatum : il fallait l'accepter ou le refuser. Lénine jeta dans la balance la menace de démissionner. « Si vous ne signez pas — expliqua-t-il — c'est l'arrêt de mort du pouvoir soviétique que vous signerez dans moins de trois semaines. » Trotsky déclara que dans ces conditions il n'assumait pas la responsabilité de voter pour la guerre :

il s'abstint donc. Trois autres partisans de la guerre révolutionnaire décidèrent également de s'abstenir, en déclarant toutefois explicitement qu'ils restaient hostiles à la signature de la paix. Ainsi la décision de signer fut-elle approuvée, mais elle provoqua aussitôt des démissions et des crises dans le Comité central et dans le gouvernement. C'est dans cette atmosphère tourmentée que l'on dut désigner, à travers de longues discussions irritées, la délégation qui se rendrait à Brest-Litowsk pour signer le traité de paix. Le document fut signé le 3 mars du côté soviétique par Sokolnikov, Karakhan, Tchitchérine et Pétrowski.

La bataille entre Lénine, Trotsky et les communistes de « gauche » continua pendant le VI^e Congrès du parti. Mais Lénine développa ses thèses de façon résolue et le congrès autorisa la ratification du traité de Brest par une résolution qui fut alors tenue secrète (la presse se borna à publier la décision prise). On y disait que c'étaient l'absence d'armée, l'épuisement total des troupes du front et la nécessité d'exploiter la moindre possibilité de trêve concédée par l'offensive impérialiste contre la République des Soviets, qui avaient décidé le congrès à franchir ce pas. Le congrès savait — et disait clairement — que de nouveaux heurts entre les Etats impérialistes et la Russie soviétique se prépareraient bien vite inévitables : il sentait donc la nécessité de préparer le pays à cette éventualité, non seulement par un travail d'explication, indispensable certes, parmi les masses, mais aussi par les « mesures les plus énergiques, impitoyables, draconiennes » pour développer la discipline intérieure, et par la préparation d'une armée révolutionnaire. « Le congrès — déclarait la résolution — voit la garantie la plus sûre de la consolidation de la révolution socialiste qui a triomphé en Russie uniquement dans sa transformation en une révolution ouvrière internationale. » Il exprimait la conviction que même dans l'intérêt de la révolution mondiale, le pas que venait de franchir le pouvoir soviétique restait, dans les conditions présentes, « inévitable et nécessaire ». D'autre part le prolétariat russe continuerait à aider de toutes ses forces et par tous les moyens dont il disposerait le mouvement révolutionnaire des autres pays. Enfin, le congrès, sur proposition de Lénine, donna au nouveau Comité central les pleins pouvoirs pour dénoncer tout traité de paix imposé par les Etats impérialistes¹. Le 13 novembre 1918 les soviétiques proclamèrent nul le traité de Brest-Litowsk.

1. K.P.S.S. v résolioutsiaxh, vol. I, Moscou, Gospolitizdat, 1953, pp. 404-405.

Ainsi, après le sévère combat de juillet et la marche triomphale d'Octobre, la révolution parvenait-elle à sa première dure bataille défensive et elle l'affrontait avec succès. Sous la direction de Lénine, le Comité central élu en été 1917 avait rempli sa mission historique. Certes, le pouvoir soviétique n'en avait pas fini avec les difficultés. En avril 1918 les troupes japonaises débarquaient à Vladivostok. Quelques mois après les armées anglaises attaquaient au nord du pays. L'intervention et la guerre civile commençaient. La révolution en Occident tardera beaucoup plus que les bolchéviks ne l'imaginaient en 1917 et 1918. Le chemin que les peuples soviétiques devront parcourir pour transformer leur pays sera encore incroyablement long et rude. D'autres batailles, des heurts encore plus durs, des ruptures beaucoup plus irréparables se produiront entre les communistes qui continueront à les diriger. Mais l'expérience que leur parti avait faite dans les mois qui vont du VI^e au VII^e Congrès demeurera, à travers toutes ces vicissitudes, la plus grande page de tout le mouvement ouvrier et le point le plus haut qu'ait atteint jusqu'ici l'histoire des hommes. La valeur du témoignage que nous apportent ces procès-verbaux ne s'effacera donc jamais.

GIUSEPPE BORFA.

NOTE DU TRADUCTEUR

Le présent ouvrage constitue la traduction de la seconde édition des procès-verbaux du parti bolchévique publiés en 1958 sous le titre *Protokoly Tsentralnogo Komiteta RSDRP (b)* par l'Institut du marxisme-léninisme, de Moscou.

Ces documents avaient été publiés pour la première fois par l'Institut Lénine en 1929 et n'avaient pas été réédités depuis. La nouvelle édition, de 1958, comprend un procès-verbal de plus, jusqu'ici inédit : celui de la réunion du Comité central du 9 (22) janvier 1918.

Les matériaux ici publiés proviennent de deux sources :

— le Cahier des procès-verbaux du Secrétariat du Comité central : c'est là l'unique source pour la période qui va du 4 (17) août 1917 au 7 (10) octobre 1917; c'est dans la plupart des cas Elena Stassova, suppléante au Comité central, qui a transcrit les procès-verbaux au propre;

— pour la période ultérieure, du 10 (23) octobre 1917 au 24 février 1918, on possède — outre le Cahier déjà cité — les Notes au brouillon représentant la version originale des textes figurant dans le Cahier : ce sont ces brouillons qui constituent dès lors la base de l'édition; on a eu soin toutefois de les confronter et, éventuellement, de les compléter avec le texte du Cahier et de noter les différences en bas de page (*), exception faite pour la réunion du 29 novembre (12 décembre) 1917, pour laquelle on s'est vu forcé de publier les deux versions côte à côte.

Chaque procès-verbal, à partir de celui du 10 (23) octobre 1917, est précédé d'une brève description des sources.

Chaque procès-verbal — dans la présente édition — est accompagné de certains documents se rapportant aux thèmes débattus durant la réunion.

Dans les cas où les procès-verbaux n'ont pu être retrouvés — réunions du 21 janvier (3 février) 1918 et du 17 février 1918 — on a publié des documents se rapportant aux mêmes réunions, qui, de par leur contenu, paraissent susceptibles de les remplacer.

La traduction des procès-verbaux a été menée directement sur le texte russe, tandis que les notes de bas de page et le titre ont été repris de l'édition italienne : *I bolscevichi e la rivoluzione d'ottobre*, Editori Riuniti, Rome, 1962.

Chaque texte de Lénine publié en annexe a été repris directement des *Œuvres* complètes (Editions Sociales, Paris — Editions en langues étrangères, Moscou) en donnant chaque fois en référence les numéros du tome et des pages. En ce qui concerne les interventions de Lénine au cours des réunions du Comité central — textes qui présentaient

un caractère moins élaboré — il est apparu préférable de les retraduire de l'original russe.

Dans la transcription des noms, pour éviter de désorienter le lecteur, on a préféré, plutôt que de reprendre le système de transcription phonétique utilisé en linguistique, adopter une transcription phonétique qui tienne compte des usages de l'orthographe française. Toutefois, dans les cas où l'usage avait consacré une certaine orthographe, nous avons préféré nous en tenir à celle-ci.

Chaque fois que dans les manuscrits un nom n'était représenté que par son initiale, nous avons, comme dans l'édition russe, restitué ce nom entre parenthèses.

Les dates ont été reprises de l'édition russe : le premier chiffre se rapporte à l'ancien calendrier russe, entre parenthèses figure la date selon notre calendrier.

Enfin, est-il utile de le préciser, ces procès-verbaux ne prétendent pas à être des morceaux de style ni des dissertations : il s'agit là de notes prises à la hâte dans la fièvre ou l'enthousiasme d'une réunion ; même réécrites, elles ont conservé ce caractère de rigueur et de spontanéité à la fois qui participe de leur valeur documentaire. Aussi nous sommes-nous efforcés d'en donner une traduction qui en restitue fidèlement jusqu'aux hésitations et aux maladroites.

Catherine Paris.

*Le Comité central
pendant la période de préparation
de l'insurrection armée*



Procès-verbal N° 1

**RÉUNION PLÉNIÈRE DU COMITÉ
CENTRAL DU 4 (17) AOUT 1917**

Présents : Staline, Smilga, Boukharine, Dzerjinski, Rykov, Ioffé, Djaparidzé (Aliocha), Boubnov, Sokolnikov, Oppokov (Lomov), Mouranov, Sverdlov, Serguéiev (Artiom), Milioutine, Noguine, Stassova, Kiséliov.

Ordre du jour :

- 1) Plan général du travail du Comité central concernant le rapport de l'ancien Comité central.
- 2) Constitution.
- 3) Rédaction et questions éditoriales.
- 4) La conférence de Stockholm.
- 5) Conférence sur la question de la défense.
- 6) La Conférence de Moscou ¹.

Au début de la réunion les membres de l'ancien Comité central ² (d'avant le congrès) ont présenté leur rapport sur le travail accompli.

Le camarade N(oguine) a déclaré que des bruits courent sur K(amenév) l'accusant d'avoir participé à une provocation et que le Comité exécutif central est au courant de ces bruits.

Le Comité central a décidé de mandater le camarade N(oguine) pour demander un rapport au Comité exécutif central sur ce qu'il a entrepris afin de clarifier le fondement des bruits sur K(amenév), ce dernier étant membre du Comité central exécutif. Lorsque la réponse sera donnée, le Comité central pourra se prononcer à ce sujet ³.

Ensuite, il a été présenté la liste des membres du Comité central élus au congrès ainsi que des candidats et les modalités de leur admission au Comité central en qualité de membres⁴.

Les présents se sont reconnus comme Comité central et ont commencé leur travail.

En deuxième lieu, on a posé la question du comité restreint, qui a été résolue à l'unanimité.

Il a été proposé de le constituer de 11 et de 9 membres.

Pour la première proposition, ont voté 9, pour la deuxième, 5.

Il a été décidé de constituer un Comité central restreint de 11 membres⁵.

Il a été décidé que, dans son travail, le Comité central restreint s'appuiera sur le principe d'une division rigoureuse des fonctions (proposition de Staline).

Une liaison des plus étroites sera organisée entre le Comité central restreint et les régions, au moyen de rapports écrits périodiques, réguliers, réciproques.

Le plénum du Comité central se réunira une fois par mois.

Tous les membres présents à Saint-Petersbourg participeront aux réunions avec voix délibérative.

Il a été décidé d'organiser un groupe d'agents itinérants pour mener certaines campagnes.

La constitution de ce groupe est confiée au comité restreint.

Les membres du Comité central se déplaceront par districts sur décision du Comité central (approuvé à l'unanimité).

La question suivante fut celle du journal et de la revue.

Il a été décidé à l'unanimité que le *Rabotchi i Soldat* constitue l'organe du Comité central⁶.

Il a été décidé de constituer le comité de rédaction de trois membres + un représentant de l'Organisation militaire⁷ + un représentant du Comité de Pétersbourg.

Il a été décidé que pour le moment, ni le Comité de Pétersbourg ni l'Organisation militaire n'auront d'organe séparé.

Le camarade B* propose que le comité de rédaction suive *fermement* la ligne du Comité central (approuvé à l'unanimité).

Il a été décidé que le *Vpériod*⁸ restera l'organe hebdomadaire du parti, et le comité restreint est saisi pour entrer en pourparlers avec le groupe *Vpériod* sur ce sujet.

Il a été décidé que toutes les recettes et toutes les dépenses pour le *Rabotchi i Soldat* seront concentrées au Comité central.

La *Rabotnitza*⁹ demeurera le journal féminin central.

Il a été décidé de liquider le « Bureau Petchati » ainsi que de conserver le bureau des coupures; il a été décidé de confier au comité restreint l'organisation de ses rapports avec l'organe central.

* Sic dans le texte du procès-verbal — Boukharine ou Boubnov.

Il a été décidé d'organiser un collège de collaborateurs près le comité de rédaction.

Comme membres du comité de rédaction, ont été élus :

Ko — 15 (voix)
Kov — 12 (voix)
Min — 12 (voix)¹⁰

Au cas où il serait libéré, T(rotsky) rentrera au comité de rédaction (contre 11, pour 10).

La suppléance du comité de rédaction et le remplacement des membres au cas où des camarades le quitteraient seront réglés par le comité restreint.

La question de l'attitude à prendre envers la conférence de Stockholm ne fera pas l'objet de délibérations étant donné la décision de la conférence d'Avril approuvée par le congrès¹¹.

Suit la question sur l'attitude du Comité central envers la conférence de la défense¹².

Après les discussions on met aux voix les propositions suivantes :

1) Les groupes du parti n'iront pas à la conférence mais enverront un refus motivé (refusé).

2) Les groupes invités iront à la conférence et s'y organiseront (pour, 4).

3) Les groupes du parti prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher la participation, mais au cas où les groupes hors-parti s'y rendraient, les bolchéviks s'organiseront à la conférence et la quitteront démonstrativement (pour — 8, contre — 6).

4) Le Comité central mandate ses membres se trouvant à Moscou pour organiser tous les bolchéviks afin que ceux-ci puissent faire une sortie démonstrative (étant donné la supposition que la conférence de la défense se déroulera à Moscou).

En conclusion, le camarade Boukharine est mandaté pour rédiger un manifeste au nom du parti en exécution de la décision du congrès dont le Comité central est dépositaire¹⁸.

Procès-verbal N° 2

**RÉUNION DU PLÉNUM DU COMITÉ
CENTRAL DU 5 (18) AOUT 1917**

Présents : Oppokov (Lomov), Dzerjinski, Smilga, Sokolnikov, Staline, Serguéiev (Artiom), Mouranov, Ioffé, Djaparidzé (Aliocha), Boukharine, Noguine, Milioutine, Boubnov, Sverdlov, Kis-séliov, Rykov, Stassova.

Ordre du jour :

- 1) Comité restreint.
- 2) Manifeste.
- 3) Conférence de Moscou.
- 4) Répartition des forces.
- 5) Campagne de médisance.
- 6) Campagne de l'Assemblée constituante.
- 7) Exécution des décisions du congrès.
- 8) Travail exécuté au comité de Pétersbourg.
- 9) Vacances.

Le camarade N(oguine) fait savoir que Goz a officiellement répondu au sujet de K(amenév) qu'ils ont élu une commission pour enquêter sur les rumeurs et que, pour le moment, la commission n'a encore rien trouvé.

Le Comité central décide d'exiger l'entrée d'un des membres du Comité central à la commission d'enquête et élit le camarade D(japaridzé-Aliocha).

Décide ensuite d'informer de tout cela le camarade K(amenév) et de lui proposer d'abandonner provisoirement le travail.

Le comité restreint est élu :

Staline, Sokolnikov, Dzerjinski, Milioutine, Ouritski, Ioffé,

Sverdlov, Mouranov, Boubnov, Stassova, Chaoumian (et, jusqu'à l'arrivée de ce dernier, Smilga).

La répartition des fonctions par régions :

Pour la région de Moscou — quatre membres du Comité central (Noguine, Oppokov (Lomov), Boukharine, Rykov).

Pour l'Oural — un membre (Krestinski. Décidé de lui envoyer une lettre l'informant de son élection et de la décision de lui confier une région).

Pour le bassin du Donetz — un membre : Serguéiev (Aliocha).

Pour le Caucase — deux tour à tour : Djaparidzé (Aliocha) et Chaoumian.

Pour la Finlande — un membre : Smilga.

La tâche de desservir et d'organiser les autres régions (Volga, Sud, Nord-Ouest, Sibérie) incombera au comité restreint¹⁴.

Le Manifeste¹⁵. N'a pas été approuvé, donné à rédiger à nouveau.

La conférence de Moscou :

Après discussion il a été soumis au vote :

- 1) Boycoter — pour 4.
- 2) Ne pas appeler à boycotter — pour 7.
- 3) Entrer, organiser une fraction, laquelle élaborera une déclaration, et partir aussitôt après l'ouverture de la conférence et l'élection du présidium (avant le début des travaux de la conférence)¹⁶ — à l'unanimité.

Pour la campagne, le Comité central décide d'éditer :

- 1) un tract *¹⁷;
- 2) une résolution¹⁸;
- 3) placer une série d'articles dans le *Rabotchi i Soldat*.

En ce qui concerne les organisations, des manifestations sous forme de meetings, de démonstrations, de grèves ont été reconnues nécessaires — chaque organisation décidera de la forme que sa manifestation devra prendre selon la situation locale¹⁹.

Le camarade Djaparidzé pose la question du soutien à l'organisation musulmane²⁰. Il est décidé que le Comité central promet de donner à cette organisation 5.000 roubles de soutien, mais, étant donné le mauvais état de la caisse à l'heure actuelle, il lui assigne 1.000 roubles, le reste sera versé selon ses possibilités.

Il est décidé — vu le désir exprimé par l'organisation de Kazan, les moyens de communication, etc. — de rattacher l'organisation de Kazan à la région de Moscou²¹.

* Voir annexe 2, p. 51.

Le traitement des membres du Comité central est fixé à 500 roubles pour ceux qui ont une famille et à 400 roubles pour ceux qui n'en ont pas — à St. Pétersbourg; il est interdit de cumuler plusieurs traitements; autant que possible, le traitement est versé par les organisations locales; le manque sera comblé par la caisse du Comité central.

Annexe N° 1

DÉCLARATION DES BOLCHÉVIKS MEMBRES DE LA DÉLÉGATION A LA CONFÉRENCE DE MOSCOU

Un danger mortel menace la cause de la révolution : les propriétaires terriens et les partis bourgeois préparent contre les ouvriers, les soldats et la paysannerie pauvre une réaction sanglante, ils s'appêtent à rétablir une oppression illimitée et la contrainte sur les masses populaires et à reprendre entièrement le pouvoir sur elles.

A cette heure-ci, le gouvernement qui se donne le nom de « sauveur de la révolution » ne prend aucune mesure contre la contre-révolution, contre les partis qui luttent pour la restauration du joug de la grande propriété terrienne et de la bourgeoisie et qui exigent la continuation d'une guerre de brigands. Il invite, au contraire, des contre-révolutionnaires invétérés à la conférence d'Etat à Moscou, leur assure là-bas une majorité écrasante, se propose de se mettre définitivement d'accord avec eux et de s'appuyer ouvertement sur eux dans son travail ultérieur. Le Gouvernement provisoire reconnaît publiquement les ennemis jurés du peuple comme des sauveurs du pays, il considère les fossoyeurs de la révolution comme ses forces vivantes. C'est ainsi que le Gouvernement provisoire fait le bilan de sa politique dirigée tout entière contre les ouvriers dont il écrase les journaux et les organisations, contre les soldats auxquels il a fait cadeau de la restauration de la peine de mort, contre la paysannerie à laquelle il refuse les terres.

Le Gouvernement provisoire est devenu lui-même un instrument de la contre-révolution et de la réaction internationale. Il a convoqué la Conférence de Moscou pour y puiser de nouvelles forces destinées à mener une nouvelle campagne contre toutes les conquêtes de la révolution.

Les ennemis du peuple — propriétaires terriens, banquiers, industriels —, encouragés par cette politique amicale se sont regroupés autour du parti cadet pour sauver leurs profits de guerre, leurs propriétés et leurs capitaux. La conférence de Moscou, c'est pour les bourreaux contre-révolutionnaires l'occasion la plus commode pour s'entendre, le paravent le plus commode pour l'organisation d'un complot contre-révolutionnaire s'étendant sur toute la Russie. La conférence préparatoire du parti cadet vient d'organiser un centre politique permanent de la contre-révolution qui s'appuie sur le soutien armé du haut commandement de l'armée et des éléments réactionnaires des cosaques.

La Conférence de Moscou est une falsification grossière et la déformation de la volonté du peuple. Parallèlement à sa convocation, l'Assemblée constituante, véritable représentation du peuple, subit un nouveau retard de deux mois, grâce aux intrigues de la bourgeoisie qui avance sans faille vers son but : un sabotage complet de l'Assemblée constituante et la substitution de cette dernière par un organisme au sein duquel la majorité lui serait acquise.

Tout en sapant l'Assemblée constituante, la contre-révolution bourgeoise oppose ouvertement la Conférence de Moscou aux Soviets des députés ouvriers et soldats. Grâce à elle, la contre-révolution bourgeoise espère porter un coup décisif à ces organismes auxquels la classe ouvrière a confié le devoir de sauvegarder les intérêts de la révolution, le devoir de lutter pour la paix, pour la terre et pour le pain. Cependant, les partis socialiste-révolutionnaire et menchévique qui possèdent actuellement la majorité au sein du Comité exécutif central des Soviets, ne se sont pas opposés à la convocation de la Conférence de Moscou et n'ont pas tenté de lutter contre cette entreprise qui allait clairement au profit de la contre-révolution; de plus, ils ne pouvaient pas lutter, car eux-mêmes étaient favorables à un accord, à un travail en commun avec la coalition des bourgeois et des propriétaires terriens; eux-mêmes leur ont fait perpétuellement des concessions, ils ont renoncé à laisser tout le pouvoir aux ouvriers, aux soldats et aux paysans, ils ont proposé de partager le pouvoir avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

La Conférence de Moscou démontre aux couches les plus étendues des populations pauvres des villes et de la campagne la nécessité d'une lutte énergique contre la contre-révolution; la classe ouvrière, gardien sûr et rempart de la révolution, a été la première à protester ouvertement contre ce rassemblement des forces contre-révolutionnaires à Moscou, organisé par le Gouvernement provisoire.

La grève générale du prolétariat de Moscou exprime la pensée et la volonté de tout le prolétariat politiquement conscient de la Russie qui a démasqué le jeu de la contre-révolution. Au cri de

guerre de la bourgeoisie qui s'est mobilisée, la classe ouvrière a opposé son mot d'ordre de la révolution prolétarienne et pay-sanne.

Nous, membres du parti révolutionnaire du prolétariat, nous sommes venus ici non pour entamer des pourparlers avec les ennemis de la révolution, mais bien pour protester, au nom des ouvriers et des paysans les plus pauvres, contre la consécration d'un concile contre-révolutionnaire, et pour dénoncer devant le pays entier son véritable caractère. Mais on a décidé de nous fermer la bouche, et cette décision a été prise avec le concours des S.R. et des menchéviks qui détiennent la majorité dans les Soviets. Nous sommes persuadés cependant que notre voix et notre protestation atteindront les masses populaires qui se regroupent de plus en plus autour de nous, autour du parti révolutionnaire du prolétariat. C'est en son nom que nous déclarons : le prolétariat ne permettra pas la victoire des oppresseurs bourgeois

Le prolétariat mènera la révolution jusqu'au bout, il assurera la terre aux paysans, au peuple il garantira la paix, le pain et la liberté.

Le prolétariat russe, main dans la main avec le prolétariat international, mettra fin au règne du capital sur l'humanité asservie.

- Les bolchéviks — délégués de l'administration autonome de la ville,
- Les bolchéviks — délégués des syndicats,
- Les bolchéviks — membres de la délégation des coopératives ouvrières,
- Les bolchéviks — représentants des comités des organisations sociales,
- Les bolchéviks — délégués de l'union des employés de la ville,
- Les bolchéviks — délégués des comités de l'armée et de la flotte,
- Les bolchéviks — membres de la délégation du Comité exécutif central des Soviets non admis à la conférence.

Annexe N° 2

**APPEL DU COMITÉ CENTRAL DU
P.O.S.D.R. (b) AU SUJET DE LA CONFÉ-
RENCE D'ÉTAT, LE 12 (25) AOUT 1917**

Aujourd'hui se tient la Conférence de Moscou.

La contre-révolution entre dans une nouvelle phase de son développement. Des destructions et de la dévastation elle passe au renforcement des positions acquises. De l'arbitraire et des scandales — au « cours légal » de « l'édification constitutionnelle ».

On peut et on doit écraser la révolution, disent les contre-révolutionnaires. Mais ce n'est pas assez. Il faut en plus être soutenu. Il faut, en outre, s'arranger de telle façon que cette approbation vienne du « peuple » lui-même, de la nation, et pas seulement à Pétersbourg ou au front, mais dans la Russie tout entière. La victoire sera alors assurée. Alors, les conquêtes acquises pourront servir de base pour de nouvelles victoires de la contre-révolution.

Mais comment y arriver ?

On pourrait accélérer la convocation de l'Assemblée constituante, seul représentant de tout le peuple russe, et lui soutirer l'approbation de la politique de guerre et de désolation, de dévastations et d'arrestations, de tortures et de pelotons d'exécution.

Mais la bourgeoisie ne s'y décidera pas. Elle sait qu'elle ne pourrait compter ni sur la reconnaissance, ni sur l'approbation d'une politique contre-révolutionnaire de la part de l'Assemblée constituante, où la majorité est représentée par les paysans.

C'est pourquoi elle s'efforce d'obtenir (et a déjà obtenu !) l'ajournement de l'Assemblée constituante. Elle va, sans doute, continuer à l'ajourner à l'avenir, pour réussir enfin à la saper définitivement.

Mais alors quelle est l'issue ?

« L'issue » — c'est la substitution, à l'Assemblée constituante, de la Conférence de Moscou.

Réunir une conférence de commerçants et d'industriels, de propriétaires terriens et de banquiers, de membres de la Douma tsariste, de menchéviks et de S.R. déjà apprivoisés, pour obtenir de cette conférence, après l'avoir proclamée « concile national », qu'elle approuve une politique impérialiste et contre-révolutionnaire et charge le fardeau de la guerre sur les épaules des ouvriers et des paysans — telle est l'issue pour la contre-révolution.

La contre-révolution a besoin d'un parlement, d'un centre à elle et elle le crée.

La contre-révolution a besoin de la confiance de « l'opinion publique » et elle la crée.

Tout l'essentiel est là.

Dans ce sens, la contre-révolution suit la même voie que la révolution. Elle apprend de la révolution.

La révolution avait son parlement, son centre effectif et elle se savait organisée.

A l'heure actuelle, la contre-révolution essaie de s'en créer un au cœur même de la Russie, à Moscou, et — ironie du sort ! — en utilisant les S.R. et les menchéviks.

Et ceci au moment où le parlement de la révolution est réduit à n'être qu'un simple appendice de la contre-révolution bourgeoise-impérialiste, où une guerre mortelle est déclarée aux Soviets et aux comités ouvriers, paysans et soldats !

Il n'est pas difficile de comprendre que dans ces circonstances, la conférence convoquée à Moscou pour aujourd'hui se transformera inévitablement en organe du complot de la contre-révolution contre les ouvriers qu'on menace de lock-out et de chômage, contre les paysans auxquels on « ne donne pas » de terres, contre les soldats qu'on prive de la liberté conquise lors de la révolution ; en l'instrument d'un complot masqué par les « phrases socialistes » des S.R. et des menchéviks qui soutiennent cette conférence.

C'est pourquoi le devoir des ouvriers d'avant-garde est :

- 1) D'arracher le masque d'une représentation populaire dont se couvre la conférence et de mettre en lumière son essence contre-révolutionnaire, anti-populaire.
- 2) De démasquer les menchéviks et les S.R. qui couvrent cette conférence avec le drapeau du « sauvetage de la révolution » et qui trompent les masses.
- 3) D'organiser des meetings massifs de protestation contre cette machination contre-révolutionnaire des « sauveteurs »... des gains des propriétaires terriens et des capitalistes.

Camarades ! Organisez des meetings et votez des motions de protestation contre la conférence de Moscou !

Joignez-vous aux ouvriers des usines Poutilov et, en signe de protestation contre la « conférence », organisez aujourd'hui une souscription au profit de la presse du parti poursuivie et pourchassée.

Ne répondez pas aux provocations et n'entreprenez aujourd'hui aucune manifestation de rue !

Le Comité Central
du P.O.S.D.R.

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT DU
COMITÉ CENTRAL DU 6 (19) AOÛT 1917**

Présents : Staline, Smilga, Dzerjinski, Sokolnikov, Mouranov, Milioutine, Sverdlov, Stassova, Ouritski.

Ordre du jour :

- 1) Comité de Pétersbourg.
- 2) Conférence des comités d'usines.
- 3) Conférence sur les assurances sociales.
- 4) Conférence de la défense.
- 5) Conférence de Moscou.
- 6) Les prisonniers.
- 8) Répartition des fonctions.
- 9) Helsingfors.

Il a été décidé d'informer le Comité de Pétersbourg de l'attitude à prendre envers la conférence de Moscou, puisque, au cours de sa réunion de la veille, le comité de Pétersbourg a pris la décision de boycotter la conférence en supposant qu'il suivait la ligne du Comité central.

Milioutine est délégué à la conférence des comités d'usine qui s'ouvrira le 7 août²²; c'est lui qui mènera tout le travail et présentera un rapport sur la situation actuelle.

Smilga est délégué à la conférence sur les assurances sociales (ouverture le 10 août)²³.

Etant donné que la conférence de la défense se tiendra à Saint-Pétersbourg, le camarade Glebov (Avilov) (Bureau Central des syndicats) est mandaté pour mener la campagne selon la ligne

tracée par le Comité central, tandis que Sverdlov est mandaté pour négocier avec elle.

Le point suivant est la discussion sur la répartition des fonctions des membres du comité restreint.

Le comité de rédaction est déjà organisé ²⁴.

La question de la revue ²⁵.

La partie financière sera confiée au camarade Savéliév; le comité de rédaction devra organiser le collègue.

Ouritski et Smilga sont délégués au comité de Pétersbourg (jusqu'à l'arrivée de Boubnov). On enverra un télégramme à ce dernier pour le prier de se mettre en route sans attendre. Le secrétariat devra comprendre cinq membres du Comité central et sera chargé de la partie organisationnelle du travail.

Mouranov est élu trésorier à l'unanimité.

Le secrétariat comprend : Dzerjinski, Ioffé, Sverdlov, Mouranov et Stassova.

Un groupe sera organisé près le Comité central pour diriger le travail dans le mouvement syndical : le Comité central invitera un de ses membres qui aura voix délibérative. L'organisation du groupe incombe à Sverdlov.

Quelques membres du Comité central (trois) seront chargés d'organiser une commission d'élections à l'Assemblée constituante, qui devra comprendre des représentants de la fraction bolchévique du Comité exécutif central, des syndicats, et des représentants des sections des nationalités de notre parti.

Trois membres du Comité central feront partie de cette commission : Ouritski, Sokolnikov et Staline ²⁶.

Staline est chargé de s'entretenir avec Gotz au sujet de la commission pour l'affaire K(amene)v.

Une motion sur la conférence de Moscou a été approuvée.

Il a été décidé de transmettre toutes les affaires économiques au Bureau d'organisation qui élira, parmi ses membres, un camarade chargé de diriger ce travail (Ioffé a été élu).

Au sujet de Helsingfors il a été décidé de charger Smilga de tout mettre en œuvre pour avoir la possibilité de s'y rendre. Dès qu'il recevra un laissez-passer de l'Etat-Major, il devra partir ²⁷.

Les autres questions ont été ajournées jusqu'à la prochaine réunion.

Annexe**RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU
P.O.S.D.R. (b) SUR LA CONFÉRENCE DE
MOSCOU DU 12 AOUT, LE 6 (19) AOUT 1917**

A l'heure actuelle, le pouvoir d'Etat en Russie est en train de passer entièrement aux mains de la bourgeoisie contre-révolutionnaire impérialiste avec l'appui non déguisé des partis petit-bourgeois des S.R. et des menchéviks. La politique qui attise et prolonge la guerre, le refus de donner la terre aux paysans, la privation du soldat de ses droits, le rétablissement de la peine de mort, la violence contre la Finlande et l'Ukraine, enfin, l'attaque furieuse contre la partie la plus révolutionnaire du prolétariat — les sociaux-démocrates internationalistes — tels sont les phénomènes les plus évidents du règne de la politique contre-révolutionnaire. Pour renforcer son influence et ses positions, la bourgeoisie contre-révolutionnaire s'efforce de créer un centre puissant pour toute la Russie, de réunir ses forces et de s'élever, armée jusqu'aux dents, contre le prolétariat, contre la démocratie : c'est à cela qu'est destinée la conférence de Moscou convoquée pour le 12 août.

La conférence de Moscou, composée en majeure partie de représentants d'institutions du régime aboli par la révolution, telle la Douma d'Etat, nid de la contre-révolution, ainsi que de représentants de nombreuses organisations de la plus grande bourgeoisie, a pour tâche de falsifier l'opinion publique et de tromper ainsi les larges masses populaires. Tandis que, par la seule convocation de la conférence de Moscou, un centre de la bourgeoisie contre-révolutionnaire est en train de s'organiser, les Soviets, les comités de soldats et de paysans sont contraints, d'une façon systématique, de tenir le rôle de simples annexes du mécanisme impérialiste. Tandis que s'organise la conférence de Moscou, l'Assemblée constituante se voit perpétuellement ajournée. Prudente, la bourgeoisie approche cependant fermement de son but qui est de saboter l'Assemblée constituante, de lui substituer des organismes où la prédominance lui serait assurée.

Par conséquent, la tâche de la conférence de Moscou consiste à sanctionner une politique contre-révolutionnaire, à soutenir la poursuite de la guerre impérialiste, à défendre les intérêts de la bourgeoisie et des propriétaires terriens, à stabiliser, par son autorité, les poursuites des ouvriers et des paysans révolutionnaires. Ainsi la conférence de Moscou que couvrent et soutiennent

les partis petit-bourgeois S.R. et menchévique est-elle en réalité un complot contre la révolution et contre le peuple.

Partant de ce qui a été dit ci-dessus, le Comité central du P.O.S.D.R. propose aux organisations du parti : 1) démasquer la conférence de Moscou comme organe de complot contre la révolution ; 2) démasquer la politique contre-révolutionnaire des S.R. et des menchéviks qui soutiennent cette conférence ; 3) organiser des protestations massives des ouvriers, des paysans et des soldats contre la conférence.

Nabotchi i soldat N° 14,
8 août 1917.

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT DU
COMITÉ CENTRAL DU 8 (21) AOUT 1917**

Présents : Boukharine, Ioffé, Smilga, Dzerjinski, Milioutine, Sverdlov, Ouritski, Staline, Stassova, Mouranov.

Ordre du jour :

- 1) Conférence sur la défense.
- 2) La revue.
- 3) Congrès.
- 5) Comité de Pétersbourg.
- 6) Grève de la faim à Kresti.
- 7) K(amene)v.

En premier lieu, on a résolu la question de savoir si les bolchéviks doivent intervenir à la conférence sur la défense en faisant une déclaration. Sverdlov est chargé de réaliser cette résolution.

Il a été décidé d'intituler la revue « Prosvechtchenié ». La proposition de l'intituler « Kommounist »²⁸ a eu 1 voix de moins.

La répartition des secteurs, le budget et la liste des collaborateurs ont été approuvés.

Le comité a entendu un rapport sur le *Vpériod* qui sera entièrement transmis au Comité central. Il a été décidé de composer un comité de rédaction de la même triade du Comité central + Ouritski et Bezrabortni (Manouilski).

Congrès.

Il a été décidé d'accorder immédiatement et jusqu'au 4 septembre un congé à Stassova, ainsi que d'ajourner la discussion sur le congé de Milioutine jusqu'à l'arrivée de Boubnov.

Ouritski et Smilga ont présenté leur rapport concernant le travail du comité de Pétersbourg :

1) au sujet de la campagne municipale : une liste de 60 membres désignés à la Douma municipale centrale²⁹ a été préparée; les textes de trois appels (aux ouvriers, aux soldats et aux femmes) ont été rédigés; il a été décidé d'organiser, dimanche 13 (août), des réunions électorales partout dans la ville;

2) le comité de Pétersbourg présentera les comptes à la première occasion; la difficulté vient de ce que le matériel a été saisi par le contre-espionnage³⁰;

3) Volodarski est élu au comité de rédaction³¹;

4) le comité de Pétersbourg a décidé de former une société par actions pour acquérir une imprimerie, et ils ont l'intention d'éditer leur propre organe;

5) le comité de Pétersbourg demande au Comité central la permission d'examiner l'affaire B(agdatiev)³²;

6) le comité de Pétersbourg va être réorganisé — une conférence de toute la ville sera convoquée prochainement³³.

Le plan de la campagne municipale du comité de Pétersbourg a été approuvé, ainsi que la liste des candidats présentée par le comité de Pétersbourg sauf un : T*.

En ce qui concerne l'affaire B(agdatiev), la requête du comité de Pétersbourg a été satisfaite, mais il a été ajouté qu'un pareil examen serait souhaitable au sujet de B(agdatiev)a et de S*.

La résolution du Comité central (Plenum), précisant que *provisoirement* ne paraîtra qu'un seul organe, le *Rabotchi i Soldat*, a été confirmée.

On est informé qu'une grève de la faim est prévue à Kresti et que Trotsky est contre. Il a été décidé de s'informer si la grève avait déjà commencé et en cas de réponse affirmative, d'obtenir avec l'aide du Comité central, dans les usines et dans les fabriques, des résolutions de protestation contre l'attitude des autorisés à l'égard des détenus (un appel correspondant dans le journal)³⁴.

Au cas où elle n'a pas encore commencé, un appel à ne pas faire la grève de la faim doit paraître dans ce journal, mais la campagne de protestation doit avoir lieu en tout cas.

Il a été décidé de constituer une commission d'hommes de loi pour l'organisation de la défense dans les procès politiques à venir³⁵.

L'affaire K(amenev).

Il est écarté du travail. Il a été décidé de ne pas examiner son attitude lors de son intervention au Comité exécutif central³⁶ avant d'avoir une explication de sa part, conformément à sa demande.

En ce qui concerne notre attitude à l'égard de la conférence

* Illisible.

de Stockholm, elle sera clairement expliquée dans l'article qui doit paraître demain, le 9, dans *Rabotchi i Soldat* ³⁷.

Lors des débats, l'attention du comité a été attirée sur l'attitude de K(amenév) envers L(énine) et Z(inoviev) (il s'agit de la non-comparution) ³⁸.

Annexe

DÉCLARATION DES BOLCHÉVIKS LUE A LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE SUR LA DÉFENSE, 8 (21) AOUT 1917

1. — Dans le but de justifier la guerre de brigandage qu'ils mènent, les gouvernements capitalistes la décrivent aux masses populaires partout et invariablement comme une guerre juste, « défensive ». En réalité cependant, dans tous les pays (aussi bien dans ceux qui se sont alliés à l'Allemagne que dans ceux marchant au pas avec l'Angleterre), des millions d'ouvriers et de paysans se voient envoyés au combat pour annexer les terres d'autrui, pour violer les droits de peuples étrangers.

2. — Le Gouvernement provisoire de la Russie a reconnu et continue à reconnaître les traités secrets contractés par le Tsar; la bourgeoisie russe s'est alliée aux bourgeoisies anglaise, française et américaine, elle reçoit des milliards de la part de ces capitalistes et en contre-partie elle lutte contre les ouvriers et les soldats révolutionnaires. Lié par des traités secrets, le Gouvernement provisoire n'a fait aucun geste pour arrêter la guerre, bien au contraire, il la fait durer par tous les moyens; répondant aux ordres du capital anglo-américain et pour écraser la révolution, il a lancé à l'attaque une armée qui n'y était pas préparée et, à l'heure actuelle, il essaie de se décharger de la responsabilité de l'échec de cette aventure militaire sur les sociaux-démocrates révolutionnaires qui ont été les seuls à mettre en garde contre les conséquences inévitables de cette aventure.

Le gouvernement actuel, « sauveur de la révolution », celui même qui a rétabli la peine de mort, les fusillades, l'okhranka *, les représailles administratives, etc., et qui, en réalité, est un gouvernement qui devrait sauver les classes aisées de la révolu-

* Police secrète tsariste (N. du Tr.).

tion, vient de s'engager, d'une manière décisive, dans la voie de la réaction impérialiste internationale, il a chassé de sa politique l'idée même de la paix démocratique entre les peuples.

3. — A l'heure actuelle, les gouvernements de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et de l'Amérique se dressent ouvertement contre la conférence de paix de Stockholm, bien qu'elle soit convoquée par des socialistes non révolutionnaires mais gouvernementaux, des socialistes « ministériels ». « La guerre jusqu'à la victoire totale », — ce mot d'ordre de Milioukov, — « la guerre sans fin », — s'était assuré un règne sans réserve, cependant qu'un programme de la paix sans annexions est ouvertement repoussé par tous les gouvernements bourgeois qui avancent des prétentions d'annexion toujours plus grandes.

4. — Au lieu d'entreprendre un pas décisif vers la paix, les Soviets des députés ouvriers et soldats qui ont promis de lutter pour la paix, en conséquence de la tactique funeste du parti S.R. et des menchéviks qui dirigent les Soviets, engagèrent une campagne de soutien délibéré de l'offensive qu'avaient exigée les agresseurs. Au lieu de confier la solution de toutes les questions de guerre et de paix aux soldats, aux ouvriers et aux paysans eux-mêmes, la majorité au sein des Soviets laissa tout le pouvoir aux mains de la bourgeoisie qui attise la guerre.

5. — Ayant abdiqué tout pouvoir au profit d'un gouvernement contre-révolutionnaire, de « pleins-pouvoirs illimités », la majorité des Soviets a donné carte blanche aux chefs de file de la politique impérialiste en s'assignant par là le rôle de complice impuissant de la bourgeoisie pour prolonger la guerre qui menace de famine et de ruine les masses populaires et qui nuit à la cause de la révolution. Initiative de la majorité des Soviets, l'organisation du mouvement pour contribuer à la « défense du pays » ne sert en aucune façon les intérêts du pays, ni les intérêts du peuple, mais bien ceux de la bourgeoisie que la guerre enrichit d'une façon inouïe et qui obtient ainsi la possibilité de se servir de la classe ouvrière dans ses buts impérialistes.

6. — Pendant toute l'époque de la révolution, la bourgeoisie s'est efforcée à tout prix et, avec l'aide du gouvernement provisoire, elle a même réussi à obtenir que les profits et les privilèges des propriétaires soient intégralement maintenus dans le domaine de la politique financière et économique. Dans ces domaines-là, la politique du pillage des travailleurs, de la dilapidation des forces du pays et du maintien de profits scandaleux pour les capitalistes est restée totalement intacte. Or la dernière déclaration du Gouvernement provisoire démontre que la sauvegarde des intérêts de la bourgeoisie dans le domaine économique restera désormais à la base de toute la praxis politique du Gouvernement provisoire.

7. — L'utilisation de la classe ouvrière aux fins impérialistes s'exprime par la volonté d'entraîner les organisations prolétariennes dans le mécanisme général de l'Etat impérialiste au service de la guerre. Dans de telles conditions, l'organisation de la production elle-même revêt le caractère d'un capitalisme de bague, le service de travail obligatoire devient l'asservissement de l'ouvrier par l'Etat * ; la régularisation de la production se traduit en un appareil auxiliaire de l'Etat-Major militaire. L'absence totale de droits pour la classe ouvrière, la privation de cette dernière de droit de grève, etc., telles sont les conséquences inévitables de cette situation. A un tel projet, la classe ouvrière doit opposer le contrôle ouvrier de la production, sa régularisation non pas dans l'intérêt du capital financier, mais dans l'intérêt des masses ouvrières et des pauvres de la campagne, non pas dans l'intérêt de la guerre impérialiste mais dans l'intérêt de la paix, point dans l'intérêt de la bureaucratie mais bien pour soutenir le prolétariat international.

8. — Ce n'est qu'en prenant le pouvoir intégralement en mains que les ouvriers, les paysans et les soldats révolutionnaires réussiront à mettre fin aux traités de guerre secrets, à rompre tout contrat avec les capitalistes nationaux et étrangers, à proposer à tous les peuples d'arrêter la guerre par une paix juste ; ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront soutenir les peuples dans leur lutte contre les agresseurs capitalistes et organiser la défense effective du pays où le prolétariat révolutionnaire a remporté la victoire, contre tout attentat venant de l'impérialisme.

9. — En vertu de ce qui a été dit, nous, sociaux-démocrates révolutionnaires, nous déclarons : tant que le pouvoir restera aux mains de la bourgeoisie, nous nous refuserons à lui donner des moyens pour continuer la guerre impérialiste. Nous refusons de contribuer, ne serait-ce que d'une façon indirecte, à la politique impérialiste du gouvernement actuel de dictature contre-révolutionnaire. Nous continuerons à travailler en solidarité avec le prolétariat international à l'établissement, par la voie d'une révolution prolétarienne générale, de la paix générale des peuples.

- Le Comité central du P.O.S.D.R.
- Le Comité central des sociaux-démocrates de Pologne et de Lithuanie ;
- Le Comité central des sociaux-démocrates de Lettonie ;
- La fraction bolchévique du Comité exécutif central ;
- La fraction bolchévique du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd ;

* Dans le document : *de l'Etat*.

- La fraction bolchévique du Soviet des députés ouvriers de Moscou ;
- La fraction bolchévique du Soviet des députés soldats de Moscou ;
- La fraction bolchévique du Bureau régional (des Soviets) des députés ouvriers, paysans et soldats de Moscou ;
- La fraction bolchévique de la Douma municipale de Moscou.

Procès-verbal N° 5

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT DU
COMITÉ CENTRAL DU 13 (26) AOUT 1917**

(La liste des présents manque dans l'original.)

Ordre du jour :

- 1) Transfert de l'imprimerie.
- 2) Le journal *Soldat*.
- 3) Liquidation des affaires du *Rabotchi i soldat*.

Il a été décidé de transférer l'imprimerie ainsi que le *Priboï*³⁹ en d'autres mains vu la possibilité qu'ils soient confisqués. Il est souhaitable de transférer l'imprimerie aux syndicats. Sverdlov a été chargé de l'exécution de cette résolution.

En ce qui concerne le journal *Soldat*, il a été décidé de le rebaptiser *Proletari* et de le passer au Comité central pour qu'il en fasse son organe central⁴⁰. Cette décision a été prise vu les doutes quant à la possibilité d'éditer le *Proletari* à l'imprimerie du *Troud*, c'est-à-dire à partir de considérations d'ordre technique. L'exécution de cette décision est confiée à Staline.

En ce qui concerne la liquidation du *Rabotchi i Soldat*, il a été décidé de demander un compte détaillé de toutes les entrées et les dépenses et de transférer le reste dans la caisse du Comité central.

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT DU
COMITÉ CENTRAL DU 14 (27) AOUT 1917**

(La liste des présents manque dans l'original.)

Ordre du jour :

Informations de Moscou.

Le camarade Iourovski est arrivé de Moscou et il a fait savoir qu'à la réunion du Comité de Moscou un rapport a été entendu sur la constitution à Moscou d'un comité révolutionnaire provisoire comprenant sept personnes : 2 bolchéviks, 2 menchéviks, 2 S.R. et une personne de l'Etat-Major. Il a parlé de la réalisation prévue des plans du Bureau militaire contre-révolutionnaire avec, à sa tête, Kornilov, Grouzinov et autres ⁴¹, de la possibilité d'arrêter les chefs du bureau, d'arrêter la marche des cosaques sur Moscou avec l'aide des cheminots, etc.

Concernant tout ce qui a été dit, le Comité central a décidé d'entrer en liaison d'information avec les S.R. et le reste du Comité exécutif central ⁴², en spécifiant à l'avance que la création du Bureau d'information n'oblige à quoi que ce soit aucun de ses participants.

En même temps, il a été décidé d'envoyer le camarade Boubnov à Moscou pour recueillir des informations exactes sur ce qui s'est passé et sur ce qui se passe là-bas.

On a mandaté Sverdlov et Dzerjinski au Bureau d'information.

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT DU
COMITÉ CENTRAL DU 16 (29) AOUT 1917**

(La liste des présents manque dans l'original.)

Ordre du jour :

- 1) La conséquence de Stockholm.
- 2) Zimmerwald.
- 3) Conférence sur les assurances sociales.
- 4) L'organisation militaire.
- 5) Le *Soldat*.

En ce qui concerne la conférence de Stockholm, on réaffirme l'ancienne décision selon laquelle il n'est pas nécessaire d'y aller. Notre attitude continue à être négative. Quant au plan du Comité exécutif central d'organiser une campagne de meetings à propos de la conférence de Stockholm, élaborer une résolution qui devrait servir de point d'appui pour les interventions de nos agitateurs. Staline, Sokolnikov et Ouritski sont chargés de la rédaction de cette résolution⁴³.

Il a été décidé de ne pas envoyer exprès un délégué à la conférence des zimmerwaldiens⁴⁴, vu les difficultés d'ordre technique. Il a été décidé de mandater Radek et Orlovski (Vorovski) pour représenter le Comité central et de les munir d'un mandat impératif les obligeant à quitter Zimmerwald au cas où la majorité déciderait de participer à la conférence de Stockholm.

Il a été décidé de charger Skrypnik de l'organisation de toute la conférence sur les assurances, tandis que le Comité central déléguera un rapporteur sur la situation actuelle.

On a écouté deux communications du Bureau central des organisations militaires (les communications sont transmises aux archives du Comité central) : 1) concernant le *Soldat* et 2) protestation contre l'attitude de Smilga et de Staline envers le Bureau*.

En ce qui concerne le Bureau, une décision a été prise, selon laquelle le Bureau militaire est une organisation qui doit travailler parmi les soldats. A ce propos il a été décidé : selon les statuts du parti, il ne peut y avoir aucune organisation dirigeante propre au parti qui soit parallèle à une autre organisation. Cela est valable tant pour les organisations locales que pour celles concernant toute la Russie. C'est pourquoi le Bureau national de l'Organisation militaire ne peut constituer, lui non plus, un centre politique indépendant.

Il a été reconnu comme souhaitable l'édition d'un journal pour les soldats. C'est ce que restera le journal *Soldat*. Le Comité central charge de l'édition de ce journal le comité de rédaction actuel en y adjoignant un membre du Comité central avec droit de veto. La nomination du comité de rédaction relève de la compétence du Comité central. Le Bureau militaire peut soumettre à l'approbation du Comité central telle ou telle autre liste des membres du comité de rédaction. Sverdlov et Dzerjinski sont chargés de mener des pourparlers avec le Bureau militaire et d'établir des rapports équitables entre celui-ci et le Comité central. Ils sont chargés également de contrôler provisoirement la rédaction du *Soldat*⁴⁶.

Annexe 1

DÉCLARATION DU BUREAU CENTRAL DES ORGANISATIONS MILITAIRES A L'ADRESSE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. (b)

Le Bureau central des Organisations militaires, après avoir débattu la résolution du Comité central sur l'édition du journal, a décidé de porter à la connaissance du Comité central les faits suivants : l'Organisation militaire, comme toute organisation du parti en général, jouit, selon les statuts de notre parti, d'une pleine autonomie pour l'édition de son organe et ne pourrait être

* Voir annexes 1 et 2.

privée de ce droit par aucune des institutions du parti. Le Comité central ne pourrait fermer le journal qu'au cas où ledit journal favoriserait une ligne principale particulière et refuserait de passer, dans ses articles, les décisions des congrès du parti. La résolution du Comité central sur la suppression du journal *Soldat* comme organe de l'Organisation militaire, constituée, vu la situation actuelle et l'absence de tout fondement sérieux justifiant une telle décision, un véritable outrepassement de ses droits.

Le Bureau central des Organisations militaires attire l'attention du Comité central sur le fait que le premier journal après les événements du 3 au 5 juin a été réalisé grâce aux efforts considérables de l'Organisation militaire et, en dépit du fait que la réalité politique et l'intérêt de la propagande parmi les soldats aient exigé l'existence d'un journal à part, de niveau populaire, destiné à ces masses — l'Organisation militaire a cédé au Comité central tout l'appareillage prêt et elle s'est soumise à sa décision de créer un seul organe commun ne comprenant, au sein de son comité de rédaction, qu'un seul membre de l'Organisation militaire. A présent, après la liquidation du journal *Rabotchi i Soldat* et le Comité central ayant créé son nouvel organe central, l'Organisation militaire a jugé nécessaire et opportun d'éditer son propre journal, le *Soldat*, car, au cours de l'existence du journal commun, l'organisation a pu constater que le type de journal mixte ne correspond en aucune manière à son but et n'atteint pas les masses parmi lesquelles l'Organisation militaire mène son travail de propagande et d'agitation.

Le Bureau central des Organisations militaires fait observer au Comité central que les conditions matérielles et techniques pouvant justifier une interdiction pareille et auxquelles fait allusion le Comité central dans sa résolution, sont inexistantes et qu'en outre le Comité central a officiellement déclaré par l'intermédiaire du camarade Staline que le Plénum du Comité central n'avait décidé de se contenter d'un seul journal que de façon provisoire et pour des raisons purement techniques et qu'à la première possibilité, dès que l'Organisation militaire jugera nécessaire (expression textuelle de Staline) d'éditer son propre organe, le Comité central s'engage à lui fournir des fonds *correspondants*.

Agissant dans l'esprit de la décision du Plénum du Comité central citée ci-dessus, pour éviter les malentendus éventuels au travail, le Bureau central des Organisations militaires propose au Comité central d'organiser une liaison étroite avec le comité de rédaction, soit en y adjoignant un des membres du Comité central, soit sous une autre forme quelconque que le Comité central jugera commode.

Archives IML p. 17, op. 1.

un. ar. 18, ff. 8-9.

Inédit.

Annexe 2**COMMUNIQUÉ AU COMITÉ CENTRAL
DU P.O.S.D.R.**

Les membres du Bureau central des Organisations militaires protestent de la façon la plus catégorique contre l'attitude de Staline et de Smilga, membres du Comité central, à la réunion mixte de ces deux organisations du 13 août.

A cette réunion, sur proposition des membres de l'Organisation militaire, il a été décidé de discuter la question de l'organe de l'Organisation militaire : le journal *Soldat*, à la lumière de la dernière décision du Comité central de supprimer cet organe en tant qu'organe de l'Organisation militaire. Le camarade Staline qui a été chargé d'exécuter cette résolution du Comité central a déclaré qu'il n'y avait aucune raison de discuter de quoi que ce soit avec les représentants du Bureau central des Organisations militaires, qu'une fois la résolution adoptée elle doit être exécutée sans aucune discussion. Une déclaration du même ordre a été faite également par le camarade Smilga à propos des moyens financiers du journal.

Le Bureau central des Organisations militaires estime qu'une telle attitude de la part des camarades du Comité central est inadmissible, tant du point de vue formel que de celui des principes élémentaires du parti. L'Organisation militaire est amenée à constater à regret que de telles mesures et démarches *inadmissibles* ne sont pas le fait du hasard mais qu'elles sont devenues, dès le changement de la composition de l'ancien Comité central, un véritable système de poursuites et de répressions d'un caractère extrêmement bizarre envers toute une grande organisation. Le Bureau central des Organisations militaires exige du Comité central la *normalisation immédiate de la question sur les formes* des rapports de ces deux organisations, n'oubliant pas le fait que l'état actuel des choses retarde le travail du Bureau central des Organisations militaires, ledit travail lui ayant été confié par la conférence nationale des Organisations militaires.

Le 15 août 1917.

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT
DU COMITÉ CENTRAL DU 20 AOUT
(2 SEPTEMBRE) 1917**

(La liste des présents manque dans l'original.)

Ordre du jour :

- 1) Problème d'édition.
- 2) Résolution sur la conférence de Moscou à l'intention du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétersbourg.
- 3) De la collaboration à la *Novaïa Jizn*.
- 4) Les réunions du Comité exécutif central du 28 et du 29 * août.
- 5) Sur la communication de Riazanov.
- 6) Congrès des sections ouvrières des Soviets.
- 7) Manifeste aux ouvriers de tous les pays.
- 8) Commission pour l'Assemblée constituante.
- 9) L'Organisation militaire.

I. a) *Proletari.*

Collège élargi des collaborateurs.

Il a été décidé de partager le journal en sections et de les confier à des camarades qui doivent être attachés au collège.

Les sections suivantes ont été désignées :

- 1) Syndicats — responsable : camarade Glebov.

* Erreur dans le procès-verbal. Il faut lire : 27-28. Voir Procès-verbal N° 9. Annexe.

- 2) Approvisionnement — c. Vladimirov.
- 3) Littéraire — c. Lounatcharski.
- 4) Municipale — c. Ouritski.
- 5) Section des échos politiques — c. Bezrabotni (Manouïlski).
- 6) Chroniques, reportages — c. Karakhan.
- 7) La vie du parti — c. Sverdlov.
- 8) De par la Russie — c. Ioffé.
- 9) Section des soldats — c. Menjinski ou Nevski.
- 10) Section paysanne — c. Nevski.
- 11) Sections des fabriques et des usines, section des assurances sociales — c. Skrypnik.
- 12) Section internationale — c. Ouritski.

En outre, il a été décidé d'adjoindre au comité de rédaction, avec une voix délibérative, un représentant du comité de Pétersbourg.

b) *Soldat*.

Il a été décidé d'envoyer le camarade Boubnov avec droit de veto au comité de rédaction du *Soldat*.

c) *Vpériod*.

Le comité de rédaction comprend 5 personnes (les camarades Staline, Sokolnikov, Milioutine, Bezrabotni (Manouïlski) et Ouritski).

Le *Vpériod* est l'organe populaire de propagande du Comité central; il ne doit pas y avoir de discussions.

d) *Prosvechtchenié*.

Au comité de rédaction sont élus les camarades Staline, Sokolnikov, Milioutine, Lounatcharski, Saveliev et Riazanov; ce dernier doit être informé du fait que le journal suivra la ligne de la gauche zimmerwaldienne ⁴⁶.

e) *Priboï*.

Le *Priboï* doit être rédigé par le comité de rédaction du *Vpériod*; tous ne sont obligés de discuter la brochure qu'au cas où deux membres, ayant pris connaissance de la brochure, ne sont pas unanimes sur son appréciation.

En dehors de l'ordre du jour : l'imprimerie ⁴⁷.

Ioffé est chargé d'arranger l'état des affaires à l'imprimerie et à l'expédition et d'en soumettre un rapport au Comité central à sa prochaine réunion.

II. *Résolution sur la Conférence de Moscou à l'intention du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétersbourg.*

Lecture d'un projet de résolution de la fraction; les camarades

Sokolnikov, Staline et Dzerjinski sont chargés de remanier le projet et de le présenter à la fraction dans une forme définitive * 48.

III. *Sur la collaboration à la Novaïa Jizn* 49.

Il a été décidé d'obliger les camarades membres du parti, à envoyer au comité de rédaction leur refus de collaborer.

IV. *Les réunions du Comité exécutif central du 28 et du 29 pour fêter les six premiers mois de la révolution.*

Il a été entendu la communication du camarade Dzerjinski.

Il a été décidé de refuser de participer activement aux souscriptions, en motivant ce refus par l'attitude du Comité exécutif central envers les bolchéviks et par la violation des résolutions du congrès des Soviets.

V. *La déclaration de Riazanov selon laquelle Lénine et Zinoviev seraient cités devant le tribunal* 50.

Le camarade Ouritski est mandaté pour faire savoir au camarade Riazanov qu'il n'a pas été chargé de pouvoirs lui permettant de faire une telle déclaration.

VI. *Manifeste aux ouvriers de tous les pays* 51.

A été entendu et rendu à son auteur pour remaniement. Les autres questions sont retirées de l'ordre du jour.

Annexe

PROJET DE RÉOLUTION DE LA FRACTION BOLCHÉVIQUE DU SOVIET DE PÉTROGRAD SUR LA CONFÉRENCE DE MOSCOU, 21 AOUT (3 SEPTEMBRE) 1917

1) Le Gouvernement provisoire a convoqué la conférence de Moscou pour conclure un accord avec les propriétaires terriens, les banquiers et les fabricants afin de mettre en œuvre de façon décisive le programme de la contre-révolution bourgeoise. A la conférence, le Gouvernement provisoire a ouvertement déclaré

* Voir annexe.

qu'il se refusait à toute réforme sociale et agraire, à toute « atteinte à la propriété privée de la part de groupes ou de couches sociales particulières ». En même temps, le Gouvernement provisoire a renoncé à toute une phraséologie hypocrite sur la « paix sans annexions », en se prononçant sans aucune gêne pour la continuation de la guerre de brigandage.

2) La contre-révolution, qui mène une lutte adroite pour faire ajourner toujours plus la convocation de l'Assemblée constituante, a utilisé la conférence soi-disant « populaire » organisée à Moscou par la complaisance du Gouvernement provisoire, pour y clamer ses nouvelles exigences d'une destruction totale des organisations de masse des ouvriers, des soldats et des paysans, pour réclamer la transformation de l'armée en un outil aveugle des hautes sphères de l'Etat-Major contre-révolutionnaire, pour l'introduction de la peine de mort à l'arrière. Le Gouvernement provisoire qui poursuit docilement une politique contre-révolutionnaire de lutte « par le sang et par le fer » envers les masses ouvrières et paysannes, a immédiatement capitulé et continuera à le faire devant les ordres des Kornilov, Riabouchinski, Milioukov et autres représentants des « forces vivantes » de la coalition bourgeois-grands propriétaires terriens.

3) Le programme de la soi-disant « démocratie révolutionnaire » présenté par Tchkhéidzé à la conférence de Moscou a laissé voir sa faillite politique complète. Il exprime le refus catégorique même de ce qui avait été la plate-forme du congrès national des soviets qui exigeait la paix sans annexions ni réparations. La soi-disant « démocratie révolutionnaire » s'est laissé aller à de honteuses concessions dictées par le désir de conclure une « alliance honnête » avec les ennemis implacables des ouvriers et des paysans. En son nom, Tsereteli a tendu la main aux partis bourgeois-féodaux, il a conclu avec eux un nouveau pacte et il s'est chargé de lutter contre la « menace de gauche ».

Compte tenu de ce qui a été dit, le Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats décide :

1) condamner catégoriquement la politique d'accords et d'alliances avec les ennemis de la révolution prolétarienne et paysanne, qui a été celle du Comité exécutif central et de sa délégation à la conférence de Moscou ;

2) reconnaître que l'on ne peut sauver la révolution qu'après avoir liquidé la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et après avoir concentré le pouvoir aux mains des ouvriers et des paysans les plus pauvres.

3) protester contre le fait que le Comité exécutif central ait

pris part à la conférence de Moscou sans avoir soumis préalablement cette question au jugement du Soviet de Pétrograd des ouvriers et des soldats et qu'il ait exclu de sa délégation la fraction bolchévique en empiétant ainsi gravement sur les droits de celle-ci en tant que représentante du prolétariat révolutionnaire.

Proletari N° 2
du 4 septembre (22 août) 1917.

**RÉUNION DU COMITÉ RESTREINT
DU COMITÉ CENTRAL DU 23 AOUT
(5 SEPTEMBRE) 1917**

(La liste des présents manque dans l'original.)

Ordre du jour :

- 1) Participation au Bureau d'Organisation des collectes.
 - 2) Poursuites contre la *Retch* pour diffamation.
 - 3) L'Organisation militaire.
 - 4) Associations paysannes.
 - 5) Congrès national des sections ouvrières des Soviets.
 - 6) Séance plénière du Comité central.
 - 7) Au sujet du camarade Kamenev.
-
1. *Participation au Bureau d'Organisation pour la commémoration des six mois de la révolution et pour l'organisation de collectes* *.
- En ce qui concerne les collectes, la décision de la dernière réunion est confirmée; il a été décidé d'envoyer au bureau un délégué (le camarade Sverdlov) et d'y défendre la liberté des mots d'ordre et des interventions du parti.
2. *Il a été décidé de ne pas engager de poursuites pour diffamation contre la Retch* ⁵².
 3. *L'Organisation militaire.*

* Voir annexe p. suivante.

Présentation du rapport financier du Comité militaire; on a entendu le rapport du camarade Sverdlov.

On confirme la décision concernant le Comité militaire prise auparavant par le Comité central.

4. *Associations paysannes.*

Il a été décidé de charger le Bureau militaire près le Comité central d'élaborer en détails un plan d'organisation et d'adresser aux organisations locales une circulaire sur l'importance du travail parmi les paysans.

5. *Congrès national des sections ouvrières.*

Ajourné jusqu'à la prochaine réunion.

6. *Séance plénière du Comité central.*

Il a été décidé de la convoquer pour le 3 septembre ⁵³.

7. *Au sujet du camarade Kamenev.*

Il a été décidé d'envoyer au Comité exécutif central une déclaration officielle selon laquelle au cas où la commission d'enquête près le Comité exécutif central n'aurait pas réhabilité le camarade Kamenev à la date du 29 août, le Comité central du P.O.S.D.R. se verrait obligé de proposer au camarade Kamenev de ne pas tenir compte de la déclaration par laquelle il renonçait à l'activité publique.

Annexe

**RÉSOLUTION DU COMITÉ CENTRAL DU
P.O.S.D.R. (b) A L'OCCASION DES SIX
MOIS DE LA RÉVOLUTION**

Le Comité central de notre parti s'est vu proposer le 22 août de participer au comité créé par le Comité exécutif central pour l'organisation d'une collecte destinée à commémorer les six mois de la révolution. Ayant débattu cette proposition et constatant :

1) que le Comité exécutif central a sanctionné l'arrestation des bolchéviks membres du Comité exécutif central et qu'il les a ainsi livrés à la contre-révolution;

2) que le Comité exécutif central, violant les droits des représentants du prolétariat, a exclu de la délégation pour la confé-

rence de Moscou les bolchéviks membres du Comité exécutif central en essayant par là de fermer sans ambages la bouche aux représentants du parti révolutionnaire du prolétariat et de les empêcher de protester contre le concile contre-révolutionnaire de Moscou ;

3) que le Comité exécutif central a procédé à l'encontre et en dépit de la volonté du prolétariat d'avant-garde, en participant à la conspiration moscovite avec la bourgeoisie, sans avoir aucunement consulté le prolétariat de Pétrograd et en dépit de la protestation active de tout le prolétariat de Moscou ;

4) que le Comité exécutif central a favorisé par son silence l'instauration de la peine de mort, abandonnant ainsi la vie des soldats à la merci de la violence contre-révolutionnaire, alors que les Soviets de Pétrograd, de Moscou et de plusieurs provinces s'étaient élevés contre la terreur contre-révolutionnaire.

Le Comité central du P.O.S.D.R. (bolchévique) proteste catégoriquement, tant contre ces dernières démarches que contre toute la politique du Comité exécutif central qui a contraint le prolétariat d'avant-garde à se détourner de lui ; et vu que la participation de ses représentants à la commission pour l'organisation d'une collecte équivaldrait à un vote de confiance à la majorité actuelle et à la politique actuelle du Comité exécutif central, résout de refuser d'envoyer des représentants à la commission pour l'organisation de la collecte du 27-28 août au profit du Comité exécutif central.

Proletari N° 10

6 septembre (24 août) 1917.

Procès-verbal N° 10

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 30 AOUT (12 SEPTEMBRE) 1917**

Présents : Milioutine, Rykov, Ioffé, Sverdlov, Boubnov, Dzerjinski, Sokolnikov, Staline, Kamenev, Mouranov et Stassova.

On a écouté la proposition du camarade G. Z(inoviev) par laquelle il pose au Comité central la question de son retour au travail.

Il a été décidé de mener partout une campagne de meetings avec approbation de motions exigeant la libération des gens arrêtés pour les événements des 3-5 juillet et le retour à leurs postes des chefs de la classe ouvrière actuellement poursuivis : Lénine, Zinoviev et les autres. Ensuite les membres du Comité central faisant partie du Comité de lutte populaire contre la contre-révolution⁶⁴ sont chargés d'y poser également la question de ceux qui sont poursuivis pour les journées des 3-5 juillet. En rapport avec ces dernières questions, on a posé la question de se retirer éventuellement du Comité de lutte. Mais aucune décision n'a été prise à ce sujet. Une telle décision ne pourrait être prise qu'en relation générale avec les questions * de l'armement des ouvriers et du pouvoir. On a décidé de faire savoir au camarade G. Z(inoviev) que le Comité central déploiera tous ses efforts pour qu'il puisse être le plus près possible du travail du parti et du journal.

Ordre du jour :

1) Situation politique.

* Exigeant la libération... en relation générale avec les questions est écrit à la fin du procès-verbal sous forme d'insertion.

- 2) Fraction de la Douma.
- 3) Riazanov.
- 4) *Novaïa Jizn*.
- 5) Les Lituanien.

La première question est remise à la prochaine réunion.

En ce qui concerne la Douma centrale de Pétrograd, il a été décidé de faire une déclaration * qui, outre la position de principe, doit contenir des propositions concrètes : exiger la libération des détenus et le retour à leurs postes de ceux qui ont été poursuivis pour les 3-5 juillet ⁵⁵.

Il a été décidé d'organiser un boycottage des cadets, c'est-à-dire de les tenir à l'écart de quelque organe exécutif que ce soit ⁵⁶.

2. En ce qui concerne la fraction à la Douma en général, il a été décidé de lui concéder l'autonomie, en laissant la direction générale aux soins des membres du Comité central faisant partie de ladite fraction.

3. On a présenté un rapport sur l'attitude inadmissible du camarade Riazanov à la réunion commune des syndicats et des comités d'usine et de fabrique ⁵⁷, et son attitude qui discrédite le parti de façon non négligeable a fait l'objet d'un jugement général.

Il a été décidé d'aviser Riazanov qu'on lui confère un blâme pour son attitude à la réunion commune et de lui faire savoir que l'on ne peut admettre des propos anti-parti de la part des membres du parti. Il a été décidé de lui faire transmettre un avertissement dans ce sens par l'intermédiaire du camarade Milioutine.

4. La question de la collaboration à la *Novaïa Jizn* est posée de nouveau, vu les communications de certains collaborateurs **.

Il a été décidé que, vu les particularités de la situation actuelle, une réunion de collaborateurs sera organisée, à laquelle participeront les camarades Ouritski et Milioutine, et où la situation de l'affaire devra être éclaircie et l'on proposera à nouveau aux collaborateurs de *retirer leurs signatures* du journal.

* Voir annexe 1. p. 79.

** Voir annexe 2. p. 81.

Annexe 1

DÉCLARATION DE LA FRACTION BOLCHÉVIQUE LUE A LA RÉUNION DE LA DOUMA MUNICIPALE CENTRALE DE LA VILLE DE PÉTROGRAD LE 1^{er} (14) SEPTEMBRE 1917

Nous, conseillers sociaux-démocrates révolutionnaires, représentant 183.000 électeurs de Pétrograd, nous estimons nécessaire de faire aujourd'hui même, premier jour de la réunion de la nouvelle Douma de Pétrograd, la déclaration suivante :

La Douma municipale commence son activité en des jours agités, alors que la réaction est en train de mobiliser ses forces et attaque les avant-postes de la révolution en ne reculant devant aucun moyen. A l'heure actuelle, toutes les forces de la démocratie doivent être organisées et tendues vers la lutte contre la contre-révolution.

Notre parti est le représentant des ouvriers et des soldats. Il a toujours défendu, avec toute son énergie, les intérêts du prolétariat contre les oppresseurs de toutes sortes et il a continué à les défendre avec une persévérance et une détermination particulières à l'époque révolutionnaire actuelle.

Cela lui a valu la haine des classes privilégiées et de leurs laquais. Le parti des bolchéviks s.-d. a toujours été une cible pour les calomnies de la presse bourgeoise et de la presse jaune.

Lorsque, les 3-5 juillet, les masses d'ouvriers et de soldats, sous l'effet de la plus grande inquiétude pour le sort de la révolution, sont descendus au moment critique dans les rues de Pétrograd afin de réclamer la passation de tout le pouvoir aux mains des organes plénipotentiaires de la démocratie révolutionnaire, notre parti, après une tentative énergique pour arrêter la manifestation, a décidé d'intervenir dans ce mouvement spontané pour lui conférer le maximum de cohérence possible vu les circonstances. Des fusillades provocatrices, préparées à l'avance, ont suscité le désordre et assombri la manifestation par le sang versé. Le gouvernement n'a pas fait d'effort pour reconstituer, par une enquête minutieuse, le tableau des désordres ou pour établir au moins le nombre des morts de part et d'autre. Si cela avait été fait, il serait apparu clairement que l'on ne pouvait parler d'aucun soulèvement armé les 3-5 juillet et que le nombre des victimes dans les rangs des participants mêmes de la manifestation

surpassait celui de ceux qui ont péri victimes d'une provocation criminelle du côté adverse et des personnes qui se trouvaient là par hasard. Plutôt que de procéder à une enquête de ce genre, le gouvernement de coalition a préféré accuser le grand parti ouvrier de complot et de tueries en masse. Mais cela ne suffit pas. *L'Okhrana* restaurée a organisé, à la légère, un procès inepte, monté de toutes pièces, contre les dirigeants de notre parti, ces combattants d'avant-garde impitoyables à l'égard de tout impérialisme, en les accusant de haute trahison et d'avoir comploté avec le gouvernement allemand, réactionnaire et rapace. Ce procès qui a été mené par des fonctionnaires hérités de l'ancien régime, s'est basé sur des lois tsaristes et a violé, au désavantage des accusés, jusqu'à ces lois elles-mêmes.

Toutes ces persécutions durent encore aujourd'hui. Maintenant encore, les journaux *Retch* et *Birjevie Vedomosti* font courir des bruits provocateurs sur ce « complot bolchévique », pendant que beaucoup de personnalités de notre parti demeurent en prison.

Cependant l'atmosphère lourde de mensonge ne s'en est pas moins dissipée. Du point de vue moral, le monstrueux procès a pourri dans ses racines. Après les jours tragiques de Kornilov, il est apparu clairement à tous les démocrates qu'ils possèdent, en la personne de notre parti, leur détachement d'avant-garde le plus sûr, et que les persécutions dont il faisait l'objet ont été le fruit de la préparation d'un mouvement ouvertement réactionnaire. Il est évident, à l'heure actuelle, que nos camarades emprisonnés et persécutés ont été victimes de la contre-révolution.

C'est pourquoi nous sommes persuadés que la première Douma de la ville de Pétrograd élue selon la loi du suffrage universel et direct estimera de son devoir de se prononcer à l'égard de la diffamation de notre parti dont les représentants constituent maintenant un tiers de ses membres; et d'exiger, de ce fait, non pas l'amnistie, non, nous n'en voulons pas, car nous savons que le procès couvrira d'opprobre nos ennemis, — mais la libération préalablement au procès.

Citoyens conseillers !

Les électeurs nous ont envoyés ici pas seulement pour critiquer et pas pour faire de l'opposition, mais bien pour un travail créateur, fructueux; pour la réalisation progressive de ce large programme municipal sous l'égide duquel nous avons mené notre campagne électorale.

Nous sommes persuadés que dans cette direction, une collaboration efficace avec les éléments socialistes et sincèrement démocrates de la Douma municipale est tout à fait possible. Nous sommes persuadés que les socialistes feront honneur à la confiance que leur a accordée la population en votant pour eux à une majorité aussi importante.

Mais, citoyens conseillers, le complot contre-révolutionnaire,

ourdi depuis longtemps et préparé de main de maître a fini par déboucher sur la mutinerie de Kornilov. Les forces qui l'ont suscitée font encore peser à l'heure actuelle une terrible menace sur la grande révolution russe. Parmi ces forces, le parti de la soi-disant « liberté populaire » n'est pas au dernier rang. Nous avons déjà déclaré à l'ancienne Douma que nous ne donnerons pas une seule voix à ce parti contre-révolutionnaire. Ce que nous étions alors les seuls à voir, est devenu depuis évident pour tous les socialistes et démocrates. Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd au complet et sans distinction de partis et de fractions proteste maintenant contre toute participation au pouvoir de ce parti ennemi du peuple.

Citoyens conseillers ! Nous, sociaux-démocrates révolutionnaires bolchéviques, nous estimons inadmissible pour nous toute forme de collaboration avec des ennemis avoués de la révolution dans les organes exécutifs de l'auto-gestion de la ville et nous supposons que tous les socialistes de cette Douma seront du même avis. Que seule la véritable démocratie révolutionnaire prenne en mains les destinées du grand Pétrograd révolutionnaire, et nous aussi nous prendrons place dans ses rangs pour un travail intense et sans réserves au profit de la capitale de la révolution mondiale, une place digne de la confiance que le prolétariat et la garnison de Pétrograd nous ont témoignée.

Rabotchi pout, N° 1.
16 (3) septembre 1917.

Annexe 2

COMMUNICATION A L'INTENTION DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Chers camarades !

Nous, bolchéviks, collaborateurs du journal *Novaïa Jizn*, ayant pris connaissance de la résolution prise par le Comité central du P.O.S.D.R., qui exige notre départ du groupe des collaborateurs, nous vous demandons de tenir compte des circonstances suivantes :

1. Tout d'abord nous estimons inopportun que le Comité central prenne des décisions définissant l'attitude politique de tel ou tel groupe de membres du parti dans une affaire qui les concerne directement et dans laquelle ils sont plus compétents, sans avoir consulté au préalable ces membres du parti.

2. Nous ne souscrivons nullement aux propos du comité de rédaction de la *Novaia Jizn* (à laquelle personne d'entre nous n'appartient) tenus lors de la dernière campagne électorale, mais estimons en même temps que la vive polémique entre la *Novaia Jizn* et le *Proletari* peut apparaître en fin de compte comme un épisode passager et sans importance.

Si le présent congrès « d'unification » s'achève par une scission, les chances de cette unification de tous les internationalistes à laquelle notre congrès du parti a accordé à juste titre une telle importance, se trouveront renforcées à nouveau. Dans ce cas, l'existence d'un groupe de membres de notre parti collaborant à la *Novaia Jizn* pourrait jouer un rôle tout à fait positif.

Si, par contre, puisque au congrès les défenseurs ont déjà montré qu'ils détenaient une position prépondérante, cette scission n'a pas lieu et la *Novaia Jizn* adhère définitivement à l'aile droite de la social-démocratie, à ce moment-là évidemment il ne sera plus question pour nous de participer à ce journal.

En vertu de ces considérations, nous demandons que soit donnée à notre groupe la liberté de résoudre cette question de façon autonome.

Si le Comité central n'estime pas nos arguments assez convaincants, nous lui demandons, avant de prendre une décision définitive, de discuter de cette question une fois de plus avec nous.

A. Lozovski
F. Drabkina
M. Smith

Sur procuration d'Arski,
M. Smith
Zanoi
Lounatcharski

**RÉUNION ÉLARGIE DU COMITÉ CENTRAL
DU 31 AOUT (13 SEPTEMBRE) 1917**

Présents : les représentants des fractions bolchéviques du Comité exécutif central du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétersbourg et du Bureau politique, ainsi que Ouritski, Dzerjinski, Sverdlov, Staline, Boubnov, Oppokov (Lomov), Mouranov, Milioutine, Rykov, Sokolnikov, Ioffé, Kamenev et Stassova.

Ordre du jour :

1) Discussion de la déclaration sur le pouvoir.

Après la lecture du projet de résolution, le camarade Kamenev a introduit la discussion générale à laquelle tous les présents ont pris part. La résolution-déclaration suivante a été prise⁶⁸ (voir *Rabotchi*⁶⁹).

**DU POUVOIR
RÉSOLUTION LUE PAR LA FRACTION
BOLCHÉVIQUE A LA RÉUNION DU CO-
MITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DU 31 AOUT
(13 SEPTEMBRE) 1917**

En présence de la mutinerie contre-révolutionnaire du général Kornilov, préparée et soutenue par des partis et des groupes dont les représentants appartenaient au Gouvernement provisoire (avec, à sa tête, le parti cadet), le Comité exécutif central estime de son devoir de proclamer que dorénavant toute oscillation dans

l'organisation du pouvoir doit radicalement cesser. Doivent être écartés du pouvoir, non seulement les représentants du parti cadet ouvertement compromis dans la mutinerie, ainsi que les représentants des éléments de caste en général, mais encore doit radicalement changer toute cette politique de compromis et d'irresponsabilité qui a créé la possibilité même de convertir le haut-commandement et l'appareil du pouvoir étatique en un foyer et un instrument de complot contre la révolution.

Sont intolérables en outre les pleins pouvoirs exclusifs du Gouvernement provisoire ainsi que son irresponsabilité. La seule issue est de créer un pouvoir des représentants du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaires, dont l'action doit reposer sur les points suivants :

1. La proclamation de la république démocratique.

2. L'abolition immédiate, sans indemnité, de la grande propriété terrienne et la cession de ces terres en gérance aux comités paysans jusqu'à la décision de l'Assemblée constituante tout en fournissant aux paysans les plus pauvres le matériel agricole nécessaire.

3. L'inauguration à l'échelle nationale du contrôle ouvrier sur la production et la répartition. La nationalisation des secteurs les plus importants de l'industrie tels que l'industrie du pétrole, celle du charbon et l'industrie métallurgique; la taxation impitoyable des grands capitaux et des biens et la confiscation des profits militaires afin de sauver le pays de la ruine économique.

4. La dénonciation des traités secrets et la proposition immédiate à tous les peuples des Etats en guerre d'une paix générale démocratique.

Les mesures immédiates suivantes doivent être décrétées :

1. La cessation de toute répression contre la classe ouvrière et ses organisations. L'abolition immédiate de la peine de mort sur le front et la restauration de la pleine liberté de propagande et de toutes les organisations démocratiques à l'armée. L'épuration de l'armée du corps de commandement contre-révolutionnaire.

2. L'éligibilité des commissaires et des autres fonctionnaires par les organisations locales.

3. La réalisation effective du droit à l'auto-détermination des peuples habitant la Russie et, en premier lieu, la satisfaction des exigences de la Finlande et de l'Ukraine.

4. La dissolution du Conseil d'Etat et de la Douma d'Etat. La convocation immédiate de l'Assemblée constituante.

5. L'abolition de tous les privilèges de caste (noblesse et autres), l'égalité complète de tous les citoyens.

Procès-verbal N° 12

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU
31 AOUT (13 SEPTEMBRE) 1917 LE SOIR**

Présents : Mouranov, Dzerjinski, Boubnov, Rykov, Zinoviev, Milioutine, Sverdlov, Oppokov (Lomov), Ouritski, Stassova.

Ordre du jour :

- 1) Préparation de la réunion plénière.
- 2) Rapport du Bureau d'organisation.
- 3) Conférence de Zimmerwald.
- 4) Commission pour l'Assemblée constituante.
- 5) Commission municipale.
- 6) Les Lithuaniens.
- 7) La politique.
- 8) Les Moscovites.

I. Sur la première question, l'ordre du jour suivant a été adopté ⁶⁰ :

1) Examen de la situation actuelle (rapporteurs Kamenev et Staline).

2) Campagne municipale (rapporteur Ioffé).

3) Assemblée constituante (rapporteur Milioutine).

4) Rapports : a) du Bureau d'organisation (Sverdlov) ; b) du Groupe littéraire (Sokolnikov).

5) Répartition des forces (Ouritski).

6) Questions organisationnelles, les régions, etc. (Oppokov).

II. Le Bureau d'organisation a fait connaître un rapport d'où il est apparu clairement que la caisse du Comité central est en très mauvais état (avoir, à peu près 30.000), que les différentes en-

treprises font mal leur comptabilité et qu'à cause de cela, il est très difficile de déterminer la situation matérielle du Comité central. L'organisation militaire représente, à l'heure actuelle, non pas une organisation politique autonome, mais une commission militaire près le Comité central. En outre, le travail de l'Organisation militaire nécessite de plus en plus l'établissement d'une liaison étroite avec le travail concernant toutes les activités du parti. Tout le travail au sein de l'Organisation militaire est exécuté sous la direction du Comité central; au *Soldat* est attaché le camarade Boubnov, et tout le travail en général est dirigé par les camarades Dzerjinski et Sverdlov. Le *Rabotchi* paraît à 50.000 exemplaires, tandis que le *Soldat* paraît à 15-18.000 exemplaires.

Le Comité central avait décidé d'organiser un groupe pour l'unification du travail des syndicats et, quelques pas ont déjà été faits dans ce sens; le groupe en question a été constitué mais il n'a pas encore été décidé de sa constitution définitive. Un groupe municipal va se constituer ⁶¹, et l'on entreprend la constitution d'un groupe de sécurité sociale. Au congrès de la sécurité sociale, le camarade Smilga a fait un rapport, de la part du Comité central, tandis qu'à la conférence des comités de fabrique et d'usine tout le travail s'était effectué sous la direction du Comité central, en la personne du camarade Milioutine. Des efforts ont été faits pour élargir et renforcer les rapports avec la Russie, mais le mauvais fonctionnement de la poste en freine l'efficacité.

Au sujet de ce rapport, des débats ont eu lieu qui ont stipulé la nécessité d'étendre le champ de travail du Comité central à toute la Russie étant donné que, jusqu'à maintenant, à cause des conditions purement techniques, le travail du Comité central s'est surtout concentré sur Pétersbourg. Pour réaliser ce projet, il faut créer un groupe d'agents itinérants, cela est particulièrement nécessaire pour l'organisation des régions Nord-Ouest et Sud, ainsi que de la région de la Volga où l'unité est faible ⁶².

Il a été décidé de charger le Bureau d'organisation de constituer un collège d'agents itinérants et de faire un rapport des résultats de ce travail au Comité central.

Procès-verbal N° 13

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 3 (16) SEPTEMBRE 1917**

Présents : Mouranov, Kamenev, Sverdlov, Ioffé, Ouritski, Boubnov, Milioutine et Stassova.

Ordre du jour :

- 1) La Conférence démocratique *.
- 2) La Douma municipale.
- 3) Sur les matériaux venant de l'usine de Schlüsselbourg.

A propos de la conférence démocratique qui sera convoquée pour le 12 septembre⁶³, il a été décidé d'envoyer aux plus grandes organisations le télégramme suivant :

« Jugeant important qu'à la conférence convoquée par le Comité exécutif central pour le 12 septembre, l'état d'esprit des ouvriers, des soldats et des paysans se reflète de la manière la plus complète possible, nous proposons aux organisations de notre parti d'assurer à notre parti la représentation la plus ample possible⁶⁴. »

En outre, il a été décidé d'envoyer à toutes les organisations une lettre-circulaire qui explique plus en détail notre attitude envers la conférence **.

A propos de la Douma municipale, la question des candidats aux adjoints au maire et aux membres du conseil municipal a été

* Dans le texte du procès-verbal, il est écrit par erreur : *de Moscou*.
** Voir annexe 1, p. 88.

débatte⁶⁵. De notre côté, nous avons désigné Lounatcharski et Ioffé, et il a été décidé de soutenir la candidature de Nikitski.

Il a été décidé en outre que les places du Présidium (5 places, compte tenu du maire) seront réparties proportionnellement entre les fractions socialistes et que l'on confiera toute l'affaire à la fraction. Il a été décidé de proposer à la fraction en tant que membres du conseil municipal : 1) Ioffé, 2) Teodorovitch, 3) Schlichter, 4) Axelrod, 5) Piliavski, 6) Manouïlski, 7) Tovbina, 8) Kobozev et 9) Khanine.

En ce qui concerne l'usine de Schlüsselbourg, il a été décidé de tout passer à la commission militaire⁶⁶.

Pour clore la réunion, on a lu la lettre de Lénine *.

Annexe 1

LETTRE DU COMITÉ CENTRAL SUR LA CONFÉRENCE DÉMOCRATIQUE, 4 (17) SEPTEMBRE 1917

Chers camarades !

Vous avez déjà reçu notre télégramme concernant la conférence convoquée pour le 12 septembre par le Comité exécutif central des Soviets.

Le Comité central de notre parti a pris la décision de déployer tous ses efforts pour créer le groupe le plus important et le plus uni possible des participants à cette conférence, membres de notre parti.

Conformément à cette décision, nous vous proposons, camarades, de prendre exactement connaissance de la répartition des participants à la conférence et de faire passer nos camarades partout où cela serait possible. Nous vous demandons de nous envoyer directement tous ceux qui seront passés grâce à vous pour que nous puissions leur donner des informations plus exactes et plus détaillées sur nos tâches à la conférence.

Une telle visite chez nous permettra de mieux exécuter notre décision sur l'organisation d'une fraction unie à la conférence.

Etant donné l'importance extraordinaire de la conférence, nous

* Voir annexe 2, p. 89.

prions nos camarades de faire montre de la plus grande énergie en luttant pour leurs candidats.

Nous proposons parallèlement d'organiser des meetings, des réunions, et d'y prendre, ainsi que dans les quartiers ouvriers et dans les casernes, une résolution sur l'attitude à prendre à l'égard de la conférence et des tâches qui lui incombent, s'inspirant de la résolution intitulée « Sur le pouvoir » lue par notre fraction à la réunion du Comité exécutif central des Soviets le 31 août (publiée dans *Rabotchi* N° 10, du 1^{er} septembre).

L'adresse pour se présenter : Institut Smolny, 1^{er} étage, bureau 18, fraction bolchévique.

Tous les renseignements sont disponibles chez le camarade de la fraction qui assure la permanence.

La secrétaire du Comité central,
Elena Stassova.

P.S. Le bureau régional de Moscou est chargé en particulier de diffuser toutes les informations venant de la région et concernant la conférence, étant donné que nous avons omis cela à l'exclusion des plus grandes villes (Kazan, Kostroma, Kanavino). Le télégramme arrivera probablement après cette lettre.

Salutations.

Elena Stassova.

Arch. de l'I.M.L., f. 60, op. 2,
un. arch. 14, f. 16.

Annexe 2

AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Il se peut que ces lignes arrivent trop tard, car les événements se développent avec une rapidité parfois vraiment vertigineuse. Je les écris le mercredi 30 août. Ceux à qui je les adresse ne les liront pas avant le vendredi 2 septembre. A tout hasard, je crois pourtant devoir écrire ce qui suit.

La rébellion de Kornilov est tout à fait inattendue (inattendue à un tel moment et sous une telle forme) et marque, on peut le dire, un tournant vertigineux dans le cours des événements.

Comme chaque tournant brusque, celui-ci exige une révision et une modification de la tactique. Et, comme dans toute révision,

il faut être archiprudent pour ne pas faire preuve d'absence de principes.

Aller jusqu'à admettre le point de vue de la défense nationale (comme Volodarski), ou jusqu'à *faire bloc* avec les socialistes révolutionnaires, jusqu'à *soutenir* le Gouvernement provisoire (comme d'autres bolchéviks), c'est, j'en ai la conviction, faire preuve d'absence de principes. C'est archi-faux, c'est faire litière des principes. Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale *qu'après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* avoir offert la paix, *après* avoir dénoncé les traités secrets et rompu toute attache avec les banques. *Après seulement*. Ni la prise de Riga, ni la prise de Pétrograd ne feront de nous des partisans de la défense nationale. (Je vous prie instamment de faire lire ceci à Volodarski.) Jusque-là, nous sommes pour la révolution prolétarienne, nous sommes contre la guerre, *nous ne sommes pas* pour la défense nationale.

Même à présent, nous ne devons pas soutenir le gouvernement Kérensky. Ce serait ne pas avoir de principes. Comment, nous demandera-t-on, il ne faut donc pas combattre Kornilov ? Bien sûr que si ! Mais ce n'est pas une seule et même chose ; il y a une limite entre les deux ; et cette limite, certains bolchéviks la franchissent en cédant à l'« esprit de conciliation », et en se laissant *entraîner* par le flot des événements.

Nous faisons et nous continuerons de faire la guerre à Kornilov, *comme les troupes* de Kérensky ; mais nous ne soutenons pas Kérensky, nous dévoilons au contraire sa faiblesse. Il y a là une différence ; une différence assez subtile, mais tout à fait essentielle, et qu'on ne doit pas oublier.

En quoi consiste donc la modification de notre tactique après la révolte de Kornilov ?

En ce que nous modifions la *forme* de notre lutte contre Kérensky. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre lui, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut *tenir compte* du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattons maintenant d'une *autre façon* et plus précisément en soulignant au yeux du peuple (qui combat Kornilov) la *faiblesse* et les *hésitations* de Kérensky. Nous le faisons *déjà* auparavant. Mais c'est maintenant devenu le *principal* : voilà en quoi consiste le changement.

Il consiste aussi à mettre maintenant au *premier plan* le renforcement de l'agitation pour ce qu'on pourrait appeler les « revendications partielles » en disant à Kérensky : arrête Milioukov, arme les ouvriers de Pétrograd, rappelle les troupes de Cronstadt, de Vyborg et de Helsingfors à Pétrograd, dissous la Douma d'Etat, arrête Rodzianko, légalise la transmission des domaines

des grands propriétaires fonciers aux paysans, établis le contrôle ouvrier sur le blé et les usines, etc., etc. Et ce n'est pas seulement à Kérénsky que nous devons présenter ces revendications, ce n'est pas tant à Kérénsky qu'aux ouvriers, aux soldats et aux paysans *entraînés* dans la lutte contre Kornilov. Il faut les *entraîner* plus loin, les encourager à rosser les généraux et les officiers qui se sont prononcés pour Kornilov, insister pour qu'ils réclament immédiatement la transmission de la terre aux paysans, leur suggérer la nécessité d'arrêter Rodzianko et Milioukov, de dissoudre la Douma d'Etat, de supprimer la *Retch* et les autres journaux bourgeois et de les déférer aux tribunaux. Il importe surtout de pousser dans cette voie les socialistes-révolutionnaires « de gauche ».

On aurait tort de croire que nous nous sommes *éloignés* de notre objectif : la conquête du pouvoir par le prolétariat. Non. Nous nous en sommes considérablement rapprochés, *pas en ligne droite*, mais de biais. Et il faut, *sans perdre un instant*, faire contre Kérénsky plutôt de l'agitation *indirecte* que de l'agitation directe et cela, en exigeant une lutte active, active au maximum, et vraiment révolutionnaire, contre Kornilov. Seul le développement de cette lutte peut nous mener au pouvoir ; en faisant de l'agitation il ne faut guère en *parler* (tout en sachant fermement que les événements peuvent, dès demain, nous porter au pouvoir et que nous ne le lâcherons plus quand nous l'aurons pris). A mon avis, il faudrait, dans une lettre aux agitateurs (et non dans la presse), le dire aux commissions d'agitation et de propagande et, en général, aux membres du Parti. Quant aux phrases sur la défense du pays, sur le front unique de la démocratie révolutionnaire, sur le soutien du Gouvernement provisoire, etc., etc., il faut les combattre impitoyablement, en montrant précisément qu'elles ne sont que des *phrases*. L'heure est à l'*action* : ces *phrases*, MM. les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, vous les avez galvaudées depuis longtemps. L'heure est à l'*action*. Il faut faire la guerre à Kornilov avec des méthodes révolutionnaires, en entraînant les masses, en les exaltant, en les enflammant (or, Kérénsky a peur des masses, a peur du peuple). A cette heure dans la guerre contre les Allemands, il faut *agir* : leur PROPOSER la *paix immédiatement et sans réserve des conditions précises*. On peut ainsi ou obtenir une paix prompte, ou transformer la guerre en guerre révolutionnaire. Autrement, menchéviks et socialistes-révolutionnaires resteront à la dévotion de l'impérialisme.

P.-S. Ayant lu, *après* avoir écrit ces lignes, six numéros du *Rabotchi*, je dois dire que nous sommes parfaitement d'accord. J'applaudis, de tout cœur, aux excellents éditoriaux, aux revues

de la presse et aux articles signés V. M-ne et Vol-ski *. Sur le discours de Volodarski, j'ai lu la lettre de ce dernier à la rédaction; cette lettre « annule » elle aussi, mes reproches. Salut, encore une fois, et meilleurs vœux !

Lénine.

Écrit le 30 août (12 septembre) 1917.
Lénine, *Œuvres*, tome 25, pp. 311-316.

* Il s'agit de Milioutine et Volodarski (N. du Tr.).

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 6 (19) SEPTEMBRE 1917**

Présents : (La liste des participants manque dans l'original.)

Le groupe littéraire.

Le comité de rédaction de l'Organe central :

1) Staline, 2) Sokolnikov, 3) Trotsky, 4) Kamenev et 5) le représentant du Comité de Pétersbourg.

Il a été décidé :

De fermer le *Vpériod*.

Prosvechtchenié. Un comité de rédaction de six personnes a été approuvé : Milioutine, Lounatcharski, Ouritski, Trotsky, Kamenev et Vetrov (Savelev)⁶⁷.

Soldat — Le camarade Boubnov reste.

Priboi sera rédigé par le comité de rédaction du *Prosvechtchenié*. Si deux membres du comité de rédaction l'ont lu et qu'il n'y a pas eu de désaccord entre eux, le numéro peut être considéré comme approuvé.

Le camarade Sokolnikov propose de régulariser les questions économiques de l'imprimerie et de charger quelqu'un d'être gérant-responsable.

Les camarades Dzerjinski et Kamenev sont chargés de prendre contact avec Bontch et Kedrov.

Sur la conférence (démocratique).

Il a été décidé de désigner comme candidats au soviet de Pétrograd⁶⁸ Lénine et Zinoviev, si le Soviet se tient en premier lieu ou, si le Comité exécutif central a lieu avant, là-bas, et ensuite au Soviet de Pétrograd — Boubnov, Sokolnikov et Sadovski.

Quant au Comité exécutif central (Lénine et Zinoviev), Kamenev, Trotsky, Lounatcharski, Staline, Dzerjinski, Milioutine (?) *, Sverdlov, Kollontaï, Krylenko, Krassikov, Lachevitch, Pozern, Volodarski, Teodorovitch, Noguine, Iourénev, Grinberg, Kouraev, Karakhan, Zof, Zaioutski.

Au sujet de Zinoviev et de Lénine :

a) Poser au Comité exécutif central la question de l'immunité des délégués de la conférence.

b) Entrer en contact avec Lénine et Zinoviev et, au cas où ils seraient d'accord, poser (au) Comité exécutif central la question de leur libération sous caution.

c) Ne soulever la question que pour les deux à la fois, la séparation est inadmissible.

Au sujet de la séance plénière du Comité central.

Il a été décidé de la convoquer pour le 12⁶⁹.

Au sujet de la situation actuelle.

Le comité de rédaction de l'Organe central a été chargé d'élaborer : 1) une résolution sur la situation actuelle et 2) une déclaration à faire accepter dans les meetings⁷⁰.

Au sujet du camarade Ioffé.

Au sujet de la délégation au Comité exécutif central. Charger le camarade Kamenev de son exécution.

Au sujet de l'organisation des délégations des fabriques et des troupes pour une conférence.

Il a été lu la lettre du Bureau de la région de Moscou sur ce sujet.

Il a été décidé d'organiser la même propagande à Pétrograd et aux endroits les plus importants de Russie⁷¹.

Sur l'édition d'un journal par la conférence inter-arrondissements⁷².

Il a été proposé d'attendre pour cette édition tant que la question sur le Soviet de Pétrograd ne sera pas définitivement résolue, et, en attendant, de ne pas cesser les travaux préparatifs techniques de l'édition. Le camarade Ioffé a été chargé d'entrer à la conférence inter-arrondissements.

Au sujet du présidium des Soviets des délégués ouvriers et soldats⁷⁸.

Il a été décidé : le Comité central décrète que le présidium doit être formé en coalition, en respectant les proportions, et

* Sic dans le procès-verbal.

qu'ainsi le nouveau présidium, outre les sept candidats menchéviques et S.R. doit comprendre encore sept représentants des bolchéviks.

Ce décret doit être transmis au bureau de la presse.

Au sujet de la *Novaïa Jizn*.

La dernière décision est confirmée, mais auparavant il faut tenter de parvenir à un accord avec le comité de rédaction de la *Novaïa Jizn* par l'intermédiaire des membres de notre parti qui y collaborent, afin que le journal, lors des élections à l'Assemblée Constituante, soutienne notre liste exclusivement et qu'il n'en propose pas d'autre.

Les camarades Ouritski et Milioutine sont chargés de réunir les collaborateurs de la *Novaïa Jizn* et d'en discuter avec eux.

Au sujet de Larine.

Après avoir écouté la communication du camarade Trotsky concernant l'adhésion du camarade Larine à notre parti, le Comité central a décidé de l'affecter : 1) au groupe municipal près le Comité central, 2) de l'inviter au comité de rédaction du journal municipal qui est en train de s'organiser.

Au sujet de la situation dans la Douma municipale ⁷⁴.

Proposer à la fraction, après avoir présenté la liste des huit membres de l'administration municipale, de se retirer tous du conseil municipal, y compris les élus et le camarade Lounatcharski, au cas où les voix S.R. récuseraient ne fût-ce qu'un seul des huit candidats.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 13 (26) SEPTEMBRE 1917**

Présents : Trotsky, Kamenev, Staline, Sverdlov, Boubnov, Opopkov (Lomov), Kollontai, Ouritski, Ioffé, Chaoumian, Sokolnikov, Milioutine, Krestinski.

Ordre du jour :

Rapport de la commission en vue des élections à l'Assemblée constituante.

La liste des membres n'a pas été approuvée, la décision a été ajournée à une réunion plus complète du Comité central. La commission a été chargée de présenter un rapport avec des indications précises sur le nombre des délégués à l'Assemblée constituante et des endroits qui les envoient, ainsi que sur les chances que notre parti peut avoir dans les différents districts.

Il a été décidé d'organiser, après la conférence démocratique, une conférence du parti avec la participation des représentants locaux et des membres du Comité central⁷⁵.

Pour l'élaboration de la déclaration et de la résolution destinées à la conférence démocratique, une commission de cinq membres a été élue comprenant Trotsky, Kamenev, Staline, Milioutine et Rykov.

Annexe**DÉCLARATION DE LA FRACTION BOL-
CHÉVIQUE LUE A LA CONFÉRENCE
DÉMOCRATIQUE PAN-RUSSE DU 18 SEP-
TEMBRE (1^{er} OCTOBRE) 1917**

La révolution a atteint son point le plus critique. Désormais, ce sera ou bien un nouvel essor ou bien la chute mortelle. Le peuple est épuisé par la guerre, mais il est peut-être encore plus éreinté par l'indécision, torturé par les oscillations de la politique des partis dirigeants. Un peu plus de six mois après le renversement du tsarisme, après une foule de tentatives pour bâtir le pouvoir révolutionnaire sur une coalition des représentants de la démocratie et de ceux de la bourgeoisie, après maints agissements piteux d'un régime personnel qui nous a menés directement au putsch de Kornilov, la question du pouvoir se pose de nouveau de façon aiguë devant les forces motrices de la révolution.

Chaque nouvelle combinaison gouvernementale a commencé par la proclamation du programme des mesures étatiques et, quelques semaines plus tard, elle a laissé apparaître son inaptitude totale à ne faire ne serait-ce qu'un seul pas sérieux en avant. Les transactions interminables avec la grande bourgeoisie, après que le caractère funeste d'une telle coalition se fût révélé dans toute sa clarté, sèment une grande perplexité, l'inquiétude et le trouble dans la conscience des travailleurs et de toutes les classes exploitées du pays. Non seulement l'ouvrier des grandes villes, non seulement le soldat qui, depuis trois ans, souffre dans les tranchées, mais aussi le paysan du village le plus éloigné et le plus attardé ne peuvent pas ne pas comprendre qu'il est impossible de résoudre la question agraire par des transactions avec des Lvov et des Rodzianko. On ne peut pas confier la démocratisation de l'armée à des généraux — propriétaires terriens de l'ancien régime : à des Kornilov et des Alexéev ; on ne peut établir le contrôle sur l'industrie au moyen de ministres qui sont des industriels, obtenir des réformes financières au moyen de banquiers et de maraudeurs militaires ou de leurs représentants directs : des Konovalov, des Paltchinski, des Tretiakov ou des Bourychkine. Enfin, on ne peut réaliser une seule mesure sérieuse visant à

normaliser l'approvisionnement et les transports, une seule réforme dans le domaine juridique, scolaire, etc. en gardant, à une époque de profonds bouleversements, dans les localités et dans le centre, le vieil appareil de fonctionnaires et un pouvoir à l'esprit anti-populaire et d'un bureaucratisme borné.

Malgré tous les efforts du pouvoir pour écarter et pour affaiblir les Soviets, malgré la politique de suicide des dirigeants soviétiques officiels partisans de la « défense », les Soviets ont démontré combien sont invincibles la puissance et l'initiative révolutionnaires des masses populaires qui s'exprimaient à travers ces mêmes Soviets lors de la répression de l'émeute de Kornilov, lorsque le Gouvernement provisoire s'est couvert à jamais de honte devant le tribunal du peuple et de l'histoire, tant par sa complicité directe avec le mouvement de Kornilov, que parce qu'il était disposé à livrer à Kornilov les conquêtes de la révolution. Après cette nouvelle épreuve que plus rien n'effacera de la conscience des ouvriers, des soldats et des paysans, l'appel lancé tout au début de la révolution par notre parti, l'appel : « Tout le pouvoir aux Soviets — dans le centre et dans les localités », est devenu l'expression du pays révolutionnaire tout entier.

Seul un pouvoir qui s'appuie directement sur le prolétariat et sur les paysans pauvres, un pouvoir qui contrôle toutes les richesses matérielles du pays ainsi que ses possibilités économiques, qui ne s'arrête pas, dans ses mesures, au seuil des intérêts cupides de groupes possédants, un pouvoir qui mobilise toutes les forces scientifiques et techniques dans des buts sociaux et économiques, seul un tel pouvoir est capable en ce moment d'introduire le maximum de planification possible dans l'économie qui se désagrège, d'aider la paysannerie et les ouvriers agricoles à utiliser avec un maximum de succès les moyens disponibles pour la production agricole, de limiter le profit, d'établir un salaire, et de garantir, conformément à la production réglementée, une vraie discipline du travail basée sur l'autogestion des travailleurs et sur leur contrôle centralisé sur l'industrie, et d'assurer avec le moins de chocs possible, la démobilisation de toute l'économie.

Etant donné que le parti contre-révolutionnaire des cadets qui redoute, par-dessus tout, de voir passer le pouvoir aux mains des Soviets, menace sans arrêt les éléments politiquement moins développés de la démocratie du spectre d'un soulèvement armé de la part des bolchéviks, nous estimons nécessaire de déclarer ici de nouveau, devant le pays entier, que, luttant pour le pouvoir au nom de la réalisation de son programme, notre parti n'a jamais voulu et ne voudra jamais s'emparer du pouvoir *contre* la volonté organisée de la majorité des masses travailleuses du pays.

La passation de la totalité du pouvoir aux Soviets, n'abolirait ni la lutte des classes, ni la lutte du parti dans le camp de la démocratie. Mais, pourvu que soient assurées la *liberté totale et illimitée de la propagande* et la rénovation incessante des Soviets par en bas, la lutte pour l'influence et le pouvoir se déploierait dans le cadre des organisations soviétiques. Par contre, la prolongation de la politique actuelle de violence et de répression envers la classe ouvrière, les éléments révolutionnaires de l'armée et de la paysannerie, politique destinée à freiner le développement ultérieur de la révolution, doit nous amener fatalement, tout à fait indépendamment de la volonté des organisations révolutionnaires, à un conflit gigantesque, à un conflit tel que l'histoire n'en a enregistré que très peu de semblables.

Dans ces conditions, le pouvoir de coalition est fatalement un pouvoir de violence et de répression que les couches dirigeantes exercent sur les couches exploitées. Seuls ceux qui veulent provoquer une guerre civile à tout prix pour en laisser retomber ensuite la responsabilité sur les masses ouvrières et sur notre parti, seuls ceux-là peuvent, après l'expérience vécue, proposer aux démocrates de conclure une nouvelle alliance avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Le peuple aspire à la paix. Le pouvoir de coalition signifie la prolongation de la guerre impérialiste. Les membres du Gouvernement provisoire se conformaient jusqu'à maintenant aux exigences des impérialistes de l'Entente, ennemis mortels de la démocratie révolutionnaire russe. L'offensive funeste du 18 juin, contre laquelle notre parti prévenait avec tant d'insistance, les systèmes korniloviens pour mater l'armée avec l'assistance directe des ministres conciliateurs; — tout cela a été suggéré, directement ou indirectement, par les impérialistes de l'Entente. Engagée dans cette voie, la révolution russe a déjà réussi à dilapider une énorme partie de son autorité morale, sans avoir accru, aussi peu que ce soit, sa puissance physique. Il devient de plus en plus évident que, ayant sapé la force intérieure de la révolution russe, les impérialistes de l'Entente n'hésiteront pas à conclure une paix aux dépens du peuple russe. En même temps, la molle prolongation de la guerre, sans la confiance du peuple dans ses buts et dans le Gouvernement provisoire qui la mène, sert d'atout majeur à la contre-révolution qui peut ainsi tenter de jouer sur la paix séparée avec l'impérialisme allemand rapace. La création du pouvoir soviétique signifie avant tout une proposition directe, ouverte et décisive, à l'adresse de tous les peuples, de conclure immédiatement une paix honnête, juste et démocratique. L'armée révolutionnaire ne pourrait reconnaître le caractère inévitable de la guerre qu'au cas où une telle paix se verrait refusée. Mais tout incite à croire que cette proposition du

pouvoir révolutionnaire rencontrerait un écho si fort parmi les masses ouvrières de tous les pays en guerre qui n'ont déjà que trop souffert, que la prolongation de la guerre deviendrait désormais impossible. Le pouvoir soviétique signifie la paix.

Assez d'hésitations ! Assez de la politique de veulerie et de lâcheté ! L'on ne peut impunément faire souffrir et tourmenter pendant six mois la paysannerie, en lui promettant la terre et la liberté, tout en lui refusant en pratique d'avoir immédiatement la propriété privée des terres sans compensation et tout en refusant aussi de les confier aussitôt à la gérance des comités paysans locaux en attendant l'Assemblée constituante.

Assez d'hésitations ! Assez de cette politique à double sens qu'ont menée jusqu'ici les dirigeants S.R. et menchéviks. Assez d'atermoiements ! Assez de mots ! L'heure de la décision est arrivée.

L'activité du pouvoir révolutionnaire doit reposer sur les mesures suivantes, proposées par de nombreuses organisations révolutionnaires importantes, avec à leur tête, les Soviets des ouvriers et des soldats de Pétrograd et de Moscou.

1) Abolition de la propriété privée sur les latifundia sans compensation et passation de ces terres en gestion des comités paysans en attendant la décision de l'Assemblée constituante, en fournissant à la couche la plus pauvre de la paysannerie des moyens de production nécessaires.

2) Introduction du contrôle ouvrier, à l'échelle nationale, sur la production et la répartition; centralisation des affaires bancaires, contrôle sur les banques et nationalisation des banques industrielles les plus importantes, notamment : l'industrie du pétrole, du charbon et de la métallurgie; service de travail obligatoire et général; mesures immédiates de démobilisation de l'industrie et organisation de l'approvisionnement des villages en produits industriels à des prix fixes. Imposition impitoyable des grands capitaux et des grandes propriétés et confiscation des bénéfices de guerre pour sauver le pays de la ruine économique.

3) Proclamation de l'invalidité des traités secrets et proposition immédiate à tous les peuples des Etats en guerre d'une paix générale et démocratique.

4) Garantie du droit à l'autodétermination des peuples habitant le territoire de la Russie. Abolition immédiate de toutes les mesures de répression contre la Finlande et l'Ukraine.

Les mesures immédiates suivantes doivent être décrétées :

1) Cessation de toute répression dirigée contre la classe ou-

rière et ses organisations. Abolition de la peine de mort sur le front et rétablissement d'une liberté totale de la propagande et de toutes les organisations démocratiques dans l'armée. Epuration de l'armée des cadres contre-révolutionnaires.

2) Eligibilité des commissaires et d'autres fonctionnaires par les organisations locales.

3) Armement général des ouvriers et organisation de la Garde Rouge.

4) Dissolution du Conseil d'Etat et de la Douma d'Etat. Convocation immédiate de l'Assemblée constituante.

5) Abolition de tous les privilèges de caste (nobiliaires, etc.), égalité absolue des citoyens.

6) Instauration de la journée de travail de 8 heures et introduction des assurances sociales pour tout le monde.

Comme mesure extrême, indispensable pour l'assainissement de l'atmosphère politique et pour nettoyer la plaie du service juridique, nous exigeons la création immédiate d'une commission d'enquête, jouissant de l'autorité nécessaire aux yeux des démocrates, qui devra procéder à une enquête minutieuse sur les événements des 3-5 juin et contrôler les activités de toutes les autorités juridiques, agents de l'ancien régime, qui tiennent en main, à l'heure actuelle, toute l'instruction contre le prolétariat.

Nous exigeons la libération immédiate de tous les révolutionnaires arrêtés et l'instauration rapide d'un tribunal public pour toutes les affaires en cours.

Nous estimons nécessaire de dire qu'en convoquant cette conférence, on s'est basé sur des critères de représentation absolument arbitraires qui, dans leur ensemble, réservent aux éléments les moins révolutionnaires et les plus opportunistes de la démocratie une place à laquelle ceux-ci n'ont absolument pas le droit de prétendre en raison de leur rôle politique. Les organisations de l'armée sont tout à fait insuffisamment représentées et, qui plus est, seulement par leurs dirigeants qui sont loin de la masse des soldats et qui n'ont pas été réélus depuis six mois. Les Douma et les Zemstvo qui n'ont subi qu'une réforme incomplète du fait même de leur fonction spécifique, ne reflètent que dans une mesure extrêmement imparfaite l'expérience révolutionnaire-politique et l'esprit de la démocratie; cela est encore plus vrai des coopératives, où le choix des responsables n'a qu'un lien extrêmement lointain avec les opinions politiques des masses démocratiques et avec l'évolution de leur état d'esprit. Par rapport aux douma, aux zemstvo et aux coopératives, la représentation des Soviets est extrêmement réduite. Cependant, ce sont justement ces organisations-là qui reflètent avec le plus de justesse la volonté politique des ouvriers, des soldats et des paysans. Ce sont

justement les Soviets qui ont dominé la situation et, dans beaucoup d'endroits, ont même pris le pouvoir lors des jours critiques du soulèvement kornilovien. C'est pourquoi nous estimons que, parmi les décisions et proposition de la présente conférence appelant à la liquidation totale du régime personnel de Kérensky, seules celles qui seraient reconnues par le Congrès national des députés ouvriers, paysans et soldats, pourraient se voir réalisées. La convocation d'un tel congrès, voilà la tâche la plus importante de l'heure présente.

Rabotchi pout N° 15,
3 octobre (20 septembre) 1917.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 15 (28) SEPTEMBRE 1917**

Présents : Trotsky, Kamenev, Rykov, Noguine, Staline, Sverdlov, Boubnov, Boukharine, Oppokov (Lomov), Kollontaï, Dzerjinski, Ouritski, Ioffé, Chaoumian, Sokolnikov, Milioutine.

Ordre du jour :

Les lettres de Lénine *.

Il a été décidé de fixer très prochainement une réunion du Comité central qui sera consacrée aux questions de tactique.

Le camarade Staline propose d'envoyer les lettres aux organisations les plus importantes en les invitant à en discuter. Il a été décidé d'ajourner cette question à la prochaine réunion du Comité central⁷⁶.

On vote pour savoir qui est pour ne conserver qu'un seul exemplaire des lettres. Pour — 6, contre — 4, abstentions — 6.

Le camarade Kamenev propose d'adopter la motion suivante :
Après avoir discuté les lettres de Lénine, le Comité central refuse les propositions pratiques qu'elles contiennent, appelle toutes les organisations à ne suivre que les directives du Comité central et affirme à nouveau que le Comité central trouve inadmissible dans les circonstances présentes toute manifestation de rue. En même temps, le Comité central prie le camarade Lénine d'élaborer dans une brochure indépendante la question posée dans ses lettres : estimation des circonstances présentes et la politique du parti.

La motion est refusée.

* Voir annexes, pp. 104 et 106.

En conclusion, on prend la décision suivante :

Les membres du Comité central travaillant au sein de l'organisation militaire et au comité de Pétrograd sont chargés de prendre des mesures contre d'éventuelles manifestations dans les casernes et les usines.

Annexe 1

LES BOLCHÉVIKS DOIVENT PRENDRE LE POUVOIR

Lettre au Comité central, aux comités de Pétrograd et de Moscou du P.O.S.D.R.

Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolchéviks peuvent et *doivent* prendre en mains le pouvoir.

Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir, pour conquérir le pouvoir et le conserver. Car, en proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kérenski, les bolchéviks formeront un gouvernement que *personne* ne renversera.

La majorité du peuple est *pour nous*. La preuve en a été faite au cours du chemin long et ardu qui va du 6 mai au 31 août et au 12 septembre : dans les Soviets des deux capitales, la majorité *résulte* de l'évolution du peuple *vers notre parti*. Les hésitations des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, le renforcement des internationalistes au sein de ces deux groupes le prouvent aussi.

La Conférence démocratique *ne* représente *pas* la majorité du peuple révolutionnaire, mais *seulement les dirigeants petits-bourgeois conciliateurs*. Il ne faut pas se laisser tromper par les chiffres des élections, il ne s'agit pas d'élections : comparez les élections aux Doumas municipales de Pétrograd et de Moscou et les élections aux Soviets. Comparez les élections à Moscou et la grève du 12 août à Moscou : vous y trouverez des données objectives sur la majorité des éléments révolutionnaires qui conduisent les masses.

La Conférence démocratique trompe la paysannerie, car elle ne lui donne ni la paix, ni la terre.

Seul un gouvernement bolchévique satisfera la paysannerie.

Pourquoi les bolchéviks doivent-ils prendre le pouvoir précisément *aujourd'hui* ?

Parce que la reddition imminente de Pétrograd nous donnera cent fois moins de chances.

Or, avec une armée commandée par Kérénski et Cie, nous ne sommes pas en état d'empêcher la reddition de Pétrograd.

On ne peut pas non plus « attendre » l'Assemblée constituante, car, par la reddition de Pétrograd, Kérénski et Cie *peuvent* toujours la *faire manquer*. Seul notre parti, après la prise du pouvoir, peut assurer la convocation de l'Assemblée constituante; après la prise du pouvoir, il accusera les autres partis d'avoir temporisé et prouvera le bien-fondé de cette accusation.

On doit et on peut empêcher une paix séparée entre impérialistes anglais et allemands, mais il faut faire vite.

Le peuple est las des hésitations des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Seule notre victoire dans les capitales entraînera les paysans à notre suite.

Il ne s'agit ni du « jour » ni du « moment » de l'insurrection, au sens étroit des mots. Ce qui en décidera, c'est seulement la voix unanime de ceux qui sont en contact avec les ouvriers et les soldats, avec les *masses*.

Ce dont il s'agit, c'est que notre parti a aujourd'hui en fait, à la Conférence démocratique, *son propre congrès*; ce congrès *doit* décider (qu'il le veuille ou non, il le doit) *du sort de la révolution*.

Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti la *tâche* qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour l'*insurrection armée* à Pétrograd et à Moscou (et dans la région), la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement. Réfléchir à *la façon* de faire de la propagande à cette fin, sans le manifester dans la presse.

Se rappeler les paroles de Marx sur l'insurrection, les méditer : « *l'insurrection est un art* », etc.

Attendre une majorité « formelle » serait naïf de la part des bolchéviks : *cela* aucune révolution ne l'attend. Kérénski et Cie n'attendent pas non plus; ils préparent la reddition de Pétrograd. Ce sont précisément les pitoyables hésitations de la « Conférence démocratique » qui doivent faire et feront perdre patience aux ouvriers de Pétrograd et de Moscou ! L'histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant.

Il n'existe pas d'appareil ? Si, il en existe un : les Soviets et

les organisations démocratiques. La situation internationale est *précisément* aujourd'hui, à la veille d'une paix séparée entre Anglais et Allemands, *en notre faveur*. Proposer aujourd'hui même la paix aux peuples, c'est *vaincre*.

En prenant le pouvoir *d'emblée* à Moscou et à Pétrograd (peu importe qui commencera; il est même possible que Moscou puisse commencer), nous vaincrons *sans nul doute, à coup sûr*

Lénine.

Écrit les 12-14 (25-27) septembre 1917.

Lénine, *Œuvres*, tome 26, p. 10.

Annexe 2

LE MARXISME ET L'INSURRECTION

Lettre au Comité central du P.O.S.D.R.

Parmi les déformations du marxisme, l'une des plus malveillantes et peut-être des plus répandues par les partis « socialistes » régnants est le mensonge opportuniste qui prétend que la préparation à l'insurrection et, d'une manière générale, la façon de considérer l'insurrection comme un art, c'est du « blanquisme ».

Le grand maître de l'opportunisme, Bernstein, s'est déjà acquis une triste célébrité en portant contre le marxisme l'accusation de blanquisme, et, en fait, les opportunistes d'aujourd'hui ne renouvellent ni n'« enrichissent » d'un iota les pauvres « idées » de Bernstein, quand ils crient au blanquisme.

Accuser les marxistes de blanquisme, parce qu'ils considèrent l'insurrection comme un art ! Peut-il y avoir plus criante déformation de la vérité alors que nul marxiste ne niera que c'est justement Marx qui s'est exprimé sur ce point de la façon la plus précise, la plus nette et la plus péremptoire, en déclarant précisément que l'insurrection est un *art*, en disant qu'il faut la traiter comme un art, qu'il faut *conquérir* les premiers succès et avancer de succès en succès, sans interrompre la *marche* contre l'ennemi, en profitant de son désarroi, etc., etc.

Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. Voilà un premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur *l'élan*

révolutionnaire du peuple. Voilà le second point. L'insurrection doit surgir à un *tournant* de l'histoire de la révolution ascendante où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus forte, où les *hésitations* sont les plus fortes dans les rangs de l'ennemi et *dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions*; voilà le troisième point. Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l'insurrection, le *marxisme* se distingue du *blanquisme*.

Mais, dès que ces conditions se trouvent remplies, refuser de considérer l'insurrection comme un *art*, c'est trahir le marxisme, c'est trahir la révolution.

Pour prouver qu'en ce moment précisément le parti doit de *toute nécessité* reconnaître que l'insurrection est mise à l'ordre du jour par le cours objectif des événements, qu'il doit traiter l'insurrection comme un art, pour prouver cela, le mieux sera peut-être d'employer la méthode de comparaison et de mettre en parallèle les journées des 3 et 4 juillet et les journées de septembre.

Les 3 et 4 juillet, on pouvait sans pécher contre la vérité poser ainsi le problème : il serait préférable de prendre le pouvoir sinon nos ennemis nous accuseront de toute façon de sédition et nous traiteront comme des factieux. Mais on ne pouvait en conclure à l'utilité de prendre alors le pouvoir, car les conditions objectives pour la victoire de l'insurrection n'étaient pas réalisées.

1) Nous n'avions pas encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution.

Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux Soviets. Elle a été créée *uniquement* par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des « répressions » contre les bolchéviks, et par l'expérience de la rébellion de Kornilov.

2) L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné la grande masse du peuple. Il l'a gagnée aujourd'hui, après la rébellion de Kornilov. C'est ce que prouvent les événements en province et la prise du pouvoir par les Soviets en maints endroits.

3) Il n'y avait pas alors d'*hésitations* d'une amplitude politique sérieuse parmi nos ennemis et parmi la petite bourgeoisie incertaine. Aujourd'hui, ces hésitations ont une grande ampleur : notre principal ennemi, l'impérialisme allié, l'impérialisme mondial — car les « Alliés » sont à la tête de l'impérialisme mondial — *a balancé* entre la guerre jusqu'à la victoire et la paix séparée contre la Russie. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont manifestement perdu la majorité dans le peuple, ont eu de profondes hésitations, quand ils ont refusé de faire bloc, c'est-à-dire de se coaliser avec les cadets.

4) C'est pourquoi, les 3 et 4 juillet, l'insurrection aurait été une faute : nous n'aurions pu conserver le pouvoir ni physiquement ni politiquement. Physiquement, bien que Pétrograd fût par instants entre nos mains, car nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de *se battre*, de *mourir* pour la possession de Pétrograd : il n'y avait pas alors cette « exaspération », cette haine implacable à la fois contre les Kérénsky et contre les Tsérétéli et les Ttchernov; nos gens n'avaient pas encore été trempés par l'expérience des persécutions contre les bolchéviks avec la participation des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Politiquement nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car, *avant l'aventure Kornilov*, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Pétrograd.

Aujourd'hui la situation est tout autre.

Nous avons avec nous la majorité de la *classe* qui est l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

Nous avons avec nous la *majorité* du peuple, car le départ de Tchernov, s'il est loin d'être le seul signe, est pourtant le signe le plus visible et le plus concret que la paysannerie *ne recevra pas la terre* du bloc socialiste-révolutionnaire (ni des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes). C'est là le point essentiel, celui qui donne à la révolution son caractère national.

Nous avons pour nous l'avantage d'une situation où le parti connaît sûrement son chemin, en face des hésitations inouïes de *tout l'impérialisme* et de tout le bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Nous avons pour nous une *victoire assurée*, car le peuple est désormais au bord du désespoir, et nous donnons à tout le peuple une perspective claire en lui montrant l'importance de notre direction « pendant les journées de Kornilov », puis en *proposant* un compromis aux « hommes du bloc » et en *recevant d'eux un refus* qui est loin d'avoir mis un terme aux hésitations de leur part.

La plus grave erreur serait de croire que notre offre de compromis n'a pas *encore* été repoussée, que la Conférence démocratique peut *encore* l'accepter. Le compromis a été proposé par *un parti à des partis* : il ne pouvait en être autrement. *Les partis* l'ont repoussé. La Conférence démocratique n'est qu'une *conférence*, rien de plus. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle ne représente pas la *majorité* du peuple révolutionnaire, la paysannerie appauvrie et exaspérée. C'est une conférence de la *minorité du peuple* — il ne faut pas oublier cette vérité évidente. La plus grande erreur de notre part, le pire crétinisme parlementaire, serait de traiter la Conférence démocratique comme un parle-

ment, car même si elle se proclamait parlement et parlement souverain de la révolution, elle *ne déciderait* malgré tout de rien : la décision *ne lui appartient pas*; elle dépend des quartiers ouvriers de Pétrograd et de Moscou.

Toutes les conditions objectives d'une insurrection couronnée de succès sont réunies. Nous avons l'avantage exceptionnel d'une situation où *seule* notre victoire dans l'insurrection mettra fin aux hésitations qui ont exaspéré le peuple et qui constituent un véritable supplice; où *seule* notre victoire dans l'insurrection *fera échouer* les manœuvres de paix séparée contre la révolution, les fera échouer par la proposition ouverte d'une paix plus complète, plus juste et plus proche, d'une paix *favorable* à la révolution.

Seul enfin notre parti, après avoir remporté la victoire dans l'insurrection, *peut* sauver Pétrograd, car, si notre offre de paix est repoussée et si nous n'obtenons pas même un armistice, alors c'est *nous* qui serons les partisans d'aller « jusqu'au bout », c'est nous qui serons *à la tête des partis de la guerre*, c'est nous qui serons le parti « *de la guerre* » *par excellence* et nous mènerons la guerre d'une façon vraiment révolutionnaire. Nous enlèverons aux capitalistes tout leur pain et toutes leurs bottes. Nous leur laisserons les croûtes, nous les chausserons de lapti. Nous donnerons au front tout le pain et toutes les chaussures.

Alors nous défendrons victorieusement Pétrograd.

Pour une guerre véritablement révolutionnaire, les ressources tant matérielles que morales sont encore immenses en Russie; il y a 99 chances sur 100 pour que les Allemands nous accordent au moins un armistice. Et obtenir un armistice aujourd'hui, c'est vaincre le *monde entier*.

Ayant pris conscience que l'insurrection des ouvriers de Pétrograd et de Moscou est absolument nécessaire pour sauver la révolution et pour sauver la Russie du partage « séparé » que veulent les impérialistes des deux coalitions, nous devons, tout d'abord, adapter aux conditions de l'insurrection ascendante notre tactique politique à la Conférence; nous devons ensuite prouver que ce n'est pas seulement en paroles que nous acceptons la pensée de Marx sur la nécessité de considérer l'insurrection comme un art.

Nous devons sans retard donner une cohésion nouvelle à la fraction des bolchéviks qui siègent à la Conférence sans nous laisser impressionner par le nombre, sans craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants : ils seront plus utiles à la cause de la révolution *là-bas* que dans le camp des combattants résolus et dévoués.

Nous devons rédiger une courte déclaration des bolchéviks soulignant de la façon la plus catégorique l'inopportunité des longs discours, l'inopportunité des « discours » en général, la nécessité d'une action immédiate pour le salut de la révolution, la nécessité absolue d'une rupture complète avec la bourgeoisie, de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel, d'une rupture complète avec les impérialistes anglo-français qui préparent un partage « séparé » de la Russie, la nécessité de faire passer immédiatement tout le pouvoir aux mains de la *démocratie révolutionnaire guidée par le prolétariat révolutionnaire*.

Notre déclaration doit formuler de la façon la plus brève et la plus nette cette conclusion en liaison avec notre projet de programme : la paix aux peuples, la terre aux paysans, la confiscation des profits scandaleux et la répression contre le sabotage éhonté de la production par les capitalistes.

Plus notre déclaration sera brève, plus elle sera tranchante, meilleure elle sera. Il faut seulement y souligner encore deux points très importants : le peuple est exaspéré par les hésitations, le peuple est déchiré par l'indécision des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ; nous rompons définitivement avec ces *partis*, car ils ont trahi la révolution.

Autre chose encore : en proposant tout de suite une paix sans annexions, en rompant tout de suite avec les impérialistes alliés et avec tous les impérialistes, nous obtiendrons immédiatement soit un armistice, soit le ralliement de tout le prolétariat révolutionnaire à la défense, et la poursuite par la démocratie révolutionnaire, sous la direction de ce dernier, d'une guerre véritablement juste, véritablement révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration, après avoir réclamé des *décisions* et non des paroles, des *actes* et non des résolutions écrites, nous devons *lancer* toute notre fraction *dans les usines et dans les casernes* : c'est là qu'est sa place, c'est là qu'est le nerf vital, c'est de là que viendra le salut de la révolution, c'est là qu'est le moteur de la Conférence démocratique.

C'est là que nous devons dans des discours ardents, passionnés, expliquer notre programme et poser ainsi la question : ou bien l'acceptation *complète* de ce programme par la Conférence, ou bien l'insurrection. Il n'y a pas de milieu. Impossible d'attendre. La révolution périt.

La question ainsi posée, toute notre fraction étant concentrée dans les usines et dans les casernes, *nous serons à même de juger du moment où il faut déclencher l'insurrection*.

Et pour considérer l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, nous devons en même temps, sans perdre une minute, organiser *l'état-major* des détachements insurrectionnels,

répartir nos forces, lancer les régiments sûrs aux points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra, occuper la forteresse Pierre-et-Paul, arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers et la division sauvage des détachements prêts à mourir plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans les centres vitaux de la ville; nous devons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une lutte ultime et acharnée, occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer *notre* état-major de l'insurrection au Central téléphonique, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les centres de la lutte armée, etc.

Tout cela n'est qu'approximatif, certes, et seulement destiné à *illustrer* le fait que, au moment que nous vivons, on ne peut rester fidèle au marxisme, rester fidèle à la révolution, *si on ne considère pas l'insurrection comme un art.*

Lénine.

Écrit les 13-14 (26-27) septembre 1917.

Lénine, *Œuvres*, tome 26, pp. 13-19.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU
20 SEPTEMBRE (3 OCTOBRE) 1917**

Présents : Trotsky, Ouritski, Boubnov, Boukharine, Dzerjinski, Sverdlov, Smilga, Kollontai, Ioffé, Sokolnikov, Rykov, Mouranov, Serguéiev (Artiom), Krestinski, Chaoumian.

Ordre du jour :

- 1) Le travail du camarade Larine.
- 2) Les Unionistes et Steklov.
- 3) Travail municipal.
- 4) L'étranger.
- 5) Conférence du parti.
- 6) Congrès extraordinaire du parti.

1. On a écouté la proposition émanant du camarade Larine qui prie de lui fournir la possibilité de faire un rapport au Comité central ou à une commission élue par ce dernier, sur le travail que le camarade Larine poursuit dans les services du ministère du travail.

Il a été décidé d'inviter le camarade Larine à l'une des réunions du Comité central pour entendre son rapport. Après quoi, il a été décidé de lui confier une fonction dans le travail municipal que le Comité central est en train d'organiser à l'échelle nationale.

2. Il a été communiqué que les Unionistes demandent que leur soit attribué un siège dans le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd pour leur représentant, Steklov. On refuse de présenter sur notre liste des candidats qui ne sont pas membres du parti ⁷⁷.

3. Le camarade Sverdlov a présenté une communication sur l'organisation d'un groupe municipal près le Comité Central, sur les pourparlers avec les membres du Conseil municipal près le Bureau régional de Moscou ⁷⁸, sur le journal municipal et sur le Congrès municipal. Une liste de dix personnes désignées au groupe municipal a été approuvée; il s'agit de : Ioffé, Kroupskaïa, Larine, Lounatcharski, Sverdlov, Smit, Manouïlski, Fradkine, Podbelski, Soloviov. On a décidé d'éditer un journal municipal ⁷⁹. Sur proposition du camarade Rykov, c'est le groupe municipal qui devra décider si le journal doit être hebdomadaire ou bi-mensuel.

La composition du comité de rédaction est approuvée : Ioffé, Ouritski, Larine, Lounatcharski, Manouïlski. On a décidé de faire coïncider le congrès avec celui des villes qui est prévu à Moscou, à condition de ne pas dépasser le 10 octobre, au cas où le congrès des villes serait ajourné au-delà. La préparation du congrès sera confiée au groupe municipal en collaboration avec les Moscovites ⁸⁰.

4. L'étranger. On a décidé d'entendre le rapport du camarade Alexandrov (Sémachko) qui a assisté à la Conférence de Zimmerwald ⁸¹. On a décidé de constituer un groupe chargé des rapports avec l'étranger; les camarades Kollontaï et Larine en feront partie. La constitution du groupe et l'organisation des rapports avec l'étranger incombent à la camarade Kollontaï. A la prochaine réunion du Comité central, elle doit présenter un rapport sur l'organisation du groupe. On a décidé de proposer au camarade Alexandrov de présenter également un rapport sur la Conférence de Zimmerwald à la conférence du parti.

5. On a décidé de convoquer une conférence du parti avec la participation des camarades venus à la Conférence démocratique, des membres du Comité central et du comité de Péetrograd. L'Ordre du jour de la conférence du parti : 1. La situation actuelle (relation du camarade Trotsky). 2. Campagne électorale pour l'Assemblée constituante (relation du camarade Sverdlov). 3. La Conférence de Zimmerwald (relation du camarade Alexandrov). 4. Congrès extraordinaire du parti (rapport du Bureau d'organisation du Comité central qui est chargé d'élaborer la question).

6. En ce qui concerne le congrès extraordinaire du parti, on a décidé de proposer à la conférence du parti de prendre la décision de le convoquer. L'objectif essentiel de la conférence * du parti doit être l'approbation du programme du parti ⁸². La propo-

* C'est vraisemblablement là une erreur dans le texte. Il faut lire : congrès.

sition de transformer la conférence en congrès extraordinaire est repoussée à l'unanimité moins une voix.

7. Le camarade Sokolnikov fait savoir, de la part du comité de rédaction de l'organe central, que quelques-uns des camarades sont mécontents du ton qu'emploie l'organe central, de certaines expressions dans les articles, etc. Décision : en remettant à plus tard une plus ample discussion sur les procédés de l'organe central, le Comité central réaffirme que la direction générale du journal coïncide pleinement avec la ligne du Comité central.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU
21 SEPTEMBRE (4 OCTOBRE) 1917**

Présents : Trotsky, Kamenev, Staline, Sverdlov, Rykov, Noguine, Milioutine, Smilga, Ouritski, Serguéiev (Artiom), Mouranov, Krestinski, Ioffé, Dzerjinski, Boukharine, Sokolnikov, Chaoumian.

Ordre du jour :

- 1) La Conférence démocratique et le pré-parlement.
- 2) Au sujet du camarade Zinoviev.

1. En ce qui concerne la Conférence démocratique, il a été décidé de ne pas la quitter mais de se contenter de rappeler les membres de notre parti faisant partie du praesidium. En ce qui concerne le pré-parlement, il a été décidé par 9 voix contre 8 de ne pas y participer. Cependant, étant donné que les voix se sont partagées à égalité, la décision finale incombe à la conférence du parti qui doit être immédiatement organisée avec la fraction bolchévique de la Conférence démocratique. On prévoit deux rapports : celui du camarade Trotsky et celui du camarade Rykov.

Par 77 voix contre 50 la conférence a décidé de participer au pré-parlement. Cette décision a été ratifiée par le Comité central⁸³.

2. Au sujet du camarade Zinoviev, il a été réaffirmé que son cas ne pourrait être en aucun cas séparé de celui du camarade Lénine; on a réaffirmé également la décision d'organiser la réunion plénière avec sa participation.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU
23 SEPTEMBRE (6 OCTOBRE) 1917**

Présents : Trotsky, Kamenev, Zinoviev, Noguine, Serguéiev (Artiom), Boukharine, Boubnov, Krestinski, Sokolnikov, Sverdlov, Milioutine, Dzerjinski, Ioffé, Chaoumian, Ouritski; avec voix consultative, des représentants régionaux : Sosnovski (Oural), Piatakov (Kiev), Smirnov (Moscou).

Ordre du jour :

- 1) La conférence du Parti.
- 2) La conférence démocratique.
- 3) Le Pré-parlement.
- 4) Liste des candidats du Comité central à l'Assemblée constituante.

1. Il est apparu qu'il fallait modifier l'ordre du jour établi précédemment : annuler 1) la situation actuelle, 2) la Conférence de Zimmerwald. La première suppression se justifie du fait que la question a été déjà débattue à la réunion de la fraction bolchévique qui s'est tenue pendant la Conférence démocratique⁸⁴. La deuxième suppression est due au départ du camarade Alexandrov (Semachko).

2. Après une analyse critique de l'attitude prise à la Conférence démocratique, on adopte la résolution proposée par le camarade Trotsky.

L'adhésion de la Conférence démocratique — qui ne s'était pas opposée à une alliance avec les impérialistes et qui n'a pas condamné la politique de guerre agressive — aux principes de

la paix démocratique n'est rien d'autre qu'une manifestation hypocrite dans l'esprit de ces déclarations si rebattues des parlements français, anglais et américain. La fraction social-démocrate aurait dû procéder à un amendement qui rende cette déclaration plus concrète⁸⁵, à un amendement qui oblige à certaines actions et, en cas de refus de cet amendement, elle aurait dû stigmatiser la déclaration comme une hypocrisie des groupes politiques qui cherchent à s'attirer les bonnes grâces de l'impérialisme et qui dissimulent aux masses leur servilité par une déclamation mensongère * empruntée au dictionnaire socialiste. L'adhésion de notre fraction à cette déclaration et la manifestation ainsi faite de l'unité de la soi-disant démocratie dans les questions de politique internationale, est la copie de la politique de l'*Union sacrée* ** qui est à même de compromettre notre parti aussi aux yeux du prolétariat révolutionnaire d'Occident.

La résolution est adoptée par douze voix contre deux et une abstention. En ce qui concerne la commission élue à la Conférence démocratique pour élaborer le texte d'un appel à tous les peuples, on a décidé d'entrer dans la commission et, une fois là, d'opposer *** notre projet à l'appel des « défenseurs ». La décision est adoptée par 8 voix. Trotsky et Sokolnikov sont désignés pour faire partie de la commission.

La résolution suivante a été adoptée : Informé que le camarade Riazanov, lors de la lecture de notre déclaration⁸⁶, s'est adressé à Tsereteli en l'appelant « camarade », le Comité central propose aux camarades de ne pas appeler « camarades », lors des manifestations publiques, ceux dont la désignation par ce terme pourrait offenser le sentiment révolutionnaire des ouvriers (pour — 8, contre — 2, abstentions — 5).

3. Après un échange de vues sur le travail à accomplir dans le pré-parlement, plusieurs propositions concernant la première réunion sont émises :

1) Si le président est Tchkhéidzé⁸⁷, alors il faudrait voter contre, en s'appuyant sur une déclaration de vote. La déclaration sera faite par Chaoumian.

2) On a décidé d'entrer dans le présidium, en exigeant une représentation proportionnelle. Au présidium — Rykov, Trotsky, Kamenev.

3) En réponse au rapport de la commission élue par la Conférence démocratique pour mener des pourparlers avec les ministres, si l'accord a déjà été fait se manifester par une critique

* Dans la copie du procès-verbal, Un. arch. 27, p. 8 : *par une déclaration*.

** En français dans le texte.

*** Dans le texte du procès-verbal : *et une fois là, de proposer notre propre projet de l'appel des défenseurs*.

et proposer notre propre déclaration * ⁸⁶. L'intervention sera faite par Trotsky.

On a débattu de l'attitude à prendre envers un ministère homogène. Aucune décision n'a été prise.

4) On a décidé de proposer aux S.R. de gauche d'intervenir en faveur de l'immunité des membres du pré-parlement.

5) On a décidé d'élaborer afin de la présenter à la Conférence du parti, une résolution sur le pré-parlement. La tâche est confiée à Sokolnikov, Boubnov, Ioffé et Trotsky.

4. La liste des candidats du Comité central à l'Assemblée constituante est approuvée ⁸⁹.

5. On a décidé d'attacher Rykov au Soviet de Pétrograd.

Annexe

DÉCLARATION DE LA FRACTION BOLCHÉVIQUE PRÉSENTÉE A LA RÉUNION DU PRÉ-PARLEMENT DU 23 SEPTEMBRE (6 OCTOBRE) 1917

Nous, fraction du P.O.S.D.R. (bolchévique), nous constatons que les représentants officiels de la Conférence démocratique, en contradiction complète avec leurs propres déclarations au cours de la conférence et avec les décisions de celle-ci, proposent aux forces démocratiques : 1. de renoncer pratiquement aux droits révolutionnaires au pouvoir; 2. la reconnaissance de principe de l'irresponsabilité de Kérénsky et 3. la coalition avec des éléments cadets et de la grande bourgeoisie. Nous déclarons que l'acceptation de ces conditions signifie fouler ouvertement au pied la volonté de ces mêmes masses populaires sur lesquelles veut s'appuyer la Conférence démocratique et au nom desquelles elle veut parler. Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, le Soviet des députés ouvrier et soldats de Moscou, le Soviet des députés ouvriers, soldats et paysans de la région du Caucase, le Soviet régional des députés ouvriers et soldats de la Finlande, le Soviet des députés ouvriers et soldats de la région de l'Oural, les Soviets de Kronstadt, d'Odessa,

* Voir annexe ci-dessous.

d'Ekaterinbourg, du bassin du Donetz, de Bakou, de Revel, de Kiev, de presque toute la Sibérie, le Soviet des syndicats de Pétrograd, un grand nombre de Soviets des députés paysans et beaucoup d'autres organisations révolutionnaires ont déclaré, à une majorité écrasante, qu'ils estimaient inadmissible de conclure une coalition avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire qui, à l'heure actuelle, se range tout entière sous la bannière du parti cadet. Un ministère de coalition signifierait la victoire décisive du parti cadet sur la révolution et sur le peuple. Accepter la coalition dans ces conditions signifierait endosser la responsabilité de pousser inévitablement les masses populaires exaspérées à des actes incontrôlés et de provoquer la guerre civile. Avec tous les Soviets des députés ouvriers et soldats, avec des millions d'ouvriers, de soldats et de paysans, notre parti refusera au gouvernement de coalition tout soutien quel qu'il soit et mènera la lutte à la tête des masses populaires, pour la création d'un gouvernement populaire qui s'appuie, dans les centres aussi bien que dans les petites localités, sur les Soviets. C'est pourquoi nous proposons au Conseil démocratique : 1) d'interrompre les pourparlers menés sous la direction de Kérénsky avec la grande bourgeoisie et 2) de se mettre à créer un pouvoir révolutionnaire authentique.

Izvestija ZIK i Petrogradskovo Sovietsa R i SD,
n° 181, 26 septembre 1917.

**RÉUNION (COMITÉ CENTRAL)
DU 24 SEPTEMBRE (7 OCTOBRE 1917)**

Présents : Sverdlov, Staline, Kamenev, Sokolnikov, Trotsky, Ouritski, Rykov, Boubnov, Chaoumian.

Ordre du jour :

- 1) La conférence du parti.
- 3) Le Soviet de Pétrograd.
- 4) La grève des chemins de fer.
- 5) Le congrès des Soviets.

1) Sverdlov présente un rapport sur la conférence du parti qui vient d'avoir lieu ⁹⁰, il remet la résolution sur la situation actuelle * et l'appel qui ont été adoptés dans leurs grandes lignes par la conférence et qui ont été remis au Comité central en vue de leur élaboration définitive.

3) On a décidé d'envoyer Rykov à Pétrograd pour travailler au sein du Soviet et de charger plusieurs autres camarades dont Volodarski de travailler aussi dans les Soviets. Trotsky doit devenir président du Soviet, Rykov doit faire partie du présidium.

4) On a approuvé l'appel aux cheminots ** ⁹¹.

5) En ce qui concerne le congrès des Soviets ⁹², on a décidé de mener partout une vaste campagne, de faire proclamer par plusieurs Soviets des résolutions exigeant la convocation immédiate du congrès. On a délégué Sverdlov à la commission pour la convocation du congrès; Iourénev doit le seconder. Il est souhaitable de convoquer préalablement des congrès départementaux et régionaux des Soviets.

* Voir annexe 1, p. 121.

** Voir annexe 2, p. 123.

6) Ayant entendu la communication sur la proposition d'argent⁹³, on a approuvé la motion suivante :

Ayant entendu la communication du camarade Alexandrov (Sémachko) concernant la proposition faite par le socialiste suisse K. Moor de mettre à la disposition du Comité central une certaine somme d'argent, étant donné qu'il est impossible de contrôler la véritable source des moyens proposés et d'établir avec certitude si ces moyens proviennent vraiment de ce même fonds qui nous a été signalé par la proposition comme étant la source où puise G.V. Plekhanov, étant donné qu'il est également impossible de contrôler le véritable but de la proposition de Moor, le Comité central a décidé de refuser sa proposition et de déclarer tous pourparlers ultérieurs à ce sujet inadmissibles.

Annexe 1

LA SITUATION ACTUELLE ET LES TACHES DU PROLÉTARIAT

Résolution approuvée par la conférence du parti du 24 septembre (7 octobre) 1917

1) Du point de vue des groupes sociaux, la situation actuelle se caractérise : *a*) par l'union de tous les groupes bourgeois, des couches riches de la paysannerie (koulaks) et des cosaques, sous l'hégémonie idéologique et organisationnelle du capital financier (du parti cadet); *b*) par la libération définitive du prolétariat de l'influence idéologique de la bourgeoisie; *c*) par la disparition des dernières illusions parmi les paysans les plus pauvres et les soldats, ce qui se manifeste par l'apparition et l'élargissement de l'aile gauche des S.R. et par l'influence croissante sur ces couches du parti du prolétariat.

2) Dans de telles conditions, les classes dirigeantes doivent s'appuyer de plus en plus, dans leur lutte, exclusivement sur la pure force physique de l'appareil d'exploitation qu'ils gardent encore entre les mains (haut commandement de l'armée, une partie des cosaques, etc.) et sur le soutien de l'impérialisme international, qui trouve son intérêt tant à étouffer le prolétariat russe prêt à prendre le pouvoir, qu'à un pillage impérialiste de la Russie. Tout ceci s'incarne dans la politique de répression (ex-

péditions punitives, loi martiale), dans l'organisation de complots militaires, dans le soutien actif dont bénéficient ces derniers de la part du capital international et, enfin, tout ceci trouve son expression dans les efforts qui tendent à conclure une guerre de brigandage par une paix de brigandage, elle aussi, et ceci dans l'unique but d'engager aussitôt une guerre, cette fois-ci commune, contre le prolétariat russe.

3) C'est pourquoi la tactique de la bourgeoisie traverse à l'heure actuelle une phase de changement. Sa politique qui consistait à profiter de la confiance aveugle que les masses accordaient à la bourgeoisie, et l'esprit de conciliation qui se fondait sur cette confiance et qui mettait les forces de ces mêmes masses à la disposition de la bourgeoisie, cette politique devient impossible. La dernière tentative d'une telle conciliation : la Conférence démocratique, s'est terminée sur un échec; elle n'a pas été en mesure de mobiliser des masses importantes au service des intérêts de la bourgeoisie. Dans de telles conditions, sa politique s'oriente vers la guerre civile contre les masses populaires.

4) Prévoyant cette éventualité, le parti prolétarien doit engager tous ses efforts pour mobiliser d'importantes masses populaires, organisées par les Soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans qui, à l'heure actuelle, sont devenus des organisations de combat à caractère de classe; la passation du pouvoir à ces mêmes organisations devient le mot d'ordre du jour. Le parti doit travailler dans ce sens, l'activité du parti au pré-parlement, qui fait partie de ce programme, ne doit avoir qu'un caractère auxiliaire, étant donné qu'elle est entièrement soumise aux tâches de la lutte de masses.

5) Dans ce but, il faut s'efforcer de développer l'activité des Soviets, de renforcer leur importance politique jusqu'à en faire des organes capables de faire face au pouvoir étatique bourgeois (gouvernement, Pré-parlement, etc.). La condition *sine qua non* de ce qui a été dit, c'est : une liaison étroite entre les Soviets locaux; la prise de contact avec les autres organisations révolutionnaires du prolétariat, des soldats et des paysans; les modifications à apporter à l'appareil organisationnel des Soviets (levée des obstacles devant les nouvelles élections, révocabilité des membres du Comité exécutif central et des comités locaux exécutifs); la convocation immédiate des congrès régionaux, la convocation dans le plus bref délai du congrès des Soviets.

6) Ce n'est qu'en unissant toutes les forces des larges masses organisées dans les Soviets que pourra s'accomplir la victoire des ouvriers, des soldats et des paysans. Seule leur victoire permettra à une paix démocratique de s'établir, et à la cause de la révolution internationale d'avancer rapidement.

Annexe 2**AIDE AUX CHEMINOTS****APPEL DU C.C. DU P.O.S.D.R. (b)**

La grève des chemins de fer qui se préparait depuis longtemps, vient d'éclater. Le Gouvernement provisoire, isolé des organisations ouvrières et subissant une crise intérieure perpétuelle, s'est révélé totalement incapable de prévenir la grève des chemins de fer. Aux travailleurs du transport, l'on répondait d'en haut par des promesses imprécises, en ajournant, de semaine en semaine, de mois en mois, la solution des questions et ceci, au moment même où, selon les exigences de Rodzianko et Cie, ce même gouvernement a augmenté en quelques jours le prix du pain de 100 %. Cette décision en elle-même constituait déjà une provocation directe à l'adresse des ouvriers et des employés des chemins de fer qui souffraient de la faim et qui, pendant toute la révolution, ont déployé une activité désintéressée et ont fait montre d'une fidélité héroïque à la cause de la révolution au cours des journées terribles du putsch de Kornilov. Les cheminots ont tout fait pour prévenir la grève qui aurait pu se révéler très dangereuse, étant donné le désarroi qui règne à l'heure actuelle dans tout le pays. Et tous les citoyens doivent réaliser clairement que *la responsabilité de la grève qui vient d'éclater incombe entièrement au Gouvernement provisoire* qui n'a trouvé, en guise de réponse, que des promesses creuses et des menaces, là où il fallait des décisions et des actes.

Les cheminots, comme leurs déclarations et leur attitude le démontrent, ont pris, de leur côté, toutes les mesures pour que la grève n'ait pas de répercussions sur la situation du front et sur l'approvisionnement alimentaire des villes. Nonobstant ces dispositions, la presse bourgeoise et ses sous-fifres ont déclenché une furieuse campagne contre les grévistes, en ne trouvant rien de mieux pour les désigner que le terme de traîtres. Les couches obscures de la bourgeoisie, les officiers, les éléments rétrogrades de l'armée s'acharnent contre les cheminots; les agents provocateurs cadets se donnent beaucoup de peine pour provoquer de sérieux conflits entre les différentes couches de la population et donner ainsi le prétexte à une intervention punitive militaire contre les prolétaires des chemins de fer.

Devant le pays tout entier, nous dévoilons et nous condamnons cette activité provocatrice de la bourgeoisie. La grève des

chemins de fer s'attaque indubitablement aux intérêts des couches les plus larges de la population. Mais *l'issue de la situation n'est pas le sabotage criminel de cette grève, c'est d'obliger le gouvernement à satisfaire dans le plus bref délai les exigences légitimes des cheminots.*

L'on ne peut atteindre ce but que d'une seule manière : les ouvriers de toutes les branches de l'industrie, les soldats et les paysans qui ont une conscience politique développée et, en général, tous les citoyens honnêtes doivent *entourer les cheminots d'une atmosphère de complète solidarité*, les protéger contre l'acharnement et les attaques provocatrices des bandes contre-révolutionnaires, et, de cette manière, les aider à terminer dans les plus brefs délais la grève qui leur a été imposée.

Nous appelons toutes les organisations et tous les membres de notre parti à déployer immédiatement tous leurs efforts pour empêcher que les cheminots ne se trouvent isolés et écrasés. La solidarité révolutionnaire des masses travailleuses est l'unique salut.

Le Comité central du P.O.S.D.R. (bolchévique).

Le 24 septembre 1917

Pétrograd.

Archives de l'I.M.L., f. 17, op. 1, Un. arch. 395.
Edité d'après le journal *Rabotchi pour* N° 20
du 9 octobre (26 septembre) 1917.
Conforme à l'original.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 29 SEPTEMBRE (12 OCTOBRE 1917)**

Présents : Zinoviev, Kamenev, Sverdlov, Ouritski, Milioutine, Sokolnikov, Boubnov, Dzerjinski, Ioffé, Mouranov.
Président : Sverdlov.

Ordre du jour :

- 2) La liste des candidats à l'Assemblée constituante.
- 3) Projet d'appel du Comité central sur la Conférence démocratique.
- 4) Congrès régional de la Finlande, etc.

2) On a approuvé la proposition d'imprimer la liste des 25 avec les noms des districts qui les envoient; on a décidé en même temps d'étendre la liste des candidats recommandés jusqu'à 100 et de l'imprimer⁹⁴. L'élaboration de la liste incombe à la commission pour les élections à l'Assemblée Constituante, cette commission a été élargie à quelques camarades. Il a été décidé de présenter la candidature de Kamenev à Pétrograd, et de charger le bureau militaire près le Comité central de proposer ses candidats pour le front. Présenter Lénine⁹⁵ et Zinoviev comme candidats de la flotte de la Baltique et de l'armée.

3) On a approuvé le projet de l'appel et on a chargé le comité de rédaction de l'Organe central pour vérification et approbation⁹⁶.

4) On a entendu Sverdlov qui a communiqué que le congrès des Soviets de la Région Septentrionale pouvait se réunir le 5 octobre⁹⁷; le congrès est reconnu souhaitable.

5) Il a été projeté d'organiser dans le plus bref délai une réunion du Comité central qui serait consacrée aux questions ayant trait au congrès mentionné ci-dessus.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 3 (16) OCTOBRE 1917**

Présents : Kamenev, Sokolnikov, Sverdlov, Ouritski, Boubnov, Lomov (Oppokov), Ioffé, Dzerjinski.
Président : Sverdlov.

Ordre du jour :

- 1) Rappel de Lomov sur la région de Moscou.
- 2) Sur Ilitch.
- 3) Sur Riazanov.
- 4) Sur Steklov.
- 5) De quelle manière éditer les publications de *Priboï*.

1) On a écouté le rapport de Lomov (Oppokov). On apprend que dans la région l'état d'esprit de la population est extrêmement tendu. Dans beaucoup de localités, nous sommes en majorité dans les Soviets. Des masses de plus en plus importantes exigent qu'on prenne des mesures concrètes. Partout, nous prenons une attitude d'attente. Ce rapport ne sera pas suivi de débat.

2) On a décidé de proposer à Ilitch de prendre résidence à Piter [Pétrograd] pour avoir la possibilité d'établir une liaison continue et étroite⁹⁸.

3) On a décidé d'adjoindre Riazanov au comité de rédaction de *Prosvechtchenié* et, par là même, de *Priboï*.

4) Il a été communiqué que Steklov est entré dans la fraction du Soviet de Pétersbourg et du Comité exécutif central⁹⁹. Après le communiqué, on passe aux questions suivantes.

5) Il a été décidé que la manière dont doivent être éditées les publications du *Priboï* doit être résolue par le comité de rédaction du *Rabotchi Pout* en collaboration avec le camarade Dzerjinski.

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 5 (18) OCTOBRE 1917**

Présents : Kamenev, Dzerjinski, Sverdlov, Sokolnikov, Lomov (Oppokov), Ioffé, Staline, Kollontaï, Smilga, Trotsky, Boubnov.
Président : Sverdlov.

Ordre du jour :

- 1) Question d'organisation.
- 2) Le communiqué de Lounatcharski.
- 3) Congrès régional de la Région septentrionale.
- 4) Pré-parlement.
- 5) Le Congrès du parti.
- 7) Plateforme.

I. — 1) Sverdlov rapporte la demande émanant du comité régional de Pétrograd de lui assigner une subvention à raison de 2.500-3.000 roubles qui lui sont nécessaires pour commencer son activité dans toute la province¹⁰⁰.

Après le débat, on approuve la proposition de Sverdlov qui est d'octroyer 1.000 roubles en remarquant qu'il serait souhaitable que cette somme soit remboursée.

2) Sverdlov rapporte qu'un Bureau régional de l'Organisation militaire de notre parti vient de se constituer sur le front Sud-Ouest et que ce bureau demande qu'on lui assigne quelques milliers de roubles pour l'édition d'un journal du front¹⁰¹.

On a décidé d'envoyer de 2 à 3 mille roubles.

3) Lecture est faite de la lettre de Lounatcharski par laquelle il nous fait savoir que nombre de collaborateurs de la rubrique culturelle de la *Novaïa Jizn* sont prêts à quitter le jour-

nal si Lounatcharski refuse d'être le rédacteur en chef de la rubrique.

Lounatcharski pose de nouveau la question de la collaboration au journal *Novaïa Jizn*.

On confirme l'ancienne décision.

4) La camarade Kollontaï fait savoir que l'organisation d'une conférence des ouvrières est envisagée¹⁰².

On approuve la proposition du camarade Sverdlov de lier l'activité des ouvrières au travail du Comité de Pétrograd; Kollontaï ajoute que ceux des membres du Comité central qui font aussi partie du Comité de Pétrograd doivent contribuer à l'établissement de cette liaison. Cette proposition est approuvée.

5) Au sujet de *Rabotnitsa* on a décidé qu'au sein du comité de rédaction, le Comité central sera représenté par Kollontaï, la gérance économique sera confiée à une commission économique commune.

II. — On réexamine la décision sur le congrès régional des Soviets du Nord.

On a décidé :

- 1) Le Soviet de Pétrograd prendra part au congrès.
- 2) Le congrès se tiendra à Pétrograd.
- 3) Le congrès sera repoussé du 8 au 10 octobre.

III. — Après le débat, on décide à l'unanimité moins une voix de quitter le Pré-parlement le lendemain même de la lecture de la déclaration*.

Les thèses ont été approuvées, l'élaboration proprement dite de la déclaration a été confiée au comité de rédaction de l'Organe central¹⁰³.

IV. — On approuve la proposition de Staline, modifiée, de constituer la conférence du parti de membres du Comité central et de militants de Pétrograd et de Moscou. La conférence doit coïncider avec le Congrès régional des Soviets du Nord du 10 octobre¹⁰⁴, auquel le Soviet de Moscou va être également invité.

V. — On réexamine la décision de convoquer le congrès du parti.

Il a été décidé : le congrès est ajourné pour une brève période. La commission désignée pour l'élaboration d'un projet de programme à l'intention du congrès comprend : Lénine, Boukharine, Trotsky, Kamenev, Sokolnikov, Kollontaï.

* Voir annexe p. 128.

VII. — Le projet de plateforme de Trotsky est confié, pour une étude approfondie et pour approbation, au comité de rédaction de l'Organe central¹⁰⁵.

Au Comité central du P.O.S.D.R.

Chers camarades, il me semble que votre décision de quitter, dès sa première réunion, le « Soviet de la République Russe », prédétermine la tactique du parti pour l'avenir immédiat dans une direction que je juge, pour ma part, très dangereuse pour le parti. En me soumettant à la décision du parti, je vous prie en même temps, camarades, de me libérer de mes charges dans les organes représentatifs (Comité exécutif central, etc.) et de me confier un autre travail quelconque.

Le 5 octobre 1917.

Kamenev *

Annexe

**DÉCLARATION DE LA FRACTION BOL-
CHÉVIQUE SUR SON RETRAIT DU PRÉ-
PARLEMENT, LE 7 (20) OCTOBRE 1917**

Les buts officiellement déclarés de la Conférence démocratique convoquée par le Comité exécutif central du Soviet des députés ouvriers et soldats, consistaient à liquider ce régime personnel irresponsable qui avait alimenté l'émeute de Kornilov, à créer un pouvoir responsable qui serait capable de liquider la guerre et d'assurer la convocation de l'Assemblée constituante dans le délai prévu.

Cependant, derrière le dos de la Conférence démocratique, grâce aux pactes secrets de M. Kérensky, des cadets et des dirigeants S.R. et menchéviques, les résultats atteints sont directement opposés aux buts officiellement déclarés.

Un pouvoir est créé, au sein et autour duquel les partisans avoués ou secrets de Kornilov jouent un rôle dirigeant. L'irresponsabilité de ce pouvoir est désormais démontrée et formellement proclamée.

Le « Conseil de la République russe » a été déclaré institu-

* La déclaration de Kamenev est transcrite à la fin du procès-verbal.

tion délibérative; le huitième mois de la révolution, ce pouvoir irresponsable s'est créé une couverture qui n'est autre qu'une nouvelle édition de la Douma de Boulyguine.

Les éléments de la bourgeoisie sont entrés dans le Soviet provisoire en un nombre qui, à en juger par toutes les élections dans le pays, est tout à fait injustifié. Néanmoins, ce fut bien le parti cadet pour lutter et pour obtenir enfin que le pouvoir soit irresponsable même devant un Préparlement dont la composition était truquée en faveur de la grande bourgeoisie.

Oui, ce même parti cadet qui, hier encore, insistait sur la dépendance du Gouvernement provisoire vis-à-vis de la Douma de M. Rodzianko, a réussi, aujourd'hui, à faire proclamer l'indépendance du Gouvernement provisoire vis-à-vis du Soviet de la République.

A l'Assemblée constituante, les éléments de la bourgeoisie occuperont une position beaucoup moins favorable qu'au sein du Soviet provisoire. Devant l'Assemblée constituante, le pouvoir ne pourra pas ne pas être responsable. Si les éléments bourgeois se préparaient vraiment à l'Assemblée constituante dans un mois et demi, ils n'auraient aucun motif d'insister sur l'irresponsabilité du pouvoir actuel. La vérité, c'est que les classes bourgeoises qui orientent la politique du Gouvernement provisoire, se sont assigné pour but de *saboter* l'Assemblée constituante. C'est là, à l'heure actuelle, la tâche fondamentale des éléments de la haute bourgeoisie; c'est à cette tâche qu'est subordonnée toute leur politique, intérieure et extérieure.

Dans les secteurs industriel, agricole et de l'approvisionnement, la politique du gouvernement et des classes possédantes renforce la ruine provoquée par la guerre. Après avoir provoqué d'abord le soulèvement des paysans, les classes possédantes s'apprêtent maintenant à l'étouffer et s'en remettent ouvertement à « la main squelettique de la famine » pour étouffer la révolution et, en premier lieu, l'Assemblée constituante.

Non moins criminelle se révèle la politique extérieure de la bourgeoisie et de son gouvernement.

Après quarante mois de guerre, un danger mortel menace la capitale. En écho à cette situation, on voit proposer le projet de déplacer le gouvernement à Moscou. La pensée de livrer la capitale révolutionnaire aux troupes allemandes ne bouleverse en rien les classes bourgeoises, bien au contraire, elles adoptent cette pensée comme un maillon naturel d'une politique générale, un maillon qui doit leur faciliter leur complot contre-révolutionnaire.

Au lieu de reconnaître que le salut du pays est dans la signature de la paix; au lieu de lancer ouvertement, par-dessus la tête de tous les gouvernements impérialistes et de tous les bureaux diplomatiques, une proposition de paix immédiate à l'adresse

de tous les peuples épuisés, et de rendre ainsi la prolongation de la guerre pratiquement impossible, au lieu de cela, le Gouvernement provisoire, sous la férule des cadets contre-révolutionnaires et des impérialistes de l'Entente, sans raison, sans force et sans aucun plan, continue à traîner cette guerre mortelle, condamnant ainsi à une mort inutile des centaines de milliers de soldats et de matelots, préparant la reddition de Pétrograd et la fin de la révolution. Pendant que des soldats et des matelots bolchéviques périssent en même temps que d'autres soldats et d'autres matelots par la faute et par les crimes d'autrui, le soi-disant haut-commandement général continue à démanteler la presse bolchévique (le *Molot* vient d'être supprimé à Minsk).

Les partis dirigeants du Soviet provisoire servent de couverture volontaire à toute cette politique.

Nous, fraction bolchévique des sociaux-démocrates, déclarons : nous n'avons rien de commun avec ce gouvernement de trahison du peuple et avec ce Soviet de complaisance contre-révolutionnaire. Pas une seule journée, nous ne voulons servir de couverture, ni directement, ni indirectement à cette activité meurtrière pour le peuple qui se poursuit dans les coulisses.

La révolution est en danger ! Pendant que les troupes de Guillaume menacent Pétrograd, le gouvernement de Kérensky et de Konovalov se prépare à s'enfuir de la ville pour transformer Moscou en forteresse de la contre-révolution.

Nous en appelons à la vigilance des ouvriers et des soldats de Moscou !

En quittant le Soviet provisoire, nous en appelons à la vigilance et à l'héroïsme des ouvriers, des soldats et des paysans de la Russie entière.

Pétrograd est en danger ! La révolution est en danger ! Le peuple est en danger !

Le gouvernement aggrave encore ce danger. Les partis dirigeants le secondent.

Le peuple seul pourrait se sauver lui-même et sauver le pays. Nous en appelons au peuple.

Tout le pouvoir aux Soviets !

Toute la terre au peuple !

Vive la paix immédiate, honnête, démocratique !

Vive l'Assemblée constituante !

Procès-verbal N° 24

**RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL
DU 7 (20) OCTOBRE 1917.**

Présents : Sokolnikov, Staline, Sverdlov, Boubnov, Trotsky, Ouritski, Kamenev, Ioffé, Dzerjinski.

Président : Sverdlov.

Le camarade Boubnov fait savoir que la Commission exécutive du Comité de Pétrograd a élu deux personnes au bureau chargé d'étudier l'état d'esprit des masses et d'établir une liaison étroite entre ces masses et les centres du parti.

Après avoir examiné et débattu le problème de la nécessité de coordonner les activités et d'avoir des informations exactes, on a décidé de créer : un Bureau près le Comité central, pour l'information sur la lutte contre la contre-révolution. Trois membres du Comité central ont été élus dans ce bureau : Trotsky, Sverdlov, Boubnov qui sont chargés d'organiser ledit bureau.